

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

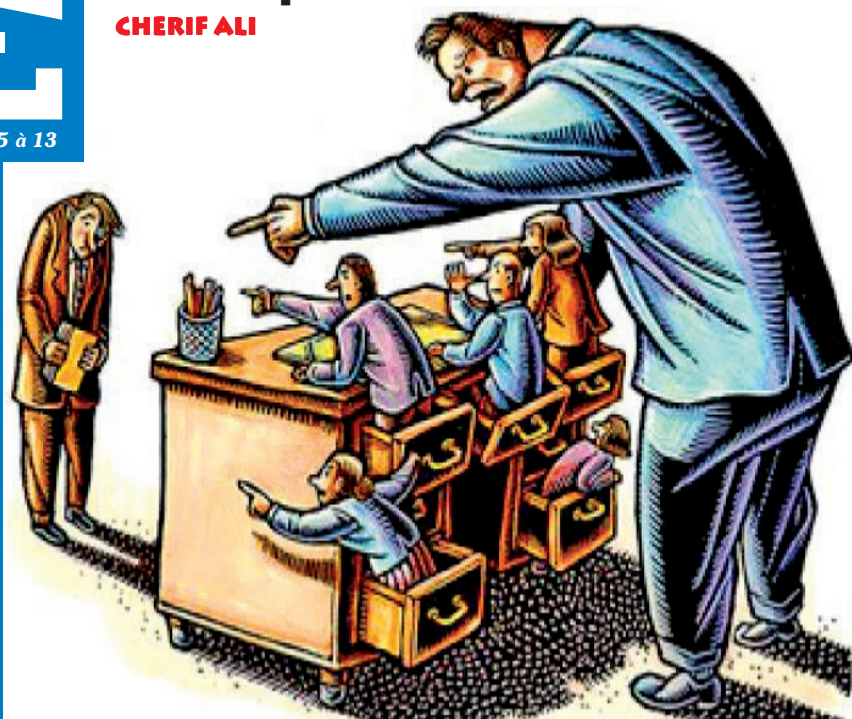
Le vrai et le faux

EL YAZID DIB



■ Réaménagement territorial : sortir des sentiers battus, est-ce possible ?

CHERIF ALI



■ L'accueil : le maillon faible de la chaîne management

M. T. HAMIANI

■ COVID-19 ET MÉTADISCOURS SUR LE XX-XXI^e SIÈCLE
Pourquoi le pétrole à 100 dollars est un passage obligé pour la reprise économique mondiale ?

MEDJDOUB HAMED



■ La finance, le marché et le citoyen

AREZKI DERGUINI

■ Vous avez dit islamo-gauchiste ?

AKRAM BELKAÏD

■ Livres : destins croisés

BELKACEM AHcene-DJABALLAH



Ministère de l'Intérieur Nouvelles dispositions pour les services des permis de conduire

Dans une instruction adressée aux walis de la République, aux chefs de daïra et aux présidents d'APC, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire fixe les nouvelles conditions de recrutement des employés affectés aux services chargés de la délivrance des permis de conduire et des cartes grises.

El-Houari Dilmi

En effet, le ministère de l'Intérieur, dans son instruction, insiste sur le respect des enquêtes d'habilitation menées par les services de sécurité compétents concernant les agents affectés aux services de délivrance des cartes grises et permis de conduire. L'instruction du département de Kamel Beldjoud fait également état de la nécessité de « sécuriser toutes les issues et portes extérieures donnant sur les bureaux chargés de la délivrance de ces documents, et la conservation des dossiers de base introduits par les citoyens dans un lieu sécurisé ». Révélant des dépassements et des manquements à la loi au sein des services de délivrance des cartes grises et permis de conduire au niveau des communes, en raison du non-respect des dispositions légales et réglementaires en la matière, les services relevant du ministère de l'Intérieur ont constaté « le non-respect des enquêtes administratives pour les employés affectés dans ces mêmes services, la non-tenue d'un registre coté et paraphé avec obligation de délivrer un récépissé de dépôt pour les demandes de permis de conduire, les cartes grises et les fiches de contrôle », est-il indiqué dans l'instruction du ministère.

A l'adresse des walis, des chefs de daïra et des présidents d'APC, le ministère de l'Intérieur rappelle la nécessité impérieuse de respecter les procédures réglementaires, notamment en matière de recrutement et de sélection des agents affectés vers ces services, et de mener préalablement des enquêtes administratives, y compris pour les agents actuellement en poste au niveau des services de délivrance des permis de conduire, cartes grises et fiches de contrôle. « Ces mêmes agents seront réaffectés vers d'autres services, en cas d'enquête défavorable », précise le département de Kamel Beldjoud, ajoutant que « des dispositions spéciales seront mises en œuvre pour gérer individuellement le travail des agents chargés de ces tâches, et le contrôle quotidien de toutes les opérations effectuées par les services chargés de la gestion des dossiers des permis de conduire et cartes grises, ainsi que la délivrance des récépissés de dépôt ». La conservation des permis de conduire et des cartes grises dans des coffres-forts installés à l'intérieur des bureaux des chefs de service et la nécessité d'organiser des recyclages réguliers pour les agents affectés vers ces services figurent également parmi les nouvelles directives du ministère de l'Intérieur.

53 candidats à l'émigration clandestine arrêtés en une semaine

Des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) ont arrêté, en une semaine, dans diverses opérations, 50 narcotrafiquants et saisi 359 kg de kif, ainsi que 27.379 comprimés psychotropes, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

« Dans la dynamique des efforts visant à asseoir la sécurité et la sérénité sur l'ensemble du territoire national, des unités et des détachements de l'Armée Nationale Populaire ont mené, durant la période du 10 au 16 février 2021, plusieurs opérations dont les résultats dénotent du haut professionnalisme et de l'engagement indéfectible de nos Forces Armées à préserver et prémunir notre pays contre toute forme de menaces sécuritaires et fléaux connexes », souligne le communiqué du MDN.

Ainsi, « dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à venir à bout du fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions Militaires, (50) narcotrafiquants et saisi des quantités de kif traité s'élevant à (359) kilogrammes, ainsi que (27.379) comprimés psychotropes », précise le bilan opérationnel de l'ANP.

Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, (213) individus et saisi (28) véhicules, (81) groupes électrogènes, (46) marteaux piqueurs, (24) tonnes de mélange de pierres et d'or brut, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'opéraillage illicite.

A Ouargla, Ghardaïa, El-Oued, Constantine, Sétif, Batna, Mila, Mascara et Bordj Badji Mokhtar, ajoute la même source, (18) autres individus ont été arrêtés, et un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, (12) fusils de chasse, un (01) pistolet automatique, (5.490) unités de différentes boissons et (2.610) unités de tabacs ont été saisis lors d'opérations distinctes.

De même, des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à (10.165) litres ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras.

Dans un autre contexte, les Garde-côtes ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de (53) individus dont (10) marocains, à bord d'embarcations de construction artisanale à Oran, Mostaganem et Aïn Témouchent, alors que (108) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Nâama, Ouargla, Ghardaïa et Adrar.

ANALYSE

Salim Metref

Musulmans de France, ce retour qui peut-être éclairer l'horizon !

Nouvelles émissions religieuses et clins d'œil à l'histoire sur les médias lourds pour rappeler la vocation exclusivement judéo-chrétienne de la France. Plateaux télévisés exclusivement dédiés au voile islamique. Pseudo-distinction entre l'Islam et l'Islam politique. Exclusion féroce du fait musulman de l'espace public mais aussi politique. Lynchage des quelques rares élus de confession musulmane, ... Telle est l'actualité de l'Hexagone qui semble donner le tempo à ce que sera la future campagne présidentielle en France. La meute est désormais lâchée et même certains arabes chrétiens et maghrébins féministes sont appelés en renfort et qui, souvent fraîchement naturalisés français, veulent devenir plus royalistes que le roi et se trempent de servilité en joignant leur voix à la foule. Ainsi ce Houssam Jean Messiha, naturalisé français en 1990, qui s'exécute, pourtant lorsque recadré par un animateur d'un plateau de télé qui l'invite à revoir ses propos et à dire plutôt Bonjour Monsieur, face à un invité, français de souche, présent sur le plateau et qualifié de meilleur.

Peu importe que des personnalités connues soient impliquées ou citées dans des scandales et autres perversions pour ne pas dire autre chose, les pro-

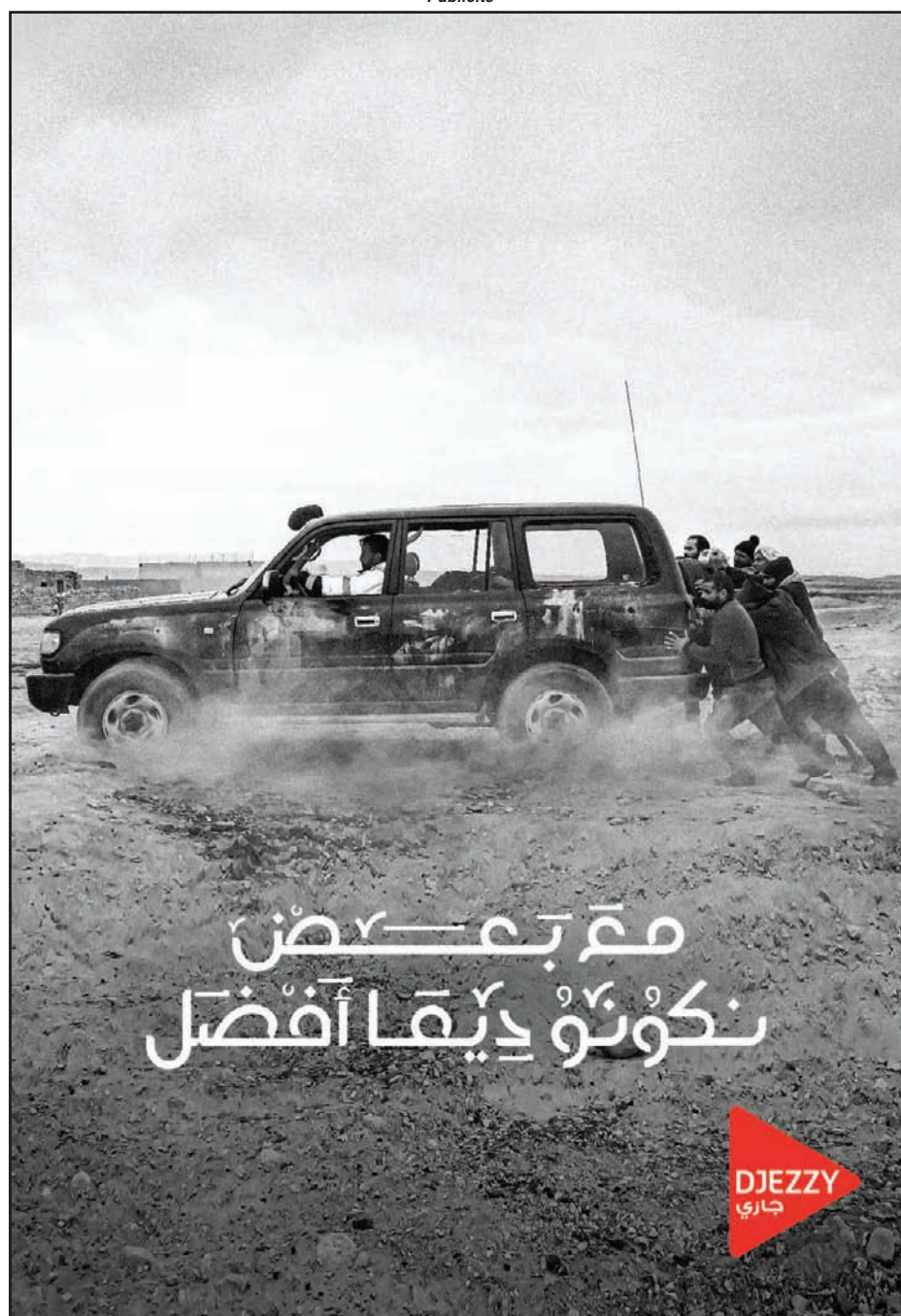
pos ambigus tenus par certains intellectuels, seul l'Islam en France doit occuper les médias et être soumis, comme ils disent, au débat contradictoire. La laïcité devenue nouvelle reli-

gion semble s'accommoder plutôt bien de tous les scandales !

Ceux qui ont creusé le sillon de la haine de l'Islam comme Zemmour, Finkielkraut et bien d'autres encore, peuvent dormir tranquille. Le drain sémantique qu'ils ont assidument construit fonctionne parfaitement bien et devient l'exutoire de toutes les haines et les frustrations longtemps contenues par une société française appauvrie et détournée par les grands cartels financiers et malmenée par le complexe politico-médiatique, devenu, aujourd'hui, le grand manipulateur pervers des consciences devant l'Eternel.

Il y a, cependant, dans tous ces discours, une réalité que nul ne peut contester. L'Islam se répand partout dans le monde pacifiquement et ce, sans que cela ne soit l'œuvre d'un quelconque prosélytisme militant. Mais comme chacun a le droit de vivre chez lui comme il l'entend, les musulmans sont plus que jamais appelés à quitter leur terre d'exil et à revoir peut-être leur projet de vie, pour ceux qui le peuvent encore, et à revenir chez eux en terre d'Islam.

Publicité



Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Selon le président du CNESE Un décret pour améliorer le climat des affaires en Algérie



El-Houari Dilmî

Pour la première fois depuis l'indépendance du pays, les revenus de l'agriculture ont dépassé ceux des hydrocarbures », a indiqué, hier mercredi, le président du Conseil national économique, social et environnemental, Réda Tir, dans une évaluation de l'année écoulée.

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, le président du CNESE a déclaré qu'un « décret exécutif visant à réorganiser et améliorer le climat des affaires en Algérie sera prochainement présenté au gouvernement », ajoutant que le dossier de l'investissement « sera réorganisé avec tous les partenaires concernés sans exception aucune, à commencer par les opérateurs économiques », a-t-il dit. Réda Tir a également indiqué que le dossier du climat des affaires en Algérie « est revenu sur le devant de la scène ces derniers mois », précisant que la relance de l'investissement est un « dossier collectif sur lequel doivent travailler tous les acteurs économiques et organisations professionnelles, commerciales, économiques et du secteur des services, en impliquant également les experts dans ce domaine », a-t-il souligné.

« Le Conseil national économique, social et environnemental va jouer un rôle clé dans la relance de l'investissement, un dossier sur lequel nous avons beaucoup travaillé et fait des propositions au gouvernement dont la majorité correspond à la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune », a encore indiqué Réda Tir, ajoutant qu'un « travail d'évaluation est en train de se faire au niveau du gouvernement ». Pour le président du CNESE, « un bond qualitatif a été enregistré, surtout en matière d'investissement dans le domaine de l'agriculture, lequel », selon lui, a « réalisé un rendement encourageant dépassant celui des hydrocarbures », a-t-il affirmé. « Le secteur agricole a joué un rôle très important dans l'approvisionnement du marché national, surtout en cette période sensible marquée par l'épi-

démie de Covid-19 », a-t-il souligné. « Les nouvelles mesures sur le point d'être mises en œuvre sur le terrain de la réalité en vue de booster les investissements dans le pays, paieront également sur la relance du secteur industriel, celui du tourisme et de l'économie de la culture », a expliqué l'invité de la Radio, pour lequel les « premiers résultats vont commencer à se faire sentir dès les prochains mois, le tout dans le cadre d'une restructuration globale de l'économie nationale », a-t-il déclaré.

« Le gouvernement est résolument décidé à lutter contre le fléau de la bureaucratie pour améliorer le climat des affaires dans le pays et redynamiser le marché du financement local, avec notamment l'instauration du guichet unique au niveau de plusieurs institutions et administrations en vue de faciliter les procédures administratives », a indiqué le président du CNESE. « L'Algérie avance sur le bon chemin, grâce à l'implication effective de toutes les parties dans le dossier de la relance de l'investissement, ce qui se traduira par une redynamisation du secteur productif national », a estimé Réda Tir, appelant les « Algériens à accorder leur confiance au travail qui est en train de se faire et se montrer patients avant de commencer à cueillir les premiers fruits », a-t-il dit. Intermédiaire entre le gouvernement et les opérateurs économiques et sociaux, le CNESE est investi de nouvelles missions et prérogatives. « Un statut qui va lui permettre de redevenir une véritable force de proposition et de contrôle et d'évaluation de toutes les politiques publiques », selon Réda Tir, qui a indiqué le 25 janvier dernier que le rapport annuel de conjoncture pour l'exercice 2020 sera « remis au président de la République au plus tard le mois d'avril prochain ». « Le Conseil est chargé aussi de préparer les rapports sur l'état de la nation qui comportent une évaluation des 10 dernières années et également des rapports de conjoncture semestriels », avait-il indiqué.

Tribunal de Chéraga Hichem Aboud condamné à 7 ans de prison

Le Tribunal de Chéraga (Alger) a prononcé mercredi une peine de sept (7) ans de prison ferme avec l'émission d'un mandat d'arrêt international contre Hichem Aboud et une peine de deux (2) ans de prison dont un (1) avec sursis contre Meghzi Mouloud et Kharrat Amor, avec la confiscation de tous les biens saisis.

Le tribunal n'a pas retenu la charge d'atteinte à l'unité nationale contre Meghzi Mouloud et Kharrat Amor.

Les trois prévenus étaient accusés par le dénommé Sofiane, fils du Général-major à la retraite, Khaled Nezzar, d'avoir divulgué des informations confidentielles sur sa famille (Nezzar). Ils étaient également poursuivis

pour « atteinte à l'unité nationale » et « participation à une entreprise de démoralisation de l'armée ». Le procureur de la République près le tribunal de Chéraga avait requis, la semaine dernière, des peines de dix (10) ans de prison contre Hichem Aboud et de quatre (4) ans contre Meghzi Mouloud et Kharrat Amor.

Le procès de l'affaire Sonatrach 1 reporté

La Cour d'appel d'Alger a décidé mercredi de reporter sine die le procès de 15 personnes, dont l'ex-P-DG du groupe pétrolier Sonatrach Mohamed Meziane, et quatre sociétés étrangères, accusées de corruption, a-t-on constaté.

Le procès a été reporté à la prochaine session criminelle en raison de l'absence de cinq in-

culpés, parmi lesquels trois (3) sociétés étrangères dont les représentants n'ont pas pu faire le déplacement à cause de la pandémie de la Covid-19.

Ces derniers ont été condamnés le 2 février 2016 à des peines de prison allant de 18 mois avec sursis à 6 ans de prison ferme et des amendes ont, également été prononcées contre 12

personnes morales et physiques impliquées dans cette affaire, alors que 7 autres personnes ont bénéficié de l'acquittement.

Le jugement du 2 février 2016 avait fait l'objet d'un pourvoi en cassation devant la Cour Suprême qui l'a annulé et renvoyé l'affaire vers la même instance pour rejurer une nouvelle fois ces inculpés.

Raïna Raïkoum
El-Houari Dilmî

Le pays doit-il reculer pour mieux avancer, ou doit-il tout simplement avancer en arrière ? L'Etat-mamelle est-t-il en train de tomber carrément dans les bras ouverts du peuple-gamel-

le ? Il paraît que la justice algérienne a atteint sa vitesse de croisière dans la lutte tous azimuts contre les voleurs de l'argent du peuple. Même s'il n'est pas bon de parler d'argent, parce que ça énerve ceux qui n'en ont pas. Parce que l'argent c'est tout ce qui restera au pays lorsqu'il aura tout perdu, faut-il craindre de voir ce bled transformé en un gigantesque coffre-fort, dont tout le monde connaît la combinaison et attend le moment opportun pour mettre la main dans le sac ? ! La tragique moralité est aussi vieille que le bipède qui créa la première monnaie des primates anthropoïdes. La sueur de son front étant une « denrée » disparue depuis des lustres, pourquoi alors dilapider son huile de coude lorsqu'il suffit juste d'ouvrir sa bouche pour avaler le pays découpé en quartiers entiers ? La galette demeurant encore et toujours le pain béni de certains et le croûton rassis le gâteau maudit des autres, tout le monde continue à rêver au chemin le plus court vers le trésor éventré de toutes nos incuries. L'histoire qui suit est d'une tragique vérité : quelque part entre Tidda et Aïn El Mekan, dans l'arrière-pays trop profond, Larbi est un bipède-commission-

Parce que l'argent énerve ceux qui n'en ont pas !

naire en col usé, sévissant à l'état naturel dans un bureau miteux; jusque dans le tiroir-caisse fermé avec une serrure sans chas. Le rôle « naturel » de Larbi est de toujours réclamer un cin-

quième du gâteau, juste pour zeyuter le dossier, l'examiner, le disséquer, l'entourlouper, le lire à l'endroit, puis à l'envers, avant de le ranger avec un soin sacerdotal dans le troisième tiroir à partir du bas de son bureau papirovore. Alors, pour arracher sa part volée du gâteau mijoté sans lui, il a la très « démocratique » idée de placer à l'entrée de son bureau une tirelire grandeur nature, capable de contenir jusqu'au double -de son poids mouillé- en oseille, qui n'exhale jamais d'odeur ni n'a de couleur. Le premier « ponctionné » déposa deux kilos de pièces de monnaie usées dans la tirelire à Larbi, ouverte aux quatre vol(s). Le second, plus friqué, misera un mois de sueur froide pour y incruster un quintal en fausses coupures de deux cents dinars « chiffonnées ». Le troisième, plein aux as, y mettra carrément un million de (d)euros pour remplir la tirelire à ras bord. Le quatrième, le cinquième, puis le énième ponctionné finiront de faire dégouliner la tirelire, sous le regard orgasmique de Larbi. Mais comme il y a beaucoup de Larbi qui n'ont de leur fortune que la crainte de la perdre, autant voler le flouze à ceux qui l'ont chipé !

La SNTF rassure ses employés

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a rassuré, dans un communiqué, ses employés quant à la préservation et le maintien de leurs acquis socioprofessionnels.

« Suite aux préoccupations soulevées par certains employés de la SNTF, la Direction Générale tient à rassurer et à informer tous les travailleurs de l'entreprise que les acquis socioprofessionnels fixés à travers la convention collective, les protocoles d'accords et les instructions en vigueur, demeurent applicables sans changements, notamment en ce qui concerne l'attribution de majoration pour les heures supplémentaires », a précisé la même source sur sa page Facebook. L'Entreprise a également assuré que la régularisation des déroulements des carrières à tous les niveaux « est actuellement prise en charge dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions relatif à la gestion des ressources humaines, mis en place par la direction générale ».

Elle a, par ailleurs, souligné que la gestion des œuvres sociales, notamment le volet concernant l'octroi des prêts et secours, régit par l'instruction du 10 novembre 2009, actualisée par la note du 19 novembre 2019, « reste en vigueur et ce, jusqu'à l'assainissement de la situation des œuvres sociales, suite aux réserves émises par le commissaire aux comptes ».



Le nombre d'internautes a augmenté de 3,6 millions en une année

Le nombre d'utilisateurs d'internet en Algérie a augmenté de 3,6 millions en l'espace d'une année pour atteindre un total de 26,35 millions, selon le dernier rapport du site web datareportal, spécialisé dans les statistiques relatives à l'internet fixe et mobile dans le monde.

L'Algérie comptait 26,35 millions d'utilisateurs internet au 31 janvier 2021, ce qui représente une hausse de 3,6 millions (16%) depuis janvier 2020, précise le rapport qui contient aussi les statistiques relatives aux médias sociaux et le commerce électronique, ainsi que les tendances et informations sur l'état du numérique dans le monde.

Ce chiffre représente le nombre d'utilisateurs effectifs d'internet et non le nombre d'abonnés à internet en Algérie qui était de 41,8 millions au troisième trimestre de 2020, selon le dernier rapport de l'Autorité de Régulation de la Poste et des communications électroniques (ARPCCE).

Le site datareportal relève, en outre, que le taux de pénétration d'Internet en Algérie était de 59,6% en janvier 2021, sur une population estimée à 44,23 millions (source Onu).

Le nombre d'utilisateurs de médias sociaux (Facebook, Youtube, Instagram, Tweeter etc...) en Algérie a également connu une évolution au 31 janvier 2021.

Quelque 3 millions de nouveaux utilisateurs de médias sociaux ont été enregistrés, soit une augmentation de 13,6% en une année, por-

tant ainsi le nombre total d'utilisateurs de ces applications à 25 millions, soit 56,5% de la population totale, estime datareportal.

La majorité des utilisateurs des médias sociaux (24,48 millions, soit 97,9%) utilisent le mobile (Smartphone, tablettes...) pour se connecter à ces réseaux. Selon datareportal, la vitesse de téléchargement moyenne via internet mobile était de 13,23 Mégabits/seconde (Mbps), soit une évolution annuelle de 67,9%, alors que celle via internet fixe était de 5,29 Mbps, soit une évolution annuelle de 34,9%.

Interrogé par l'APS sur ces nouveaux chiffres, le P-dg du Groupe Télécom Algérie, Karim Bibi Triki, a indiqué que cette performance vient confirmer le travail sur le terrain et traduit la volonté de l'Algérie d'améliorer la qualité de service liée à l'utilisation de l'internet et du numérique dans le pays. «Les évolutions mentionnées dans le rapport (du site datareportal) viennent confirmer le travail sur le terrain, et surtout, nous encourageant à continuer avec une cadence plus soutenue afin, d'une part, de rattraper notre retard dans les plus brefs délais et, d'autre part, accompagner l'adoption croissante de l'internet et du numérique dans le pays», a-t-il précisé. Le même responsable a fait savoir que l'Algérie a «tracé une stratégie pour améliorer les performances», laquelle doit passer par plusieurs étapes avant d'atteindre le niveau escompté, tout en affirmant que «nous avançons de manière progressive et sereine».

El-Bayadh

Deux morts dans une collision

Hadj Mostefaoui

Un tragique accident de la circulation s'est produit hier, en milieu de journée, à la sortie-sud du chef lieu de la daïra de Brezina, dans la wilaya d'El Bayadh. Deux personnes âgées de 40 et 10 ans, roulant à bord d'une moto, ont trouvé la mort à la suite d'une col-

lision avec un véhicule de tourisme roulant en sens inverse. Les dépouilles des deux victimes ont été déposées à la morgue de l'hôpital de cette localité. Une enquête a été ouverte par les éléments de la Sûreté de daïra pour déterminer les circonstances réelles de ce drame, dont les victimes sont issues d'une même famille.

Bouira

Un blessé dans une explosion de gaz

Farid Haddouche

Deux bouteilles de gaz bouteille ont explosé avant-hier dans la soirée, aux environs de 21h15, dans un café, situé dans la commune d'Ath Laqser, à une trentaine de kilomètres au sud-est du chef-lieu de wilaya. L'explosion qui a provo-

qué un incendie à l'intérieur du café et des dommages à sa devanture, a causé également des brûlures de 2^{ème} degré à un citoyen âgé de 28 ans. Les éléments de Protection civile du secteur de la commune d'Ath Laqser sont intervenus pour évacuer le blessé aux urgences de l'hôpital d'Ath Laqser.

Bouira

Un homme fauché par un train

Farid Haddouche

Un tragique accident s'est produit hier matin. Un homme a été fauché mortellement par un train de voyageurs dans la commune de Bechloul, à une vingtaine de kilomètres, à l'est du chef-lieu de wilaya. Les éléments de la Protection civile de la commune de Bechloul sont inter-

venus pour évacuer la dépouille à la morgue du centre hospitalier de cette localité. La victime âgée de 44 ans originaire de la commune de Bechloul, est morte sur le coup, après avoir été percutée par le train de voyageurs assurant la ligne Bejaia-Alger.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances du drame.

Covid-19

Réception de près d'un million de doses de vaccin fin février

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a indiqué que l'Algérie recevra, fin février, 200.000 doses du vaccin chinois en sus de 700.000 à 800.000 doses dans le cadre du groupe COVAX du vaccin contre la covid-19.

«L'Algérie recevra, février en cours, 200.000 doses du vaccin chinois et outre 700.000 à 800.000 doses dans le cadre du groupe COVAX du vaccin anti covid-19 en attendant l'arrivée, ultérieurement, d'autres quantités», a déclaré le ministre lors d'une journée parlementaire sur «La pandémie du coronavirus en Algérie et la stratégie de vaccination», organisée mardi à Alger par la Commission de la Santé, des affaires sociales, du travail et de la solidarité nationale au Conseil de la Nation en présence du Président du conseil par intérim, Salah Goudjil.

Affirmant que le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait tenu sa promesse concernant l'acquisition en janvier du vaccin au profit des citoyens, M. Benbouzid a appelé les citoyens à «se faire vacciner pour un retour à la normale».

Par ailleurs, le premier responsable du secteur a incité les mé-

dias et tous les partenaires sociaux à la «coopération avec le secteur pour la sensibilisation, à grande échelle, des citoyens à l'importance de la vaccination. Et d'ajouter que l'Algérie recevra, fin avril, 9 millions de doses de vaccin dans le cadre de l'Institut africain pour la prévention des épidémies relevant de l'Union africaine (UA), a annoncé la directrice de pharmacie et des équipements médicaux au ministère de la Santé, Wahiba Hadjoudj. La responsable est revenue sur les différentes phases de négociations menées, une année durant, avec les différents laboratoires à l'intérieur et à l'extérieur du pays, couronnées par l'obtention de l'Algérie de son quota de vaccins auprès de plusieurs laboratoires, affirmant qu'«aucun pays ne serait en mesure d'obtenir son quota de vaccin auprès d'un même laboratoire, vu la forte demande mondiale sur cette substance vitale en la conjoncture actuelle».

Pour sa part, le directeur général de l'Institut Pasteur, Dr Fawzi Derrar a souligné que l'acquisition des vaccins avait obéi aux choix et recommandations du Conseil scientifique, assurant qu'«ils répondent aux normes et critères de sécurité sanitaire et

d'efficacité en vigueur».

Le directeur de la prévention et de la promotion de la santé au ministère, Dr Djamel Fourar a présenté le plan stratégique mis en place par le ministère, depuis janvier dernier, dans le cadre de la campagne de vaccination, conformément aux instructions données par le président de la République, citant la plateforme numérique de suivi du déroulement de cette campagne, à travers le territoire national avec la garantie d'une distribution équitable, en tenant compte de la densité de la population dans chaque région. M. Fourar est revenu à cette occasion sur les scénarios envisagés par le ministère pour favoriser l'accès des catégories ciblées au vaccin et atteindre un taux de couverture de 70% de la population sur une durée d'une année, et ce en vue de stopper la chaîne de contamination communautaire, et partant concourir à l'aboutissement de la campagne en faveur de 20 millions de citoyens. Il a appelé, dans ce sens, l'ensemble des acteurs sur le terrain à mobiliser les citoyens et à les inciter à la vaccination pour rétablir la confiance et mettre fin aux rumeurs relayées par les sceptiques via les réseaux sociaux.

Coronavirus

178 nouveaux cas et 2 décès

Cent soixante-dix-huit (178) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 159 guérisons et 2 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 111.247 dont 178 nouveaux cas

durant les dernières 24 heures, soit 0,4 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2947 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 76.489, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 19 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas et 24 wilayas n'ont enregistré aucun cas,

alors que 5 autres ont enregistré 10 cas et plus. Par ailleurs, 21 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Djamel Fourar.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

Tizi-Ouzou

Un fabricant d'armes à feu et munitions arrêté

Un individu a été arrêté à Ouadhias, sud-ouest de Tizi-Ouzou, pour fabrication et vente d'armes à feu et munitions sans autorisation, rapporte mercredi un communiqué de la Sûreté de wilaya.

Des investigations menées par la brigade criminelle de la police judiciaire de cette localité ont permis l'identification et l'arres-

tation de cet individu et la découverte à son domicile d'armes à feu et de munitions, précise le texte. Selon le communiqué, deux armes de poing de fabrication artisanale, 118 cartouches et douilles de différents calibres, un canon d'arme à feu, des billes de plomb, des accessoires de nettoyage, deux épées artisanales (sabres), d'autres armes blanches

et un taser à impulsion électrique, ont été saisis sur place.

Après instruction d'une procédure judiciaire à son encontre, l'individu a été présenté, mardi, au parquet de Draâ El-Mizan, qui l'a placé en détention préventive pour «fabrication et vente d'armes à feu, munitions et armes blanches sans autorisation», conclut le document.

Ouargla

De cinq ans de prison à la perpétuité contre des narcotrafiquants

Une peine de réclusion à perpétuité a été prononcée par contumace mercredi par le tribunal criminel près la Cour de Ouargla à l'encontre d'un individu répondant aux initiales M.Z pour les chefs d'inculpation de gestion et organisation pour export et import illégaux de drogues dans le cadre d'une bande criminelle.

La même juridiction a pronon-

cé, en audience, une sentence de cinq (5) ans de prison ferme à l'encontre de ses deux acolytes, en l'occurrence, les nommés Amer.M (38 ans) et Adel.M (26 ans). L'affaire remonte, selon l'arrêt de renvoi, au mois de janvier 2020, lorsque les services de la sûreté de wilaya d'El-Oued, agissant sur informations faisant état de transport de stupéfiants entre El-Oued et

Ouargla pour l'acheminer ensuite vers les frontières libyennes, ont pu infiltrer la bande criminelle, appréhender les mis en cause et mettre la main sur une quantité de 67 kg de kif traité au niveau d'une palmeraie au quartier Sidi-Amrane à Ouargla.

Le ministère public avait requis dans cette affaire, la réclusion à perpétuité à l'encontre de l'ensemble des mis en cause.

Le vrai et le faux



Par El yazid Dib

Avant ou après son retour, les choses qui semblent bien bouger, ne font en fait que du sur-place. Les défis sont monstres face à ce qu'avait laissé supposer son absence comme coté contingenté dans la gestion du pays. Un désordre d'information, voire un déficit criard a été constaté. Cependant, suppléant à cette cimentation communicative, l'ordre du jour en a été ainsi immédiatement établi. Remaniement et dissolution.

Si Djerrad va partir pour être remplacé par un autre, sera-t-on ainsi dans une situation de démission du gouvernement ? Le nouveau nommé comme tel sera-t-il dans l'obligation constitutionnelle de présenter son programme d'action par devant l'Assemblée nationale ? Donc, avis de néophyte ; il ne peut être procédé à sa dissolution avant changement de la chefferie du gouvernement. A charge pour ce gouvernement dont le programme aurait été adopté par l'Assemblée appelée à être dissoute peu après ; de mener les élections législatives anticipées. Là ; nous aurons un gouvernement d'étape qui ne va vivre que jusqu'à l'avènement de la nouvelle majorité parlementaire, issue des nouvelles élections. Un quiproquo qui ne va pas pour autant arrêter la machine d'une feuille de route déjà mise en branle.

MAIS BON SANG, QUE SE PASSE-T-IL ?

Il y a des choses, énormément de choses qui se disent, se racontent, se facebookent, se twittent et qui laissent plus d'un dans un doute élevé. Qui croire ? Les analystes pullulent, les commentateurs de plateaux aussi. Les écrits, les vidéos circulent. Certains les prennent pour l'absolue vérité, d'autres en trouvent des fake news. Qui croire ?

La politique s'est entremêlée aux scandales lorsque les limogeages font les frais des fausses cohabitations. Le règlement de compte aurait pris ses diverses formules dans les programmes malingres des différents détenteurs de postes de direction des affaires publiques. La blague, tellement vraie et authentique, s'est transformée en une locution caricaturale d'un humour qui ne fait point rire. L'angoisse frôle l'alarme nationale, tant la plus infime expression politique ou au bas mot sociale entraîne les affres des prétoires et la foudre des procureurs. L'on voit encore des fois et des fois, réussir les trainards là où échouèrent les grands managers. La marginalisation et l'exclusion ont emporté dans leur élan le mérite, le brio et l'action, ne laissant le soin du mérite qu'aux seuls critères de la caporalisation et le copinage de bas étages. L'on avait fait semblant de remplir les annales quotidiennes d'un ordre du jour politique mal dressé, eu égard aux grands écarts constatés dans l'hégémonie tant du pouvoir que dans la sphère que l'on nous sommes de dénommer, sans crainte, le gotha des décideurs. La sphère se vide pour laisser place à la domination au coude à coude, Chacun tire les rennes de son côté. La corde risque de se briser au mauvais moment tant qu'aucune bouée de sauvetage n'est en vue ou à portée de main. L'apport de vérité est une aubaine dans la satisfaction de revendications demeurées longtemps enfouies au risque de devenir des tabous inabordables. Les déclarations responsables sont le fruit d'une conviction et d'une conscience. Rien ne s'efforce, rien ne s'impose de part et d'autre, tout se concerta et se converse. L'impasse a aussi des issues. Comme la concertation à ses outils. La sagesse idéale n'est-elle pas un moyen juste, légal et légitime pour aplatir tout obstacle ? Alors qui dit vrai, qui prêche le faux ?

La gestion de l'Etat se confond avec la congélation de nombreuses compétences. Celles-ci, à chaque nouveauté dans la prise de rennes sont fins prêtes pour faire office d'offrande sur l'autel du sacrifice pour raison d'harmonie de méfiance. Elles vont, elles reviennent au gré des familiarités et des aplombs. Le pays est géré d'une façon toute aussi coutumière, qu'il apparaît aux yeux d'autrui souffrir d'un discrédit politique. Le mal qu'emmagasine le plus souvent en silence la forte majorité n'aurait pu faire décider « l'opposition » à plus d'actes et de combat. Celle-ci se confinant dans un veuvage mal en point ou à la limite tend à marquer une présence oppositionnelle de façade à ne voir qu'aux circonstances électorales, n'avait pu hélas remporter les aspirations qu'elle prônait.

On n'évolue pas toujours sur un chemin de velours ou un itinéraire plein de douceurs. Il y aura des virages et des pentes. La vie est ainsi faite. Des hauts et des bas sont à surmonter à chaque phase de cheminement. La meilleure prudence est de savoir bien non seulement négocier les virages mais aussi amadouer les pentes qui le plus souvent sont ardues. C'est de ces difficultés d'avancer que surgissent les bonnes volontés de continuer.



C'est encore le brouillard qui plante son décor sur l'amarce de ce début d'année. Rien n'est clair. L'on brouille les pistes sans vouloir parfois le faire, mais à force de ne pas avoir sous la main les outils de ses ambitions ; l'on essaye de créer l'illusion que ça bouge. Le silence et le dit-on demeurent dans ce cas l'unique preuve des désaccords politiques. La transparence n'a jamais été de la compromission. Elle est l'émanation civilisationnelle d'un comportement responsable. Dire, clamer et communiquer la chose publique doit faire partie dynamique de cette démocratie que l'on appelle participative. Alors qu'elle doit être d'abord synallagmatique, c'est à dire qui s'applique à deux parties ; le peuple et ses dirigeants.

A voir l'incertitude, l'hésitation, le flou, l'indécision, l'incohésion et la confusion qui caractérisent le fait national, l'on a tendance à croire qu'il y a quelque chose qui grince dans la machine. L'engrenage n'est plus lubrifié de la même huile. Une huile commune et consensuelle peut être complice mais pas compromettante. Les parties la composant craquent les dents, tandis que d'autres font dans l'immobilisme, l'attente. Rien n'arrange la situation à connaître un semblant de changement. Le mal est essentiellement viral. Pas dans les hommes mais bel et bien dans la doctrine qui fait vivre ces hommes. Le mode de gouvernance. Il est pourtant facile de décanter la situation. Il suffit de dire toute la vérité, rien que la vérité et prendre en charge les mauvais coups de cette sacrée vérité.

UN GOUVERNEMENT N'EST PAS UN JEU DE DOMINOS

A chaque départ de gouvernement, la faillite comme motif d'éviction est brandie. A chaque arrivée d'un autre la solution est annoncée comme imminente. Le circuit valseur et rotatif se perpétue. Gérer un Etat, voyez-vous n'est pas une simple tournée dans une commune où l'on engueule sans coup férir son élu local ou un speech sur la philosophie d'un sachet de lait. Cela exige bel et bien un niveau de discernement, de punch et de fort gabarit. Mais quand l'on a en face, un peuple qui s'appête à rejeter tout, la mission est presque difficile. Un gouvernement qui se cherche et peine à rassembler ses impossibles morceaux ne peut faire un moteur de gouvernance. Ainsi, la malchance a rattrapé Djerrad juste au seuil d'une apothéose inaccomplie. Il n'aurait pas mérité un tel sort final, s'il avait un tout p'tit peu équilibré son ardeur et su garder sa longitude professionnelle. Une tête gardée froide est toujours utile dans les grands moments de canicule. Mais hélas, les zéphyrs enivrants du siège et surtout les ovations dé-

loyales qui l'entourent en chant de sirènes en font que l'horloge de son ascension s'arrête là, à cette station de l'an II du Hirk.

Djerrad ou un autre, le problème n'est plus de personnes, mais de système. De codification et de respect de celle-ci. Le chef du gouvernement joue-t-il un rôle mal défini, exerce-t-il une haute fonction de l'Etat ou effectue-t-il une simple mission de routine ? Le questionnement est continu. Comme le wali et le ministre ; le chef du gouvernement reste tout aussi indéchiffrable. Son profil n'est astreint en apparence à aucune exigence intrinsèque. Aucun critère, si ce n'est ceux définis ostensiblement dans la constitution où l'on parle de majorité parlementaire ou présidentielle. Il doit faire l'objet d'une faveur de circonstance, d'un rappel historique ou d'une compétence conjoncturelle supposée efficiente pour le moment adéquat. Le chef du gouvernement exprime le résultat d'une majorité politique. Il sort des listes de partis. Il devait faire d'abord l'unanimité en son sein. Dans son propre camp. C'est cette consécration « partisane » et « corporatiste » qui à juste titre devrait légitimer la nomination et octroyer par voie de conséquence une caution fortement morale envers la concrétisation d'un programme. La légalité serait ainsi corroborée. Car si le président de la république est censé rechercher l'amplitude de sa « légitimation » dans les urnes, le chef du gouvernement, n'étant assujéti à nulle élection, devrait néanmoins faire un consensus. Une sorte de deal entre les différents acteurs de la scène politique. Pouvoir et opposition. Toute force confondue.

Ce poste rempli tous les désavantages. Il donne en fin de course un fort sentiment d'aigreur, de nostalgie et de répugnance. Les pauvres Sellal et Ouyahia doivent ronger leurs ongles pour la chute aux enfers des geôles et des humiliations. Le miracle d'un retour subsiste.

Ce gouvernement de Djerrad I et II restera dans la rubrique du grand humour national hélas désolant. Des ministres qui n'ont pu se sangler allègrement dans le costume offert par je ne sais qui. Sans citer de noms et presque sans exception, tous sont hors-rang ministériel digne d'une Algérie combattante. La culture, la communication, l'industrie, le commerce, alors la justice l'on se la boucle, le tourisme entre autres excellent dans le ratio-haine populaire.

UNE ASSEMBLÉE N'EST PAS UNE ANNEXE ADMINISTRATIVE

Le pays va encore se paver d'une assemblée nationale. Des partis naissent d'autres s'excitent. Les partisans s'affolent et les opposants boudent. La démocratie c'est aussi un face-à-

face d'un oui et d'un non. Peut-on provoquer publiquement la question d'à quoi va servir le député ? A bien représenter les citoyens. A défendre leurs intérêts sociaux et politiques. A utiliser sa lourde bourse financière pour les œuvres de bonne charité. A s'éloigner du wali. A ne pas picoler à toutes les cantines gratuites. A éviter le cholestérol des banquets étatiques. A faire taire la grogne émeutière des électeurs. A bien lire et relire les projets de lois et mâcher l'éventuel amendement. A ne pas, dès la première invite du perchoir, lever la main, sans oser quelquefois lever le petit doigt. Eh bien ils se cognent, se refusent l'expression en tentant l'usage de la force des biceps au lieu et place de celle de la conviction et de la tolérance. Si l'assemblée est un mode de gestion communautaire des affaires publiques, toujours en vogue depuis l'humanité, elle a été toujours objet d'enjeux. C'est sa composante humaine qui lui donne les mauvaises nuances et lui cause le rejet. Tout dépend de ceux qui vont agiter son soufflé. L'on a vu des assemblées insipides, amorphes à la limite d'une armée composite de fonctionnaires. Obéissants, zélés et bien complaisants. Même le pluralisme politique n'eut pu leur ôter cette fausse hégémonie entretenue bec et ongles par un système trop tendu. La course aux sièges parlementaires, la hargne d'obtenir des fauteuils ministériels ou l'envie chaotique d'être juché au perchoir de l'APN ou du Sénat n'épargnent personne. L'affichage d'ambitions osées ne se fait plus dans l'opacité du système, il se fait au contraire dans l'embarquement, la clarté et avec précision. Il est de constance que ces gens siégeront à Alger, y crècheront et feront de la figuration au sein de (l'amphi) théâtre où les principaux rôles ne sont détendus que par ceux, en dehors de la scène, qui les ont mis en orbite. La bonne rétribution par la grâce d'un trésor public mis à contribution sait faire figer les luettes et clouer les becs.

On ne sait intelligemment ce qu'apportera de nouveau ce nouveau code électoral. S'il n'agit pas dans le noyau du « candidat », la procédure électorale, ses phases de souscription, de contrôle, de dépouillement etc.... n'auront aucun impact. Il faudrait profiler à l'extrême le personnage de ce « candidat » mettre des pré-requis, provoquer des engagements sévères, amoindrir l'immunité, réduire les salaires, éviter les privilèges, le rendre un représentant du peuple quoi ? Le poste que procure la députation n'obéit autrement dit, à nulle circonspection si ce n'est celle de savoir à quelle caisse de retraités, dans cinq ans ; faudrait-il piocher les arrhes et les dividendes engrangés par l'occupation d'un siège dans le cénacle des automates goulus et inassouvis.

Suite en page 6

Le vrai et le faux

Suite de la page 5

LE DIALOGUE PRÉSIDENTE/
PARTIS N'EST
PAS UNE PAUSE-CAFÉ

Ce qui est étonnant et quasi-populiste dans l'ouverture de ce dialogue, c'est que les partis majoritaires FLN et RND ne sont pas de la mise. Pourquoi ? Ils sont bien là, présents, en hommes et structures à travers tout le pays. S'ils sont indésirables – et ce qui est généralement avéré – que l'on prononce juridiquement leur interdiction. Ces partis dits de l'alliance présidentielle ont été déjà exclus de tout dialogue avec la commission que présidait Karim Younes. L'on argumentait que cette exclusion serait une revendication populaire. L'on ne saurait pas assez sur ceux dits d'opposition, si toutefois ceux-ci avaient une certaine apparence d'existence. Ceux reçus ou en voie de l'être, ont été tous un jour ou l'autre des pièces dans le jeu de « l'ancien système » – pour ne pas dire toujours le même- Puisque ces partis étaient derrière tous les mandats de Bouteflika, qui par sa participation aux élections organisées, qui par soutien, qui par abstention positive. Ils sont par ricochet indésirables dans la construction de l'après-Bouteflika. Cette nouvelle Algérie dont rêve tout le peuple et qui s'est projetée dès le 22 février et qu'avec la compromission, la désinvolture et la propagande de ces partis, elle s'est laissée choir dans les abysses de la médiocrité. Les diplomates politiques qu'offrent les techniques du dialogue favorisent tout rapprochement, tel qu'il a été ingénieusement expliqué par le FFS. L'essentiel reste le partage de responsabilité de par la concertation flexible, modulable et sereine.

L'on peut néanmoins admettre qu'un pré-requis de critères conditionnels soit dressé. Que ces partis déclarent en primo et solennellement s'inscrire dans la mouvance du Hirak, de bénir et mettre en exergue les revendications populaires et surtout de désavouer les pratiques de l'ancien régime, en faisant une espèce de mea-culpa. Les plaidoiries déculpabilisant devraient foisonner chez eux. Ils sauront, audacieux qu'ils sont, avoir le verbe pour difficilement se déresponsabiliser des gabegies et des basses besognes commises le long d'une double décennie. Ils trouveront dans la menace, le chantage, l'influence, la domination, l'infiltration pas mal de subterfuges pour ce faire. Secundo, leur appellation, abréviation, initiales doivent être bannies à jamais. C'est sur ce plan de la résonance et de la phonologie, en dehors de leur substance politique, que le peuple ne veut plus entendre, ni voir aussi se répéter ces indications, noms, sigles, dénominations ou génériques. Juste à les prononcer une nausée vous prend à la gorge et vous fait rappeler le temps des cerises amères. A cet effet, il y a lieu de manipuler modificativement et par ordonnance la loi sur les partis, rendant impératif le changement de dénomination, d'ici à un délai très court, de tous les partis agréés au 22 février. Ainsi un nouveau paysage structurellement politique naîtra ou au moins donnera la sensation que nous sommes déjà dans le commencement d'un changement. Un climat quasi-prometteur. Tercio, et c'est le plus fondamental, écarter par la force de la même loi organique sur les partis, avec un truchement de dispositifs toute personne responsable, membre d'une direction politique, partisane, syndicale ou associative, élue nationale ou locale ayant sous l'égide de ces organisations fait à l'excès l'apologie du cadre, brandi ses fausses vertus ou appelé avec exagération à son main-

tien. Il y aura tout de même des personnes qui ont su garder une distance, une certaine retenue, voire une opposition vague et muette. Nous aurons en finalité, par cette illusion, des partis réaménagés, des personnes neuves.

LE HIRAK N'EST PAS
UN ÉPOUVANTAIL,
IL EST UNE « BÉNÉDICTION »

Alors pourquoi l'Etat semble épouser l'habit d'une peur ou d'un hérissement face à cette bénédiction qu'il a en lui-même attribuée ? Si cet Etat est l'expression de la souveraineté populaire, rien ne viendra l'empêcher pour être un facteur encourageant à sa maturité. Certes, l'on soupçonne qu'il n'est plus un mouvement plein d'ardeur et de sincérité citoyenne tel que venu à ses premières heures. Il demeure toutefois une idée nationale qui se perpétue à se mettre en œuvre. Kherrata, Khenchela ou toutes les villes font un beau pays d'un peuple si généreux et rebelle qu'il bat le contretemps et refuse à travers tous les temps de rester assis contemplant sa détresse ou ovationnant les concepteurs de son malheur. Il existe encore dans le paysage politique les relents fétides toujours actifs de la Is-saba. Parfois ils sont dans le noyau dur du système, sinon agrippés à ses périphéries. Le Hirak, idée ou concept révolutionnaire est né pour balayer la mauvaise odeur qui s'est répandue des années durant. L'on n'a pas idée d'avoir peur. Il suffit de remémorer les doléances initiales non encore satisfaites et les revendications pendantes pour que le ciel s'éclaircisse et la terre Algérie s'étale à tous ces enfants. C'est quand l'opinion politique ne sera pas punie que l'on dira que le pays va bien. C'est quand les prisons ne seront réservées qu'aux bandits et malfrats que l'on dira que la justice va bien. C'est quand le champ médiatique public et privé sera ouvert à la contradiction d'avis que l'on dira que le droit à l'expression est garanti. C'est quand l'on verra le citoyen heureux que l'on dira que le bonheur est général.

Le 22 février n'est pas une date figée et immobile. Ce n'est pas une journée, mais tout un avenir rédempteur qui se pointe sans discontinuité à l'horizon d'un radieux rêve de jeunesse. Pourvu qu'il ne se fasse pas surplomber par les aigris et le contre-révolutionnaires.

La crise de légitimité, la méfiance quasi générale, le désespoir, la désespérance, le défaut de projet viable ont gagné sans tergiverser le cœur d'un gouvernement rejeté tant ses membres sont de nature à faire horripiler leurs propres adeptes, ils se sont renforcés dans l'invalidité représentative. Le discours officiel d'un porte-parole à contre sens de l'histoire actuelle ne rapporte rien. Le peuple ne croit plus. La simple croyance reste uniquement dans tout ce qui est palpable. Pas dans la parole ni dans l'agencement des jours moroses qui ont pu investir le grand espace de la masse populaire. Cette masse que l'Etat peinait à définir ne sachant plus comment calculer la moitié des choses. Elle est ainsi devenue un ton et une humeur.

C'est encore dire que le Hirak n'est pas exclusivement la société civile, cette mauvaise invention qui ne se fait vivre que par subventions et qui chez nous n'est qu'un cartable, un cachet et un agrément. Son rôle, hélas est loin d'être celui de ses origines. Ni un groupe, ni une organisation, ni un parti, ni un clan. Il n'a aucun propriétaire, sauf ce soufflé national qui émane des profondeurs de toute une population avec sa diversité et son pluralisme doit-il cependant être encadré, plus organisé, moins anonyme et impersonnel ? L'avenir le dira.

El Yazid Dib

LA CHRONIQUE
DU BLENDARD
Paris : Akram Belkaïd



Vous avez dit islamo-gauchiste ?



Dans l'histoire récente des États-Unis, le maccarthysme (1950-1954) représente un moment à part fait de paranoïa anticomuniste, de persécutions systématiques, d'incitation musclée à la délation et d'abus policiers et judiciaires. Orchestrée par le sénateur Joseph McCarthy, la traque des communistes et de leurs sympathisants prit rapidement l'allure d'une chasse aux sorcières où la folie le disputait à l'irrationnel et au grotesque. De cette période, on retient aujourd'hui la violence subie par les mis en cause, l'arbitraire d'une machine devenue incontrôlable, son accumulation de dérapages et son arrêt soudain dès lors que vint à l'esprit dérangé du dit sénateur l'idée d'étendre sa croisade à l'armée américaine...

Dans le contexte actuel français d'obsessions régressives liées à « l'islamo-gauchisme » il y a certainement des parallèles à faire même si on n'en est pas encore parvenu à la gravité de la situation américaine de l'époque. Mais quand la ministre française de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (excusez du peu) déclare qu'elle va demander au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) de faire une enquête sur l'influence de l'islamo-gauchisme dans l'université, on se dit que quelque chose de sérieux est en train de dérailler dans une macronie qui flirte ouvertement avec l'extrême-droite. McCarthy, lui aussi, voulait extirper « l'hydre communiste » des établissements scolaires et universitaires américains et cela se traduisait par des milliers de professeurs révoqués ou de bourses refusées. A quand une enquête sur l'islamo-gauchisme dans les hôpitaux, les écoles primaires ou même les entreprises. Le filon est énorme et il ne demande qu'à être exploité.

Mais, avant d'aller plus loin, relevons l'essentiel. On sait ce que fut – et ce qu'est encore (quoique) le communisme. Ses adversaires n'avaient aucun problème à cerner les contours de cette doctrine quelles que soient ses variantes. Quand McCarthy voulait, selon ses mots, « faire la peau au communisme », on avait une idée de ce dont il parlait. Qu'ensuite, le simple fait de se préoccuper de la santé des plus pauvres ou de réclamer des repas chauds dans les cantines scolaires fut qualifié par le sénateur et ses sbires de communisme est tout autre chose. Bref, on sait ce qu'est le communisme mais qui peut bien nous fournir une définition de ce que serait cet islamo-gauchisme qui menacerait tant la République ?

Si l'on exclut le recours à la dérision pour dénoncer une situation ubuesque, personne ne se revendique de l'islamo-gauchisme (ou alors, c'est pour faire peur à madame Vidal ou pour que Jean-Pierre Elkabach sorte de sa tanière). L'islamo-gauchisme, ce n'est rien de tangible. C'est une notion vide de sens. Ce n'est pas un courant politique, ce n'est pas une idéologie,

ce n'est pas un texte ni une doctrine et on serait bien en peine d'en désigner le Marx, l'Engels ou même le Lénine. Il est d'ailleurs intéressant de noter que ce terme, péjoratif, est né à l'extrême droite qui en fait le reflet du tristement célèbre complot judéo-maçonnique. C'est la trouvaille des héritiers de Pétain et de Laval pour étendre le champ de la suspicion ambiante aux non-musulmans. Cela fait des années qu'il est facile de jeter l'opprobre sur un Kamel ou un Boualem en laissant entendre qu'ils cacheraient bien leur jeu, qu'ils pratiqueraient la *taqqiya* (tout le monde connaît désormais ce terme) et qu'ils ne seraient, en fait, que des islamistes déguisés, toujours prêts à prendre quatre femmes et à refuser les lois de la République.

L'étiquette islamo-gauchiste tombe donc à l'point pour s'attaquer à celles et ceux qui, sans être musulmans, disent avec courage que l'islamophobie – ou la haine des musulmans – puisque certains ne supportent pas ce mot – ne cesse de croître en France et qu'il est urgent de la combattre. On remarquera d'ailleurs que souvent, ce sont les mêmes zélotes de la laïcité qui affirment que le terme « islamophobie » n'est qu'une invention des mollahs iraniens – énorme bêtise qui traduit l'inculture ou la mauvaise foi des concernés – et qui usent et abusent du terme islamo-gauchiste comme s'il désignait une réalité tangible ou un courant doctrinaire réel.

Nous assistons-là à une énième diversion dont le but est de donner libre cours à des pulsions racistes très anciennes pour gommer le réel. En France, la crise du Covid-19 a démontré les faiblesses du système de santé, les errements de sa haute administration, les limites de son industrie (pas de vaccins...) et la pu-sillanimité de son pouvoir politique. Les hurlements convenus contre l'islamo-gauchisme et le séparatisme entendent faire oublier ces longues files d'étudiants qui n'ont rien à manger et qui s'en remettent à la charité d'organisations non gouvernementales.

Il y a quelques jours, le quotidien *Le Monde* a publié une enquête fouillée sur le Luxembourg, ce paradis ou « havre » fiscal au cœur même de l'Union européenne. Des milliards d'euros ayant échappé au fisc français y dorment et s'y bonifient en toute tranquillité. On pourrait dire que c'est cela le vrai séparatisme, le fait de se dérober à l'obligation de tout citoyen envers l'État et la République car, qu'est-ce qu'un État s'il n'est pas capable de lever l'impôt en toute justice et équité ? A l'heure des bilans en matière de lits d'hôpitaux supprimés et de coupes claires dans les budgets de santé, c'est cela qui devrait faire débat mais cogner encore et encore sur les musulmans et ceux qui dénoncent l'islamophobie est la plus aisée des stratégies. Mais... attention, à en croire la vaille-taille macroniste et les médias qui roulent pour Le Pen, il paraît qu'affirmer cela serait le signe de l'appartenance à l'islamo-gauchisme. Reste à préciser quelle tendance.

L'accueil : le maillon faible de la chaîne management

Ce n'est que lorsque l'accueil est intégré à tous les aspects du fonctionnement du service que l'attention portée à l'utilisateur est significative, et si elle doit être strictement fractionnée, elle n'a pas de sens.

Par M.T. HAMIANI

Pourtant, l'accueil des usagers ne fait que très rarement l'objet d'une approche globale au sein des administrations, et se caractérise par un manque d'implication du management à tous les niveaux. Il en résulte un traitement très éclaté de la problématique de l'accueil, et une dispersion des responsabilités au sein de chaque structure.

Cependant, la gestion de la chose publique au niveau de la première échelle de l'administration fait rarement l'objet d'une approche globale par l'autorité compétente, qui se caractérise par le manque de participation des gestionnaires à tous les niveaux. Cela conduit à une gestion très décentralisée des questions d'accueil et à des responsabilités décentralisées au sein de chaque structure.

Or il n'est pas acceptable que quelques expériences locales positives soient l'arbre qui cache la forêt et ne bénéficient qu'aux usagers qui ont la chance de résider là où des initiatives sont entreprises. Il n'est pas admissible non plus de voir des inégalités importantes de qualité de service se creuser d'une administration à une autre, voire d'un bureau à l'autre au sein d'une même structure. De telles disparités ne peuvent être corrigées que par la mise en place d'une politique globale d'ampleur nationale.

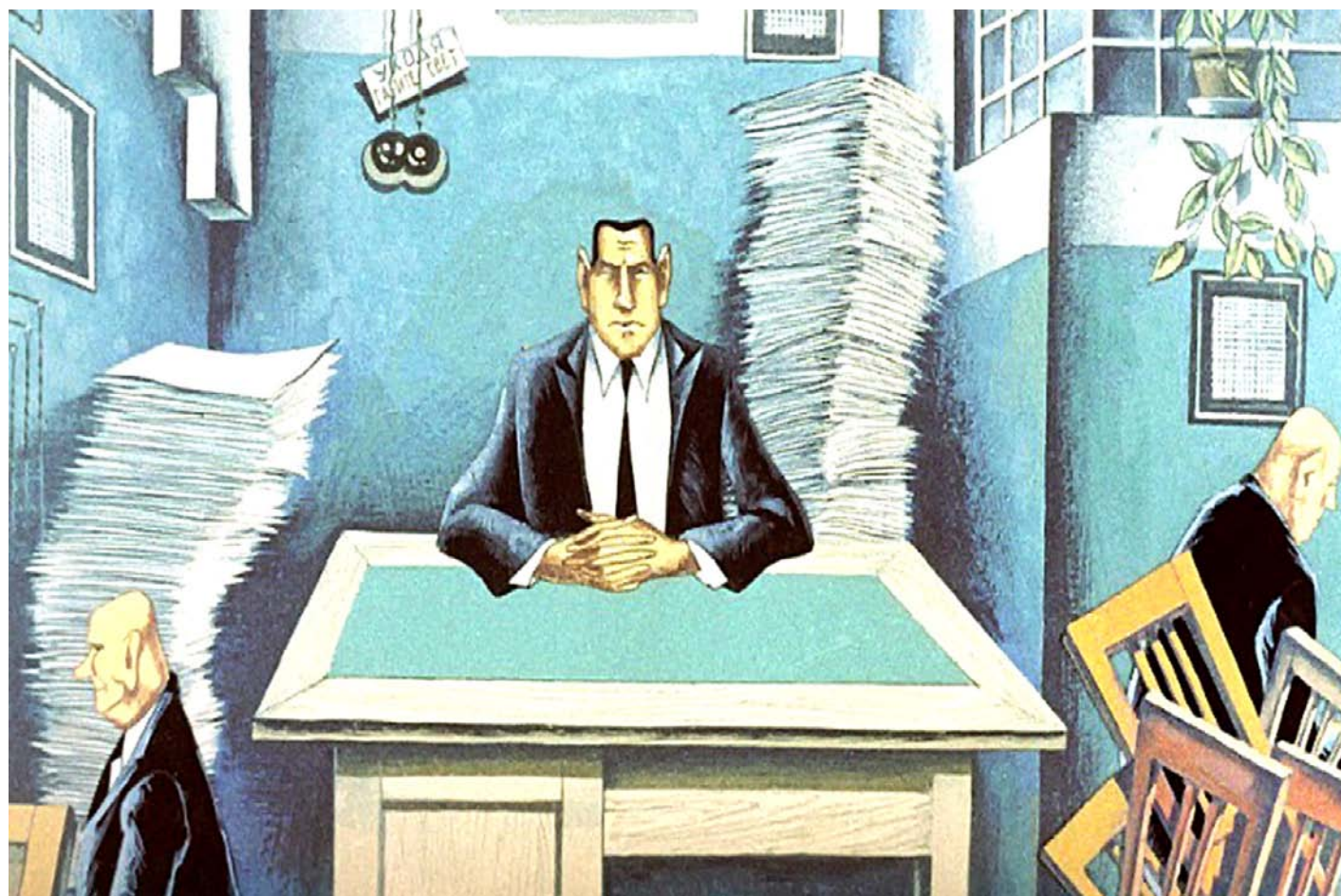
Pour améliorer l'accueil des usagers, il faut donc avant tout énoncer une politique cohérente, portée au plus haut niveau et capable de mobiliser toutes les administrations autour d'objectifs clairs. Tout le management et l'organisation doivent être recentrés sur la notion de service à l'utilisateur et fondés sur le développement d'une culture de l'évaluation des résultats et de la satisfaction des usagers.

Seuls une politique globale de l'accueil et un véritable changement de culture permettront, aidés par l'apport des nouvelles technologies, de ne plus faire supporter à l'utilisateur la complexité de l'administration.

FONDER LE MANAGEMENT SUR LA NOTION DE QUALITÉ DU SERVICE RENDU À L'USAGER

Les qualités relationnelles des agents d'accueil et leur capacité à communiquer sont des conditions essentielles pour un bon accueil. Cependant, l'approche relationnelle seule ne suffit pas pour rendre compte des facteurs de dysfonctionnement de l'accueil. En effet, de façon générale, les personnels d'accueil sont en soi plutôt de bonne volonté, préoccupés par l'utilité collective et soucieux de l'image du service public auquel ils appartiennent. En outre, ils sont certes agents publics, mais aussi usagers des services publics et ont à ce titre conscience, comme tout citoyen, de l'importance d'un bon accueil.

Mais les agents d'accueil ne maîtrisent qu'une partie du processus accompli avec l'utilisateur, et les ressources dont ils disposent sont limitées. Car l'utilisateur ne souhaite pas seulement avoir un accueil plus courtois dans un cadre plus agréable, il attend sur-



tout que l'information qu'il demande lui soit communiquée et que son dossier soit traité efficacement.

Or ces éléments dépendent moins des services d'accueil front office que des services « techniques » back office et de la circulation de l'information entre eux. Les agents d'accueil ne sont que les médiateurs. S'ils ne parviennent pas à assurer un accueil de qualité, c'est généralement parce qu'ils sont insuffisamment reliés aux services gestionnaires, peu soutenus par l'encadrement, et qu'on ne leur donne pas les méthodes de travail et les outils techniques adaptés.

Les problèmes rencontrés à l'accueil sont donc les symptômes de difficultés plus profondes ancrées dans toute l'organisation et liées au mode de management. Accueil, organisation et gestion des ressources humaines sont interdépendants. En cela, l'accueil est un très bon révélateur des pathologies d'une institution.

L'accueil doit donc être perçu de façon globale, à la fois comme un système (un ensemble de services fonctionnant en interaction pour atteindre un objectif commun), un mode de management et un comportement.

L'améliorer, c'est donc jouer simultanément sur ces trois volets. Cela suppose à la fois un fort engagement des parties prenantes (direction, encadrement intermédiaire et agents d'accueil) et un pilotage transversal s'appuyant sur des personnes ressources dans tous les services.

RENFORCER LA COMPLÉMENTARITÉ FRONT OFFICE/BACK OFFICE

Si l'on veut améliorer l'accueil et la qualité de service, il est essentiel de mettre fin à l'opposition et à la césure artificielle qui existe généralement entre le front office et le back office. L'organisation et le management doivent au contraire garantir une articulation forte et des interactions régulières entre les services assurant les processus de production et les services au contact du public. La complémentarité front office/back office est en effet la condition nécessaire pour atteindre une performance globale satisfaisante.

Le management doit donc constamment

veiller à favoriser les relations et la circulation de l'information de l'un à l'autre. Aujourd'hui, la frontière entre le front et l'arrière, matérialisée dans l'architecture des bureaux ou dans les organigrammes, tend à devenir de plus en plus mouvante du fait des technologies de l'information et de la communication. Ces dernières peuvent en effet considérablement faciliter la communication entre les deux parties, par l'intermédiaire des intranets et des bases de connaissances.

Le problème de l'articulation et de la communication entre des services et des métiers différents interpelle l'institution dans son ensemble, car les échanges ne se font pas naturellement, mais relèvent de procédures, de codes, de rituels qui doivent être organisés. Or, cela n'est pas possible sans un appui institutionnel fort de la hiérarchie.

L'impulsion conjointe du politique et des directions pourrait permettre d'impliquer la hiérarchie intermédiaire et d'en finir avec l'irresponsabilité qui caractérise souvent la gestion de l'accueil des usagers. En effet, de façon générale, il n'y a pas actuellement de réel management des équipes d'accueil dans les administrations. En cas de problème, aucun interlocuteur responsable n'est là pour intervenir, donner des instructions ou prendre en charge l'utilisateur mécontent : les agents d'accueil de base sont obligés de gérer seuls le face à face avec l'utilisateur et de prendre des responsabilités qui dépassent leur fonction. Pour remédier à cela, plusieurs services administratifs ont repensé leur accueil physique en prévoyant d'installer des agents, chargés de l'encadrement intermédiaire, dans des bureaux situés juste derrière les guichets d'accueil. La présence de responsables à proximité permet en effet de rassurer les agents au guichet et constitue un recours accessible en cas de litige. Elle permet également une réactivité dans la prise de décision par rapport aux situations rencontrées à l'accueil, comme l'appel d'agents du back office en renfort pour gérer la file d'attente.

Par ailleurs, faire de la qualité de service un critère d'évaluation de la hiérarchie des services administratifs concernés serait un bon moyen d'indiquer à l'encadrement que le service à l'utilisateur constitue une part essentielle

de sa mission et de l'inciter à prendre ses responsabilités en la matière.

PROFESSIONNALISER LA FONCTION ACCUEIL DANS L'ADMINISTRATION

Dans l'administration aujourd'hui, l'accueil est une fonction aux contours flous, généralement définie par ses conditions matérielles et organisationnelles d'exercice, et qui s'apprend essentiellement sur le tas.

En effet, la liste des compétences nécessaires ne fait l'objet d'aucune prescription de la part des directions ou des cadres, ce qui signifie que le contenu du métier est « auto-produit » par les agents, et que les compétences nécessaires pour l'exercer sont réduites à une « vocation » qui existerait chez les uns et pas chez les autres. Il y a donc à l'heure actuelle une véritable « page blanche » dans la définition des métiers d'accueil dans l'administration.

Notons à cet égard qu'il existe en particulier un véritable enjeu concernant les fonctions d'encadrement intermédiaire de structures d'accueil physique ou téléphonique, qui ne sont absolument pas pensées aujourd'hui dans l'administration (absence de formations, grade ambigu qui ne leur donne pas la légitimité suffisante, etc.) alors qu'il s'agit de métiers d'accueil très spécifiques appelés à se développer.

Ainsi, une condition essentielle de progrès réside dans la professionnalisation de la fonction accueil, c'est-à-dire la reconnaissance de l'accueil en tant que métier à part entière requérant des compétences particulières.

Une première forme de reconnaissance consistera à établir des appellations génériques pour les métiers d'accueil et à définir clairement leur contenu. Donner un contenu aux métiers de l'accueil implique de préciser les compétences requises pour les exercer et les moyens d'acquies ces compétences. Trois types de compétences interdépendantes semblent requis pour exercer un métier de l'accueil :

- des compétences techniques, qui relèvent de la nature même du service concerné.
- des compétences organisationnelles, qui sont le résultat du partage et de la circulation d'informations, horizontales et transversales.

Suite en page 8

L'accueil : le maillon faible de la chaîne management

Suite de la page 7

— des compétences relationnelles, qui consistent en la compréhension fine des besoins des usagers et en leur mise en adéquation avec les contraintes techniques. L'acquisition et la reconnaissance de ces compétences passent par la systématisation des formations à l'entrée en poste. Il est indispensable que l'administration remédie au manque de formations spécifiques aux métiers de l'accueil. Tous les agents affectés à l'accueil doivent bénéficier d'une formation adaptée au poste qu'ils vont occuper (accueil physique, accueil téléphonique, accueil de publics fragiles, etc.).

VALORISER LA FONCTION ACCUEIL DANS LA CARRIÈRE DES AGENTS

Les tâches d'accueil restent aujourd'hui considérées dans l'administration comme des tâches subordonnées, secondaires, improductives par rapport au traitement des dossiers ou à la liquidation des prestations. En outre, l'utilité sociale de l'accueil, sa valeur de - citoyenneté - dans l'échange et la reconnaissance mutuelle, est une valeur aujourd'hui inexprimée. Cette dévalorisation de l'exercice de la fonction d'accueil a ainsi souvent pour conséquence logique une faible motivation des agents pour les postes d'accueil, d'où un problème de gestion des ressources humaines. À cet égard, il est primordial de mettre fin à la pratique de l'affectation à l'accueil des agents dont on ne sait pas quoi faire. L'affectation au poste d'accueil doit devenir une affectation positive, à partir des compétences de l'agent, et non une affectation par défaut d'agents qui ne pourraient pas exercer d'autres fonctions. Pour cela, il est indispensable que les aptitudes et compétences acquises à l'accueil puissent être valorisées dans la carrière des agents : L'exercice du métier d'accueil ne doit pas apparaître comme un handicap pour l'accès à un grade ou un corps supérieur. Il faut donc s'interroger sur les moyens de rééquilibrer les profits matériels et symboliques attachés aux métiers de l'accueil. Une solution passe certainement par la revalorisation des métiers d'accueil au sein de l'administration, avec primes spécifiques et bonifications indiciaires, perspectives d'évolution de carrière et passerelles avec d'autres métiers. Il est en effet essentiel d'offrir aux agents une perspective crédible de commencer leur carrière dans un poste d'accueil puis d'évoluer par la suite vers une autre fonction ou, au contraire, d'offrir à certains agents la possibilité de se tourner vers l'accueil au cours de leur carrière sans que cela apparaisse comme une rétrogradation.

SORTIR DE LA SIMPLE LOGIQUE DE L'OFFRE ET SE TOURNER VERS LES ATTENTES

Connaître les usagers tels qu'ils sont lorsque l'administration se pose la question de l'amélioration du service aux usagers, un écueil fréquent consiste à se contenter de se mettre à la place de l'utilisateur et à décider ce qui est bien pour lui sans le consulter. Or améliorer le service à l'utilisateur, c'est d'abord sortir de la simple logique de l'offre institutionnelle et se



tourner vers les attentes. L'administration raisonne encore trop en termes d'offre, et pas assez en termes de demande. Pourtant, omettre de se poser la question de savoir « quel est le besoin/l'attente des usagers ? » amène parfois à mettre en place une offre de service coûteuse qui ne fait pas forcément l'objet d'une attente, alors même que d'autres domaines importants aux yeux des usagers ne fonctionnent pas de manière satisfaisante.

Il ne s'agit donc pas de décréter des attentes supposées, mais de déterminer les attentes réelles. Autrement dit, l'administration doit chercher à connaître ses usagers tels qu'ils sont, et non plus se fonder sur la représentation qu'elle veut bien s'en faire. Pour cela, elle doit recourir aux diverses méthodes d'évaluation des attentes et de la satisfaction des usagers, allant des sondages réalisés par des instituts professionnels aux simples questionnaires auto administrés.

La connaissance des attentes réelles fournie par l'analyse des résultats des enquêtes constitue alors un paramètre préalable majeur pour toute démarche d'amélioration du service : c'est elle qui doit déterminer la définition des objectifs et des priorités pertinents, ainsi que les engagements qui vont être affichés vis-à-vis des usagers.

Dans un second temps, pour garantir la mise en œuvre concrète et le suivi des engagements fixés, une démarche d'évaluation régulière de la satisfaction des usagers doit également être intégrée à la stratégie de l'institution. Les enquêtes et la connaissance empirique qu'elles apportent permettent en effet d'ajuster aux usagers les politiques conduites, et de maintenir l'effort de progrès vers une meilleure qualité de service.

INTÉGRER À LA STRATÉGIE DES SERVICES UNE MESURE RÉGULIÈRE DE LA SATISFACTION

L'évaluation systématique de la satisfaction des usagers du service public est insuffisamment développée et il y a urgence à la promouvoir.

C'est essentiel pour s'adapter aux exigences croissantes des usagers dans le contexte d'une société de services où mesurer la sa-

tisfaction du client fait partie depuis longtemps des pratiques du secteur privé. C'est primordial également pour les agents du service public, dont la fierté d'appartenance à leur institution dépend directement de la façon dont celle-ci est perçue.

Un véritable travail d'appropriation des outils d'évaluation de la satisfaction doit donc être accompli afin qu'ils ne soient plus considérés par les administrations comme accessoires et cessent d'être le fait d'initiatives ponctuelles. Une mesure régulière de la satisfaction des usagers doit être intégrée à la stratégie de chaque institution accueillant du public, en inscrivant les enquêtes dans le cadre d'un dispositif permanent (logique de baromètre). Les résultats ne prennent réellement sens en effet que de façon comparative, d'une année sur l'autre, avant et après la conduite d'une démarche d'amélioration.

MIEUX PRENDRE EN COMPTE LES DIFFICULTÉS SPÉCIFIQUES DES PUBLICS «FRAGILES»

Si beaucoup d'efforts sont faits aujourd'hui pour améliorer l'accueil et l'information dispensés aux usagers de peu de structures, beaucoup reste à faire pour la prospection des personnes en grande difficulté, qui sont parfois hors d'état de faire valoir leurs droits. En effet, ce sont ces publics dits « fragiles » qui souffrent le plus des défaillances de l'accueil et qui auraient besoin d'un accueil personnalisé. Car paradoxalement, plus les usagers sont dans une situation précaire et difficile, plus les règles qui s'y appliquent sont complexes et plus les démarches à effectuer sont nombreuses. Trop fragilisés pour faire face à la complexité administrative, de nombreux usagers se retrouvent alors dans des situations de blocage ou même renoncent à faire valoir leurs droits.

En fait, si la prospection des droits est une orientation régulièrement rappelée par les pouvoirs publics, aucune obligation juridique ne la sanctionne et le coût élevé que représenterait sa concrétisation concourt certainement à tempérer l'effectivité de sa mise en œuvre par les organismes compétents. On

doit donc se contenter de saluer les initiatives prises par tel ou tel organisme, pour offrir aux publics fragiles un « service différencié ».

Mais ce type d'initiatives, dont les résultats paraissent très probants, restent isolées car elles reposent sur une mobilisation exceptionnelle de l'encadrement, un engagement de la structure dans une démarche qualité et une adhésion des personnels auxquels il est demandé fournir un effort particulier.

Cela est perceptible dans le secteur privé, qui devrait pourtant y être incité par la concurrence, et a fortiori dans le secteur public. Fort heureusement, les exemples contraires existent, en particulier quand l'accueil fait l'objet d'une politique arrêtée par la direction, avec des objectifs, des méthodes et des moyens. De sorte que les frustrations ressenties

par les usagers mécontents ne découlent pas d'une fatalité insurmontable.

Ensuite, on constate que les structures engagées dans l'amélioration de la qualité de l'accueil ont généralement aussi mis en œuvre une démarche plus globale de qualité, avec des objectifs de management, de rationalisation et de rentabilité.

Enfin, il apparaît que, pour améliorer l'accueil, les technologies de l'information et de la communication représentent une opportunité sans précédent, puisqu'elles offrent la possibilité de transcender les cloisonnements administratifs, pour peu qu'on s'y attelle. Mais, plus qu'une opportunité, elles sont aussi pour l'administration un aiguillon incontournable : en effet, face à un secteur privé qui exploite toutes les avancées en la matière, l'administration doit non seulement progresser, mais progresser aussi vite que les autres. C'est capital pour la fierté d'appartenance de nos agents au service public, qui est un élément majeur de leur motivation. Et c'est indispensable pour la satisfaction des usagers, qui se construit avant tout par comparaison, dans un environnement où les niveaux de qualité de service offerts ne cessent de s'élever. Il en va tout simplement de la crédibilité de l'État et de l'avenir du service public.

Ces réflexions soulignent qu'il est temps de remédier à la dispersion des actions et des responsabilités qui caractérise l'accueil dans l'administration aujourd'hui. Seule la mise en œuvre de politiques globales de l'accueil et de la qualité de service, portées par le politique et par le management, peut faire évoluer la situation. Une impulsion centrale dans ce sens, soutenue par les walīs, s'avère donc particulièrement importante.

C'est pourquoi il est important de proposer plusieurs outils de mobilisation de l'ensemble des administrations, en particulier la charte de l'accueil. Cependant, les progrès ne seront réels que si trois conditions fondamentales sont remplies. Tout d'abord, il est indispensable que les fonctions d'accueil dans l'administration soient professionnalisées et valorisées dans la carrière des agents. Ensuite, la mesure des attentes et de la satisfaction des usagers doit être systématisée. Enfin, tout doit être fait pour éviter de faire porter aux usagers la complexité et les cloisonnements administratifs : à cet égard, les technologies de l'information et de la communication représentent un levier majeur pour favoriser la collaboration et les échanges de données entre administrations.

M.T. HAMIANI

Réaménagement territorial : sortir des sentiers battus, est-ce possible ?



Par Cherif Ali

La consommation des budgets alloués reste des plus faibles. Les taux de consommation des PSD et PCD ne dépassent pas, selon certains chiffres publiés dans la presse nationale, les 30% dans plusieurs communes; ils n'atteignent pas 50% dans certaines wilayas !

A tout cela, il faut ajouter l'absence de suivi des projets, leur faible maturation technique, ce qui a pour effet d'impacter négativement sur l'enveloppe allouée et qui conduit à des réévaluations plus que préjudiciables.

L'Etat central a pourtant injecté des centaines de milliards à travers les programmes quinquennaux de développement : programme de croissance économique, programme de relance économique PCRE et soutien à la relance PSRE.

Gâchis, parfois gabegie, à croire que la machine de développement est grippée, à en croire Brahim Merad, le chargé de mission à la présidence de la République qui s'est engagé à éradiquer 15044 sur les 13587 zones d'ombre recensées à travers le territoire national ce qui a nécessité un budget de près de 188,42 milliards de dinars !

Est-ce à dire que les questions de bonne gouvernance se posent ?

Oui, disent certains, et avec elle il y a aussi cette interrogation concernant les nouvelles wilayas!

Répondant à une question orale concernant le retard dans la promotion de dix wilayas déléguées au rang de wilaya, dont la date limite était fixée au 31 décembre 2020, le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, avait avancé l'argument de la crise sanitaire : « Il est clair que toutes les conditions sont réunies pour l'accession des circonscriptions administratives concernées par la promotion en wilayas déléguées, cependant, les conditions sanitaires particulières que connaît le pays du fait de la pandémie du nouveau coronavirus, à l'instar du reste du monde, ont eu un impact négatif sur le déroulement de l'opération, ce qui a empêché l'achèvement des procédures d'installation de ces nouvelles wilayas », avait-il affirmé.

Le ministre avait aussi mis l'accent sur la nécessité d'« une réforme globale de l'organisation territoriale et de la gestion administrative ». Ces réformes, indique-t-il, « devront déterminer, et de manière précise, les compétences de l'Etat et des Collectivités locales ». Selon lui, « la promotion des circonscriptions administratives dans le Sud vient concrétiser les engagements de l'Etat dans la prise en charge des préoccupations légitimes de la population de cette région ».

Kamel Beldjoud avait estimé que « cette promotion est à même aussi de donner un nouveau souffle à l'économie et au développement des territoires, dans le cadre d'une feuille de route bien ficelée, progressive et au diapason des recommandations du Plan national d'aménagement du territoire ».

Le ministre avait promis aussi « un profond toilettage des textes régissant les collectivités locales pour les mettre en conformité avec l'article 37 de la nouvelle Constitution ». Selon lui, le but de ce chantier est « de promouvoir la démocratie participative, à travers le principe de la décentralisation, des nouveaux textes pour la fiscalité locale et davantage de prérogatives aux élus locaux dans un esprit collaboratif entre les représentants du peuple et les représentants de l'Etat ».

De quoi s'interroger sur ces annonces redondantes concernant le nouveau découpage administratif, la décentralisation, la révision de la fiscalité locale ne datent pas d'aujourd'hui.

Durant les dernières années, il y a même eu des rencontres gouvernement-walis qui ont été spécialement dédiées à ce sujet. En vain !

Force est de constater que le système algérien, qui a connu depuis les années 1990 plusieurs ouvertures au plan politique et économique, n'a pas touché à la nature et au contenu des relations

Le discours des walis et des ministres en visite sur le terrain des collectivités locales reste résolument optimiste, alors qu'on continue, par exemple, à enregistrer des retards tant dans le lancement des projets que leur réalisation.



organiques et fonctionnelles qui existent entre les institutions centrales et les institutions locales.

Aujourd'hui et en l'état de l'organisation administrative du pays, les collectivités locales sont dépassées par l'ampleur des problèmes. Et les élus aussi, même s'ils n'ont pas, prétendent-ils, le champ libre du fait des restrictions de leurs prérogatives qui leur ont été imposées par les codes de wilaya et de la commune. Pendant ce temps-là, les contestations reprennent de plus belle, et ne semblent pas prêtes de s'arrêter : les services compétents ont enregistré près de 10 000 actes de protestation, selon un chiffre rapporté par la presse nationale.

Faut-il déduire de ces constats que :

1. la machine locale, celle du développement notamment, est grippée au point de ne pouvoir satisfaire les besoins les plus basiques de la population ?
2. Faut-il penser aussi que la décentralisation et la déconcentration des pouvoirs, telles que voulues par le législateur dans les années soixante-dix, ont fait leur temps ?
3. Est-il arrivé ce temps de passer à autre chose ?
4. Ouvrir pour le moins un débat sur un réaménagement du territoire, qui pourrait renforcer la démocratie participative et, partant, aboutir à la consécration de nouveaux mécanismes, plus fluides, et surtout susceptibles d'améliorer la répartition des pouvoirs entre l'appareil central de l'Etat et les institutions locales ?

Dans le domaine économique par exemple, la décentralisation des centres de décision dans les grandes entreprises nationales a démontré, partout, son efficacité et son efficience ; ce sont les grandes régions, dit-on qui font aujourd'hui les grands pays industrialisés et qui assurent une intégration intelligente des facteurs nécessaires au développement durable.

Peut-on pour autant parler de régionalisation, pendant que certains qui ne veulent pas aller plus vite que la musique, lui préfèrent « décentralisation poussée », doux euphémisme ?

Et ils ont raison, car en Algérie, parler régions ou invoquer la régionalisation participative, presque du tabou, tellement ces termes

renvoient, selon certains, à la séparation et à la division du pays.

En dépit de sa réalité historique, sociologique, géopolitique, économique et culturelle, la région est paradoxalement souvent combattue et jamais reconnue.

Et pourtant, bien avant cela, l'idée de régionalisation a été évoquée par des hommes politiques et non des moindres, comme le défunt Salah Boubnider. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire Ruptures, paru en 1993, il avait affirmé que « le découpage des wilayas historiques, avait été fait en fonction des spécificités de chaque région ; celle-ci gérant ses affaires de façon autonome et contribuant ainsi au combat libérateur, dans le cadre des principes et des grandes lignes tracées de la révolution de novembre ; le découpage a introduit l'émulation entre les différentes zones et a contribué, à hauteur de 50%, à la victoire finale ».

Poursuivant son propos, ce chef historique disait « être pour la création de grands espaces régionaux dans le respect des principes intangibles où chaque région serait respectée et contribuerait, selon ses moyens et ses potentialités, à l'effort national ».

Et à ceux qui pouvaient penser que la régionalisation qu'il proposait était une atteinte à l'unité nationale, il répondit : « De Gaulle avait voulu diviser les forces combattantes en proposant l'indépendance à toute région qui choisirait de rester dans le giron de la France. Les Algériens ont choisi de rester unis, sans contrainte et le général a échoué dans ses desseins » !

Plus près de nous, c'est l'économiste Mustapha Mekidèche, vice-président du CNES et membre, par ailleurs, du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, qui parle de régionalisation, à l'occasion d'un entretien radiophonique à la Chaîne III ; il déclarait « militer pour la création d'institutions de régionalisation qui ne doivent pas être des composants de l'exécutif, mais réellement indépendantes » ; l'expert a dit, aussi, « regretter qu'on n'ait pas donné plus de pouvoirs aux élites locales pour qu'elles puissent peser sur le développement de leurs territoires ».

Il cite l'exemple édifiant où un wali possède, aujourd'hui, plus de pouvoirs que le président de l'Assemblée populaire de wilaya, dûment élu.

Chez les hommes politiques, c'est Ali Benflis, qui, sans ambages, plaide pour une nouvelle organisation du territoire ; dans son programme « Renouveau national », il l'avait intitulé « régionalisation horizontale », et décliné comme suit :

- des régions regroupant des wilayas limitrophes,
- des entités ou des conseils régionaux pour chapeauter la régionalisation et la gestion des grands projets d'intérêt commun ou des équipements d'intérêt local,
- une assemblée délibérante pour la gestion et le suivi des affaires de la région.

Comme on le voit, à travers les exemples donnés par un historien, un économiste et un homme politique, le vocable de régionalisation est à la mode dans le langage de tous les jours et paradoxalement, inexistant dans la sémantique administrative et /ou politique, même si de temps à autre, on entend tel ou tel ministre, ou même Premier ministre parler de « réhabilitation des territoires ».

Longtemps otage des politiques, la notion de régionalisation a toujours constitué une thématique récurrente, notamment dans les conférences où les spécialistes et les adeptes de la démocratie participative, en débattent sans complexe.

Malgré cela la régionalisation est considérée par certains comme un concept sulfureux, voire un facteur de division.

En l'état, aborder le sujet, même de manière superficielle, c'est déjà donner un coup de main au débat national qui commence, comme on l'a dit supra, à s'en saisir !

La preuve, c'est au moins deux partis de l'opposition, sinon trois, voire quatre qui ont préconisé d'aller vers la décentralisation, autrement dit, vers une organisation qui renforcerait la prérogative des démembrements de l'Etat, wilayas et communes, avec l'élargissement des compétences des élus et des assemblées locales.

Décentralisation, régionalisation, sont des notions à la fois proches et distinctes

D'où souvent, la confusion dans l'opinion publique parfois mise à mal par certains discours extrémistes qui n'ont pas leur place dans la vision qu'on se fait de cette politique nouvelle de réaménagement du territoire.

Peu importe, l'important pour ceux qui sont partisans de cette régionalisation rassurent ceux qui, aujourd'hui, veulent la retoquer au motif que, l'Etat, la région, la wilaya, la daïra, la commune, les assemblées élues, c'est trop !

La régionalisation, une porte ouverte à une multiplication de la bureaucratie ?

Ce n'est évidemment pas, l'avis de celui qui en fut l'artisan, l'inventeur et le grand maître et maire, par ailleurs, de Marseille, Gaston Defferre, qui à peine nommé au gouvernement en juin 1981, a déclaré : « Si j'avais pu choisir tout seul mon titre de ministre, je me serais fait appeler ministre de la Décentralisation et de l'Intérieur et non l'inverse ! ».

Pour l'heure, Kamel Beldjoud qui s'affaire à boucler son mouvement des walis, et dont on ne saura peut-être jamais s'il voudrait bien être ce ministre de la décentralisation et de l'intérieur qui dynamiserait nos territoires, a promis aux populations du sud et des hauts plateaux de les doter de wilayas supplémentaires.

Au nom de l'équilibre régional !

En attendant, il devrait se charger, avec ses experts, de réformer la fiscalité et les finances locales, dans un sens qui permettrait aux communes de capter de nouvelles ressources, de quoi les sortir de leur dépendance d'Alger !

Conclusion

Plutôt que d'avoir 50 walis, 50 rois, 50 princes ou 50 dictateurs avait dit en son temps, l'éclairé Salah Boubnider, il vaut mieux penser à créer entre 5 et 10 régions se complétant sur le plan économique, social et culturel et capables de mutualiser leurs moyens et leurs potentialités !

Mutualiser leurs moyens et leurs potentialités pour venir à bout, par exemple des inondations, des feux de forêt. Et partant épargner des vies humaines! Il ne croyait pas si bien dire ce brave moudjahid ; qu'il repose en paix !

La science économique institue la séparation de la microéconomie et de la macroéconomie, du comportement de l'individu et du marché. Les individus ne savent pas ce qu'ils font collectivement, ne peuvent pas et ne doivent pas savoir ce qu'ils font collectivement.

La finance, le marché et le citoyen

Par Arezki Derguini

Ce sont des individus séparés. Une personne ou un collectif ne peut donc pas les représenter. Les Français ont inventé à côté la notion d'intérêt général qu'ils confient à l'État. La Science a ainsi résolu le problème de la monopolisation de l'économie. Cela a commencé par l'invention de la main invisible par l'économie politique en Angleterre, la main de Dieu passe du monarque au marché. L'économie est soustraite à la domination du monarque, non plus point de vue surplombant divin, mais point de vue arbitraire. L'économie devient l'œuvre des agents économiques et de la main de Dieu, leur Science n'aura pas la maîtrise du Tout, mais seulement des prises individuelles, la microéconomie, et nationale, la macroéconomie. Cela a constitué un véritable progrès. La vie économique a pu acquérir une certaine autonomie et turbulence et la société marchande un dynamisme certain. La science économique appuie son autorité depuis sur cette vérité économique : le monopole est antiéconomique, il a tendance à soumettre la « vérité des prix », le rapport de forces entre acheteurs et vendeurs à son arbitraire avantage, et la compétition source de l'innovation devient la règle entre les agents économiques. La Science s'attache à combattre toute monopolisation, donc à organiser la compétition, car celle-ci tend précisément à exclure la compétition.

Reste donc posé pour la Science le problème de la monopolisation en situation de compétition. Pour conjurer la monopolisation, elle doit veiller à ce que ne s'opère pas une domination des marchés par un groupe d'intérêts. Elle combat toutes les ententes. Mais la compétition produisant une hiérarchie marchande, le problème du rapport de l'individu à l'État, passe à celui de la relation de la hiérarchie à l'État. L'État combat-il la tendance à la formation d'un point de vue dominant sur l'économie ou au contraire poursuit-il l'objectif de diriger l'économie avec l'aide des hiérarchies marchandes ? La puissance publique et les hiérarchies marchandes ne doivent-elles pas encourager la compétition interne pour créer des hiérarchies légitimes et construire des monopoles pour éliminer la compétition extérieure ? Dans le cadre des économies nationales, il est difficile d'envisager une économie fermée, une économie qui ne serait pas en compétition avec d'autres économies. Il est difficile d'imaginer que la compétition entre les empires français et britannique ne poussait pas à la formation d'un point de vue dominant sur l'économie nationale et internationale ; que la compétition entre la Chine et les États-Unis ne pousse pas à adopter une politique qui soumette la compétition interne à la compétition externe, ne mixe pas monopole et compétition.

On peut donc imaginer que se forme un point de vue dominant qui cherche à se concilier la compétition des agents économiques pour assurer la performance de l'économie, autrement dit un point de vue qui soit une entente entre la puissance publique et les hiérarchies sociales marchandes. C'est du reste ainsi que l'on passera de la monarchie à la République, les hiérarchies marchandes finissant par l'emporter sur les hiérarchies guerrières. La division de l'économie par la Science en deux domaines séparés, la microéconomie et la macroéconomie n'empêche donc pas une coordination de l'activité économique par les hiérarchies sociales et la puissance publique. Les individus séparés fabriquant par leur compétition des hiérarchies qu'ils reconnaissent reprennent la main sur l'économie avec la puissance publique, en dressant une stratégie économique. Stratégie qui ne leur accorde pas la toute-puissance sur l'économie, étant donné l'inscription de l'économie dans une to-



talité ouverte affectée par la compétition extérieure et une nature rétive. Juste un pouvoir d'agir suffisant qui leur permettrait de soumettre leurs partenaires. La recherche de la puissance économique convient alors avec la recherche de la puissance politique. Il suffit que la hiérarchie marchande soit construite sur la base de la compétition marchande, autrement dit qu'elle soit connue et reconnue, et qu'ainsi sa direction de l'activité marchande au travers des banques, soit au bénéfice de toute la société marchande et pas seulement de ses banquiers. La grandeur de l'Empire, sa puissance politique et militaire par exemple, et la puissance de la société marchande constituerait deux objectifs congruents, bien que représentés par deux institutions différentes. L'Empire ou le politique, la finance et la société marchande marcheraient d'un même pas.

HABITUDES, MÉCONNAISSANCE ET SPÉCULATION

Mais là où le bât blesse aujourd'hui, c'est que d'une part la société marchande qui s'essouffle tend à ne plus représenter toute la société, et que d'autre part la finance ne trouve plus son intérêt dans celui de l'économie marchande. La société marchande n'inclut plus ici, ou de plus en plus mal là toute la société, et la spéculation devient le moteur de la finance. La finance devient plus « intelligente » que le marché, elle joue sur le mouvement du cours des actions, à la hausse ou à la baisse, indépendamment du mouvement de l'éco-

nomie. Elle vend plus cher pour racheter moins cher des actions qui vont baisser, elle achète moins cher et vend plus cher des actions qui vont monter. Elle « corrige » certes le marché, mais s'engage dans un double divorce, divorce entre la société et la société marchande (crise de la société salariale), divorce entre la finance et la société marchande (crise financière). D'où vient cette « intelligence supérieure de la finance » ? De sa prétention à savoir ce que le marché ne sait pas, à savoir l'effet collectif ou global des comportements des agents économiques, la valeur réelle de leurs actions, leur cours futur. De par sa position dominante sur les marchés, elle est mieux informée. Elle connaît mieux les habitudes du marché que les marchands eux-mêmes, elle distingue celles qui sont soutenables de celles qui ne le sont pas, celles qui vont bousculer les anciennes de celles qui vont être bousculées. Elles distinguent les actions qui vont monter de celles qui vont descendre, les innovations incrémentales de celles disruptives.

Elle exploite à son seul profit l'asymétrie d'information qui existe entre elle et le marché du fait de sa position dominante. Au-dessus d'une société marchande qui patine, elle se dispute les profits. Elle refuse de suivre la société dans ses habitudes, elle joue de ses actions plutôt qu'elle ne vise à les transformer. Elle se désolidarise de la société et donne le sentiment qu'elle veut en divorcer. Et c'est ici que nous retrouvons notre point de départ. La méconnaissance des individus n'est plus corrigée par la connaissance de leurs hiérarchies et de la puissance publique, la stratégie de

puissance économique et politique n'intègre plus toute la société. Les hiérarchies sociales n'étant plus capables de « formater » les habitudes de la société, la finance profite du fait que la société tient à ses habitudes et méconnaît le cours de ses actions. Ses intérêts se désolidarisent alors de ceux de la société : elle spéculé et ne partage plus ses bénéfices.

La séparation du comportement individuel et du comportement collectif ou de son représentant se retourne contre la société parce que précisément l'individu méconnaît le cours des choses dans lequel ne se coule plus l'action collective, ses hiérarchies et leur stratégie ne permettant plus de corriger les effets d'ignorance des séparations dans lesquelles il était tenu. Beaucoup d'individus séparés sont comme perdus.

Le divorce du cours de l'action collective du cours réel des choses entraîne la finance à ne prendre en compte que son intérêt, que sa propre inscription dans le cours des choses. Une sorte de guerre civile qu'entraîne la lutte pour les profits gagne alors la finance et les petits épargnants et actionnaires en font les frais. Se développe comme un marché fictif, celui que fabriquent les agents par leurs comportements économiques, et un « marché réel », celui du cours de la « valeur objective » des choses, qui obéit à d'autres actions que les leurs. Les habitudes, les « facteurs méconnus » non pris en compte par les comportements individuels, engendrent alors des crises financières (les « bulles »), économiques, sociales et écologiques.

Suite en page 11

La finance, le marché et le citoyen

Suite de la page 10

HIÉRARCHIES, SOCIÉTÉS ET PROFIT

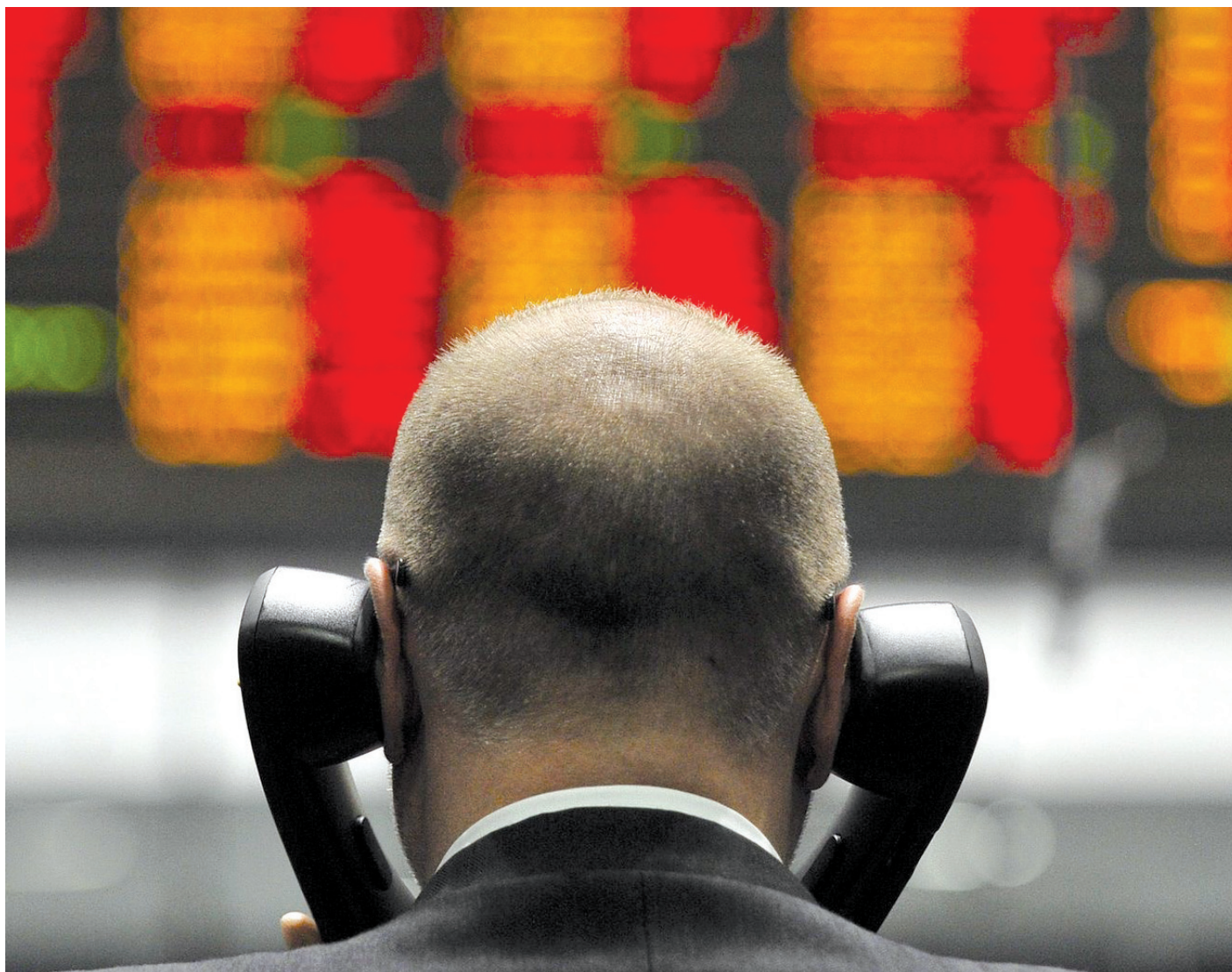
Avec la forte différenciation de la société, l'existence de hiérarchies, les individus ne disposent pas des mêmes instruments de connaissance. La connaissance par la société du cours réel des choses, des conséquences du comportement des agents, dépend du rapport de ces hiérarchies avec leur société, de l'information dont disposent ces hiérarchies sur le monde (erronées ou pertinentes) et du partage qu'elles en font avec leur société. Une finance qui ne domine pas l'économie, une société marchande qui « tient » bien sa hiérarchie et reste solidaire de la société, ne fera pas de la lutte pour le profit maximum la loi suprême de son activité. Elle saura distinguer le temps des « vaches maigres » de celui des « vaches grasses » et ne laissera pas son capital (financier) détruire les autres formes de capitaux (capital naturel, social, physique et humain).

Des hiérarchies et des sociétés, à hauteur du monde, pourront alors s'adapter au cours des choses et agir en conséquence. Les autres sociétés divisées (société/société marchande/finance) ne peuvent penser qu'à tirer séparément avantage de leur situation, ne peuvent qu'être livrées à la loi de sauve-qui-peut et de chacun pour soi.

Le tout est donc de savoir si et comment les hiérarchies sociales peuvent être bien informées des états et des propensions du monde, si et comment cette connaissance peut être partagée avec la société afin que les habitudes de tous puissent s'aligner sur celles des mieux disposés. Une société solidaire et bien informée pourra être conséquente, celle qui ne le sera pas, ne consentira pas, ne pourra pas fournir l'effort d'un alignement des intérêts individuels, elle sera livrée à une cacophonie, à une divergence des intérêts. Dans ce dernier cas, on ne pourra pas condamner le comportement spéculatif de la finance qui dans les faits ne diffère pas de celui de tout le monde. Cette dernière aura seulement utilisé sa position dominante. Car quand nous agissons sans connaissance des causes et des conséquences, quand nous sommes dans l'incertitude, nous parions, nous spéculons. Et nos raisons ne pourront pas s'empêcher de différer.

PROXIMITÉ ET INTERACTION DE LA HIÉRARCHIE ET DE SA SOCIÉTÉ

Je n'ai pas parlé des hiérarchies du savoir jusqu'ici, mais il apparaît maintenant que sans de telles hiérarchies, les autres hiérarchies sociales resteraient en-deçà du niveau requis pour pouvoir inscrire une action efficace dans le cours du monde. J'ai seulement parlé d'asymétrie d'information, de méconnaissance de soi et du monde. Ce que nous pouvons et devons dire ici, c'est que de puissantes hiérarchies du savoir est ce qui fait précisément le plus défaut dans les sociétés postcoloniales. Il ne faut donc pas rêver. Dans ses sociétés, plus l'ambition des hiérarchies sociales est « grande », plus elle risque d'être disproportionnée en regard des capacités de la société, plus leur échec sera retentissant, car l'unité du savoir de la société accorde son action et conditionne l'efficacité de celle-ci. La société postcoloniale doit compenser sa courte vue, la faiblesse de sa « hauteur de vue », par une forte proximité et intense interactivité de l'élite et de la société, de sorte que celle-ci puisse avoir une forte capacité d'ingestion des données qui lui permettent d'innover et de réajuster régulièrement sa conduite. L'élite doit naviguer comme « au ras de la société », elle doit être alerte et agile pour qu'elle-même et la société puissent s'habituer et se déshabituer rapidement. Ce qui convient à la jeune démographie de la société postcoloniale. La distance qui sépare alors le savoir de la société de celui de son élite sera la plus courte possible, de sorte que l'échange sera intense et que sera possible une ingestion rapide du savoir du monde. L'élite rapporte la société au monde, plutôt que



d'opérer par grandes touches sur les comportements sociaux, elle doit opérer par petites, mais régulières et nombreuses touches selon la capacité de transformation de la société.

Il faut cependant nuancer le propos quant à la faiblesse du savoir de la société postcoloniale. Il faut ajouter que la « hauteur de vue » ne se résume pas dans le « savoir accumulé », car le savoir accumulé n'est pas qu'un avantage. Il peut obstruer le rapport au monde, tuer l'intuition. Il peut constituer un rapport « mort » au monde, plutôt qu'un rapport vivant. La fertilité de ses « paradigmes » peut être décroissante ou épuisée, le savoir obtenu périmé. Il faut donc compter sur la perception directe que nous avons du monde. Nos schèmes et habitudes de pensée, n'ont pas tendance à accorder la même attention à tous les faits. Nos croyances ont tendance à privilégier ceux qui les confortent. Les sociétés aux vieilles populations ne peuvent pas avoir la même perception que les sociétés dont les populations sont jeunes. Les premières ont tendance à s'écouter plutôt que d'écouter le monde. Il faut reconnaître que les sociétés postcoloniales ne jouent pas suffisamment de leur avantage comparatif, de leur rapport vivant au monde, elles ont même tendance à le déprécier sous l'influence des puissances dominantes qui les intimident encore largement.

La jeunesse peut opposer à l'expérience de ses aînés son intuition du monde, la société s'en est souvent mieux portée. Un puissant débat au ras de la société doit pouvoir animer la jeunesse pour lui permettre de faire le tri dans les croyances du monde et de ses aînés. Elle doit vite trouver les croyances efficaces qui la rendront capable d'accumuler savoir et capacité d'action et d'élaborer une stratégie satisfaisante.

S'attacher à produire plutôt qu'à spéculer, s'attacher à ce que la finance n'ait pas pour objectif son seul intérêt nécessite une certaine coordination sociale que ne peuvent réaliser que des hiérarchies que la société imite et avec lesquelles elle a d'intenses interactions.

Car une égale information dans une société fortement différenciée et un monde dans lequel l'adversité est plutôt la règle est une utopie. Plutôt que sur l'égale « information », il faut compter sur des croyances partagées, où le savoir tacite a autant d'importance que le savoir explicite. Il faut compter sur l'égale con-

fiance que fondent les croyances partagées pour instaurer des échanges intensifs. Dans un monde où la compétition se transforme aisément en guerre déclarée ou larvée, la hiérarchie ne peut pas tout rapporter à sa base, ni la société être transparente à elle-même et surtout pas à autrui.

La proximité sociale des hiérarchies, la confiance sociale sont donc au cœur de la performance d'une société. C'est ce problème de la confiance, des croyances partagées, qui est la mère de tous les problèmes, c'est de lui que viennent les discordes, les guerres, les victoires et les défaites. Comment pouvoir faire confiance à nos élites ? Je pense que cela commence dans la famille, dans la confiance que plaçant les adultes dans les enfants qu'ils éduquent, dans les valeurs qu'ils transmettent et qu'une société partage. Une « société » qui partage les mêmes valeurs est une nation. Et l'on ne partage des valeurs que dans des épreuves communes. Nul besoin de valeurs communes si chacun reste chez soi et s'interpelle à distance. Nous avons vu comment les individus peuvent succomber ou triompher de leur séparation. Seules des hiérarchies justement inscrites dans le monde et la société peuvent leur permettre de faire corps.

LES FONDS ÉTHIQUES ET LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE

Récemment, dans le monde de la finance, des petits actionnaires ont voulu s'attacher à des fonds spéculatifs (hedge funds) qui spéculaient à la baisse le cours des actions d'une entreprise déclinante (Gamestop). Pour ruiner ces fonds vautours qui voulaient accabler la faillite d'une entreprise, ils ont décidé d'acheter les actions de l'entreprise moribonde pour faire monter son cours afin de contre-carer les ventes du fonds spéculatif qui vendaient pour faire baisser son cours et racheter à sa « valeur réelle ». Le problème c'est que leur action était illégale et non crédible. En effet la loi interdit la concertation. Ces petits actionnaires s'étaient entendus sur les réseaux sociaux pour mener leur action, ce qui est contraire à la loi, aux lois du marché et de la science économique. Ensuite ces petits actionnaires ne représentaient pas un intérêt collectif. Parmi eux certains ont gagné de l'argent et

d'autres en ont perdu. Parmi eux se cachaient des spéculateurs professionnels. Ils ont entre-tenu un mouvement de hausse de l'action qui ne pouvait pas être entretenu, certains ont racheté avant que l'action ne baisse et d'autres après. La « bonne intention » - ruiner le fonds spéculatif plutôt que l'entreprise cachait de moins bonnes intentions : des spéculateurs ont profité de la méconnaissance d'apprentis bourgeois. Ces petits actionnaires sont restés des spéculateurs et beaucoup n'en avaient pas la compétence. Leur comportement ne différait pas de celui des fonds spéculatifs, ils ruinaient pour enrichir sans sauver l'économie, ils ne sauvegarderont pas les emplois de l'entreprise^[1]. Il est plus que probable qu'une telle opération de petits actionnaires ne pourra pas être reproduite ni corrigée, car il faudrait que la loi autorise leur action et qu'ils aient une autre visée que spéculative. Pour que la loi puisse autoriser un intérêt collectif à agir sur le cours de la bourse, les actionnaires devraient s'organiser en fonds éthique^[2] légitimant un tel intérêt et en visant davantage que gagner de l'argent.

Et c'est là que nous retrouvons une deuxième fois notre sujet. La finance pour ne pas être spéculative doit être solidaire de la société marchande et celle-ci de toute la société, l'intérêt de la finance correspondant alors à l'intérêt de la société. On ne recherche pas le profit à tout prix, on n'achète pas et ne vend pas n'importe quoi. Le marché pourrait alors connaître comme une démocratie des actionnaires, la société une représentation des intérêts collectifs, les actionnaires partageant alors la valeur de solidarité avec l'ensemble de la société et non pas la seule valeur du profit.

Arezki Derguini

Note

^[1] Voir la brève vidéo bien faite : GameStop : l'affaire qui a fait trembler Wall Street expliquée en 4 minutes avec un jeu FIFA lKonbini <https://www.youtube.com/watch?v=ftXcrOT7L60>

^[2] On nomme fonds éthique un placement dont le profil exclut les activités qui ne semblent pas conformes à une ou plusieurs notions morales, pouvant dépendre elles-mêmes de la culture considérée. Bien que l'idée ait été concrétisée dès les années 1920, c'est depuis la fin des années 1980 qu'elle commence à prendre un peu plus d'ampleur, et son plein essor commence en 2003 parallèlement à la notion d'investissement socialement responsable, représentant 8,8 milliards d'euros en 2006. Source Wikipédia.

Covid-19 et métadiscours sur le XX-XXIe siècle

■ Pourquoi le pétrole à 100 dollars est un passage obligé pour la reprise économique mondiale ?

Par Medjdoub Hamed*

O n est en droit de se poser des questions sur le sens du Covid-19. Une pandémie qui a dérouté tous les experts du monde, biologistes, virologues, chercheurs du monde entier, et il n'y a pas une réponse rationnelle. Surtout qu'en quelques mois, elle s'est étendue à l'ensemble du monde. A notre sens, la seule approche qui nous apparaît en relation avec les grands événements que l'humanité a vécus est de se référer à l'histoire. Tenter de comprendre l'histoire nous permet de situer chaque grand événement dans son contexte historique et ce qui a résulté pour l'humanité dans la marche de l'histoire.

Portons un regard sur les pandémies qui ont surgi au XXème siècle. Mis à part la grippe espagnole de 1918 à 1920, qui a été une des pandémies les plus mortelles de l'histoire, les autres pandémies ont été plus modérées. Le taux de létalité pour la grippe espagnole était de 5, soit entre 2% et 3%, le plus haut de l'échelle. Le taux de létalité est le rapport en pourcent du nombre de décès sur le nombre total de contaminés. Pour la grippe asiatique en 1957 et la grippe de Hong-Kong en 1968, le taux était de 2, compris entre 0,1% et 0,5%.

Au début du XXIème siècle, la grippe saisonnière et la grippe A (H1N1) de 2009 ont un taux de létalité inférieur à 0,1%.

Pour l'épidémie de l'Ebola, une fièvre hémorragique à virus Ebola qui a sévi en Afrique de l'Ouest, en un an, l'analyse du Geography of Ebola virus, Socio-Spatial Issues in Central Africa, Outlook for West Africa, fait état : « L'épidémie qui sévit en Afrique de l'Ouest depuis plus d'un an a fait à ce jour près de 25 791 cas et 10 689 morts (15 avril 2015), notamment en Guinée - 2 346 décès-, au Libéria - 4 486 décès- et en Sierra Leone - 3 857 décès (WHO, 2015). »

Des chiffres qui ne peuvent se comparer à la pandémie Covid-19 qui sévit aujourd'hui dans le monde, dont le taux de létalité est similaire à celui de la grippe espagnole de 1918, soit 2% (2,3 millions de décès sur plus de 105 millions de contaminés). Bien que le nombre de décès soit beaucoup moindre et ce, essentiellement en rapport des formidables progrès dans la médecine, de l'hygiène corporelle et collective et des moyens de prévention, les structures économiques au niveau mondial ont subi le choc de la pandémie, avec l'explosion du chômage à travers le monde.

Mais si on regarde les événements qui ont marqué le XXème siècle jusqu'à la pandémie Covid-19, aujourd'hui, on constaterait que chaque événement qui surgit tire son origine du précédent. Le premier événement qui a marqué le monde a été la 1ère Guerre mondiale. Un concours de circonstances a amené les empires européens, dans leurs rivalités sur le partage du monde, à en venir aux armes. C'est ainsi que la guerre a éclaté en 1914. Les gouvernements et souverains de l'époque ne savaient pas qu'ils allaient provoquer le premier conflit mondial. Elle fera des millions de morts, le résultat le plus prenant est qu'elle a emporté plusieurs empires d'Europe.

En 1917, éclate la Grippe espagnole, elle a fait plus de morts que la première Guerre mondiale, entre 50 et 100 millions selon les chiffres donnés. Il est fait état par les historiens que, par le nombre de morts dans les rangs des armées des pays en guerre, la grippe espagnole a accéléré la fin de la guerre.

On peut même dire que les ravages que la pandémie a commis en vies humaines a fait pressentir la 2ème Guerre mondiale. Celle-ci a



fait plus de 70 millions le nombre de morts entre les pays en guerre.

Que peut-on dire des deux Guerres mondiales ? Relèvent-elles de la fatalité ? Le prix Nobel, François Jacob : « Une partie n'est jamais perdue, les jeux n'y sont jamais faits. L'histoire, ce n'est pas une fatalité, une série de circonstances irrévocables fixées par le destin [...] Personne ne connaît la tournure que prendra l'histoire. Rien n'est joué, jamais. » (Le Monde, 25 juin 1980).

Oui, c'est vrai, personne ne connaît la tournure, cependant ces guerres ont permis de libérer des continents entiers. L'Afrique de la tutelle coloniale. 54 pays souverains sont nés du mouvement de décolonisation. Les grands pays d'Asie dont l'Inde, la Chine qui recouvre la Mandchourie annexée par le Japon, se sont aussi libérées de la mainmise des puissances. Le Pakistan s'est scindé de l'Inde, les deux Corées...

On ne peut s'empêcher donc de dire que ces guerres ont visé des objectifs que les puissances n'avaient pas pensés, et par les formidables bouleversements qu'elles ont générés, force de dire que ces guerres non seulement ont joué un rôle majeur dans le réveil des peuples, mais étrangement ont été prédestinées. Évidemment, là nous entrons dans l'herméneutique, mais il n'y a pas d'explication rationnelle motivant ces guerres, mis à part les velléités de guerre des puissances et le mouvement majeur de la décolonisation du monde.

Un autre événement qui a marqué le monde, et ce jusqu'à aujourd'hui, c'est la Conférence qui s'est tenue, le 1er juillet 1944, à Bretton Woods, aux États-Unis.

Les États-Unis n'ont pas attendu la fin de la guerre que déjà ils imposent au monde le nouveau système monétaire international, avec le dollar comme la monnaie-centre et seule monnaie convertible en or. Les autres puissances, endettées, affaiblies par la guerre, ont entériné les Accords de Bretton Woods, qui pré-

voient la création de deux institutions financières internationales, le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale. Le FMI et la BM survivront à l'effondrement du système monétaire en 1971.

Après la reconstruction, les trois grands pays d'Europe (France, Royaume-Uni, République fédérale allemande) procèdent à la convertibilité de leurs monnaies. Elles sont devenues, en 1958, des monnaies, librement convertibles en or, à leur cours international. A la fin des années 1960 début des années 1970, l'excès d'émissions monétaires par la Banque centrale américaine (Fed) pour financer les déficits commerciaux provoqua un clash entre les pays d'Europe et les États-Unis. Le refus des Européens d'accepter des dollars non adossés à l'or poussent les États-Unis à mettre fin à la convertibilité du dollar en or, le 15 août 1971. Les pays d'Europe, en rang dispersé, abandonnent le change fixe et passent au change flottant.

Face à l'Europe, les États-Unis se retrouvent confrontés à une situation difficile en matière monétaire. Ils ne peuvent plus répercuter leurs déficits commerciaux sur le reste du monde. En effet, continuer à émettre plus de liquidités en dollars pour financer les déficits extérieurs ne fera que déprécier leur monnaie puisque le change flottant est régi par l'offre de monnaie selon la loi et la demande sur les marchés monétaires. Mais un événement va changer le cours de l'histoire.

Avant de parler de cet événement, il faut donner la situation financière et monétaire qui prévalait à l'époque et prévaut encore aujourd'hui. L'ensemble des pays du reste du monde non occidental, soit plus des trois-quarts de l'humanité, dépendait et dépend encore des monnaies internationales que seul l'Occident émettait. Les ex-pays colonisés, qui ont recouvré leurs indépendances, se trouvaient en plus dépendants des Bourses occidentales, et c'est en ces Bourses que se fixaient

les prix des matières premières, du pétrole, du gaz et des produits agricoles. Aujourd'hui, la situation est pour ainsi dire pratiquement inchangée, malgré la monnaie chinoise, le renminbi du peuple ou yuan, devenue une monnaie internationale, depuis son entrée, en octobre 2016, dans le panier de monnaie auquel est adossé le DTS (droits de tirage spéciaux), étalon monétaire du FMI.

Une situation donc qui octroie un pouvoir exorbitant à l'Occident dans le commerce extérieur. De leurs politiques économiques, financières et monétaires dépend l'essor, la stagnation ou l'appauvrissement des pays du Sud. Ce qui d'ailleurs impacte la demande mondiale et, par ricochet, si la situation de stagnation pour ces pays perdure, les économies occidentales. Or, le pétrole est la matière la plus stratégique du monde, toute l'industrie mondiale en dépend, le secteur domestique et agricole aussi. Et, depuis longtemps, le prix du baril est fixé à un cours très bas, oscillant entre 1 et 2 dollars. Ce qui ne faisait que maintenir les pays exportateurs de matières premières, de produits agricoles et de pétrole dans le marasme économique et la dépendance financière.

L'événement qui vient sauver le dollar des États-Unis viendra de la guerre qui a éclaté en octobre 1973, entre les pays arabes et Israël. Pour avoir aidé Israël, les pays arabes décrètent un embargo pétrolier contre les États-Unis et quadruplent le prix du pétrole, le faisant passer de 3 dollars à 12 dollars. Ce quadruplement du prix du pétrole qualifié de 1er choc pétrolier, constituera une bouffée d'oxygène pour les pays exportateurs de pétrole, la hausse du prix du pétrole impactera les autres produits de bases. Bref, que peut-on dire de la quatrième guerre israélo-arabe ?

A suivre

*Auteur et chercheur spécialisé en Economie mondiale, Relations internationales et Prospective



médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



DESTINS CROISÉS



«LE VENT DU NORD». ROMAN (RÉCIT ?) DE MOULOUD ACHOUR. Casbah Editions, Alger 2003, 207 pages, 260 dinars

Une grande et belle histoire d'amour qui se termine en impasse sentimentale, chacun terminant sa route séparément, bien que restant liés, l'un à l'autre pour toujours. Ensemble mais, presque toujours, ailleurs.

C'est l'histoire de Malek, un Algérien, un universitaire fou de Nazim Hikmet, qui découvre la nouvelle Russie....et les intellectuel(le)s rescapé(e)s de l'ancienne (la soviétique)... dont Solenya, la fille chérie (et orpheline) d'un ancien apparatchik (universitaire de renom....et grand contestataire de l'ordre établi ce qui lui a valu, au final, bien des ennuis) qui ne lui a légués que son esprit libre et une bibliothèque à la valeur inestimable.

C'est donc l'histoire de deux amoureux se retrouvant une ou deux fois l'an, en Russie même,....lui ayant vécu Octobre 88 et la décennie rouge et elle vivant dans une atmosphère de grands bouleversements économiques et socio-politiques, laissant loin derrière eux Lénine et ses idées.

Deux amoureux venus de deux mondes différents et pourtant pas si étrangers qu'on pourrait le croire, car confrontés aux mêmes problèmes engendrés par les nouvelles « révolutions » des années 80 et 90.

L'Auteur : Né à Tamazirt, du côté de Larba Nath Iraten, en 1944, Mouloud Achour esrt, en 2020, chargé d'édition (Casbah éditions). Etudes de droit interrompues au bout de deux années (Université d'Alger), diplômé de l'Eco-

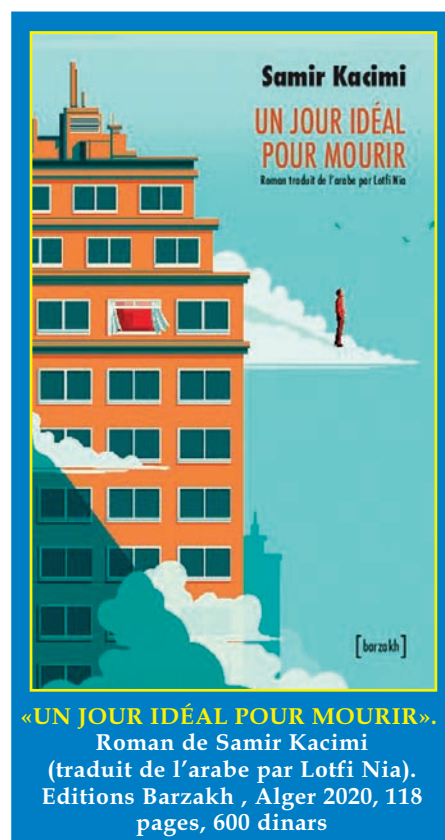
le normale supérieure, enseignante puis journaliste (il avait « lancé » et animé longtemps les pages culturelles du quotidien public « El Moudjahid ») et directeur de rédaction de journaux... et, aussi, un bref passage dans la haute administration comme chef de cabinet de Aboubekr Belkaid, alors ministre de la Communication. Plusieurs ouvrages à son actif dont le premier en 1971. Décédé jeudi 24 décembre 2020.

Extraits : « Les femmes d'Europe ont des mœurs et comportements pas forcément en rapport avec l'opinion que s'en fait un Algérien quelle que fût sa connaissance, généralement livresque, de la vie en Occident » (p 51), « Nous avons regardé vivre nos contemporains sans les voir.C'est bien ça. A présent, nous voici devenus une cohorte d'étrangers réduits au rôle absurde de spectateurs impuissants d'une métamorphose dont nous sommes exclus » (p 93), « Ici, nous ne sommes plus de ce monde, nous sommes des millions de morts dans un immense cimetière. Le fait que nous ne soyons pas sous terre ne signifie rien ! Ceux d'en bas ont eu le meilleur sort! » (p127), « Le génie russe a été réduit en esclavage. Les peuples de l'Union étaient capables du meilleur, seul Lénine l'a compris et de Lénine il ne nous reste aujourd'hui qu'une dépouille costumée qu'on continue d'exposer aux foules alors que le totalitarisme et la chasse aux privilèges ont fait un triste

sort à toutes ses idées de progrès » (Un personnage russe du roman, p144), « Le monde que nous avons connu avait fait naufrage et il appartenait à chacun de nous d'inscrire son sort de rescapé dans une nouvelle perspective » (p 206)

Avis Roman (ou récit) écrit avec pudeur et émotion. Une belle aventure sentimentale dans des pays en bouleversements. La meilleure des « internationales »

Citations : « Il faudra bien un jour faire le procès de ceux qui ont transformé en cauchemar un rêve lumineux » (p38), « Essaie donc de marcher droit dans les ténèbres ! On a beau s'y évertuer, sauf à raser le murs, les pas aveugles ne conduisent jamais dans la direction désirée » (p 151), « Ceux qui avaient fait main basse sur tout un pays avaient donné naissance au vocabulaire sinistre du vaste échec dont il fallait acquitter la facture » (p 178), « C'est décidément un dur métier que d'appartenir à un pays sous-développé... Aimer un pays et le servir exigent beaucoup de force et il faut savoir souvent effacer sa petite personne pour ne pas faire d'ombre à une image qui a déjà perdu de son éclat » (p181), « Qu'importe l'identité de celui qui nous aura repêchés, de toutes façons, nous sommes les enfants reniés et renégats de trois mères dispersées par les vents de l'histoire » (p190)



«UN JOUR IDÉAL POUR MOURIR». Roman de Samir Kacimi (traduit de l'arabe par Lotfi Nia). Editions Barzakh, Alger 2020, 118 pages, 600 dinars

Halim Bensadek est journaliste...mal payé (quand ce n'est pas payé du tout), sur-exploité par son employeur, célibataire rêvant d'épouser sa « fiancée » Nabila Mihanik (qui, elle-même « fricote » en douce avec un cousin véhiculé), entretenant un père éternellement criblé de dettes, une sœur célibataire et un frère chômeur, devant payer le loyer de l'appartement sous-loué...dans une cité populaire et quasi-abandonnée.

Omar Tounba, le copain de classe, de quartier et d'immeuble, est le « chikour » et dealer du coin, le « mauvais garçon » peu à peu ravagé par l'alcool et la drogue, devenu impuissant, mais à qui il vaut mieux ne pas se frotter. Deux frères en prison...et une mère-poule. Lui aussi veut (voulait) se marier avec...Nissa Boutouss (lire « Pour tous »), la fille facile du coin. Ce que le papa ne veut pas car, lui aussi, a bien « connu », Boutouss.

Ceci pour les personnages principaux. Quant au décor, il est représenté par une cité-dortoir d'Alger, entourée d'immeubles Aadl et autres qui poussent comme des champignons sans infrastructures d'accompagnement, sans ascenseur...et livrées à elles-mêmes et à toutes les déviations, avec ses voyous organisés en bandes et ses fous....

Le tout vous donne une société misé-

reuse, marginalisée et privée de repères....et une multitude d'impasses.

La solution? Le suicide pour le premier (quand il découvre que sa « promise » le trompe).... et la « disparition » de l'état-civil pour le second (après qu'il ait poussé à la mort-accidentelle- un quidam qui l'avait, auparavant, provoqué et qui avait en poche la carte d'identité de Omar Tounba) devenant Hakim el Cordoni, dans un quartier perdu, « récupéré » par un vieil ami devenu une « âme charitable », l'un et l'autre voulant briser le lien les unissant à un monde dont ils ne veulent plus mais qui ne veut pas les lâcher. Car, le drame, c'est que même la mort-programmée -ne veut pas d'eux...préférant sans doute choisir elle-même son heure et sa manière.

L'Auteur : Né en 1974 à Alger, études de droit, avocat puis journaliste, auteur de plusieurs romans. Prix Assia Djebar en 2016 (roman « Kitâb el mâchâ »). « L'amour au tournant », première traduction en français, en 2017 (Seuil/France et Barzakh).

Lotfi Nia, né en 1978 à Alger, traducteur de l'arabe vers le français. Plusieurs travaux (H'mida Ayachi, Bachir Mefti...)

Extraits : « Un intellectuel miséreux....ça me semble plus grave que de voler une

vieille sur son lit de mort .. »(p77), « Bachdjerrah n'était pas tant une ville qu'un dortoir géant.Elle avait été construite par l'Etat pour désengorger la capitale où avaient migré ceux qui fuyaient la pauvreté d'une campagne riche pour chercher la richesse dans une ville pauvre.....Voilà comment la capitale était devenue, vingt ans à peine après le départ des Européens, une ville qui dormait sur sa campagne.El la campagne, la campagne, elle, était restée seule » (p 88)

Avis Une description précise, sans fard-loin d'être « misérabiliste »- de la réalité telle que vécue par nos « damnés », les exclus, les « sans-dents », les marginaux et les « mahgourine », si près de nous, mais si mal connus.

Citations : « Quiconque met fin à ses jours est une exception humaine à la loi de la fatalité, lui seul sait combien de temps aura duré sa vie, lui seul connaît l'instant de sa fin » (p8), « Une femme peut oublier les raisons, aussi sublimes soient-elles, qui l'ont poussée à aimer mais elle ne saurait oublier les raisons, même banales, qui l'ont amené à haïr » (p 17), « Quand on est en prison, les souvenirs prolifèrent comme des moisissures empoisonnées, se ramifient, prennent racine » (p 61)

Ces boulangeries qui ne dorment pas

28 000 boulangeries fournissent du pain baladi subventionné et produisent entre 250 et 270 millions de galettes par jour. Une activité vitale qui ne s'arrête jamais, quelles que soient les conditions. Reportage.



Donne le pain au boulanger, même s'il va en manger la moitié». Un proverbe égyptien que l'on entend fréquemment, signifiant que chaque métier a ses secrets, ses spécificités et ses contraintes. Là, dans la «tabouna», comme on l'appelle en Egypte, ou boulangerie, le travail commence dès l'aube. Des ouvriers boulangers oeuvrent dans le fournil, exposés à la poussière de farine qui reste suspendue dans l'air. Dans un espace de 100 m², il y a un va-et-vient incessant et la cadence de travail est élevée. Deux ouvriers se hâtent pour vider un sac de farine de 100 kg dans un grand malaxeur, ensuite vient le tour du pétrisseur. Il verse de l'eau petit à petit, puis laisse la pâte lever. Rien ne presse. Et c'est là peut-être le secret de toute fermentation : comme le soleil, sitôt qu'il apparaît, recrée le monde, le pain qui lève marque un recommencement et une promesse. Chaque étape doit prendre son temps, et ce, malgré les conditions difficiles imposées par la pandémie et le couvre-feu à une certaine période.

Le boulanger est chargé de l'étape suivante : «al-taqriss», qui consiste à couper, modeler et aplatir la pâte pour obtenir des galettes rondes avant de les placer dans de grands plateaux en bois. Il doit façonner près de 2 800 galettes par heure. «C'est lors de cette étape que prend forme le mélange secret qui donne au pain baladi son goût divin, mais aussi son calibre et son poids. Le contrôle a lieu à cette étape précise. Le poids de la galette imposé par le ministère de l'Approvisionnement depuis le 19 août 2020 est de 90 grammes. Chaque sac de farine doit fournir 1 450 galettes de pain, tout en tenant compte du coût de la farine et des transports, afin d'augmenter le nombre de bénéficiaires», explique Tareq, boulanger de 38 ans. Avec l'expérience et le savoir-faire qu'il a acquis tout au long des années, la paume de la main lui sert de balance. Un apprenti est chargé de transporter les plateaux en bois, il s'appelle «al-tawlaqui». Il se déplace avec agilité pour les remettre à l'ouvrier boulanger installé devant le four. Ce dernier fait quelques retouches puis glisse les galettes de pain dans le four rotatif. Et les mêmes gestes se répètent toute la journée sous une chaleur étouffante.

Cette équipe d'apprentis et de boulangers sont de véritables héros qui continuent de travailler dans l'ombre en cette période de crise sanitaire, alors que le métier de boulanger passe inaperçu. Pourtant, la production du pain n'a pas cessé une seule journée depuis l'apparition du premier cas atteint du virus, le 15 février 2020. Une chose évidente. Le pain est l'élément essentiel du repas pour une grande tranche de la population égyptienne. Selon les chiffres du ministère de l'Approvisionnement, le nombre de fours ou boulangeries qui vendent du pain subventionné par l'Etat est estimé à 28 000, fournissant entre 250 à 270 millions de galettes de pain par jour pour environ 70 millions de citoyens (soit 20 millions de cartes de rationnement). La galette de pain à tarif subventionné coûte 0,05 L.E., et dans le cadre du programme de subvention, chaque personne a droit à 5 galettes de pain.

Selon Abdallah Ghorab, chef de la division boulangerie à la Chambre du commerce, environ 300 000 personnes travaillent dans ce secteur. Le secteur public représente 3 % de cette industrie, alors que le secteur privé constitue 97 % de la production de pain.

TÔT, TRÈS TÔT

Là, dans l'un des plus grands centres de fabrication du pain subventionné par l'Etat à Madinet Nasr, l'un des plus grands quartiers du Caire qui s'étend sur une surface de 250 km², (la superficie de la capitale étant de 1 445 km²), c'est une véritable ruche d'abeille. Am Khaled, l'un des plus anciens ouvriers habitant dans un village



au gouvernorat de Qalioubiya, se réveille vers 4h pour être à l'heure au travail. Il doit prendre 3 transports pour regagner son poste de travail à 6h, heure du pétrissage du pain. Malgré ce long trajet, il dit être en pleine forme pour entamer son labeur. Et il n'est pas le seul. Son collègue prend le train tous les jours, car il habite à la ville de Tanta dans le gouvernorat de Gharbiya. «Nous avons rencontré quelques difficultés durant la période du couvre-feu. Comme nous habitons loin de la boulangerie, nous avions du mal à trouver les moyens de transport nécessaires pour regagner nos domiciles. Nous devions aussi détenir des autorisations pour nous déplacer pendant les heures du couvre-feu», explique Am Khaled, qui travaille d'affilée de 6h jusqu'à 16h, et parfois on travaille 12 heures par jour. Et d'ajouter : «Nous avons déjà travaillé dans des conditions difficiles. Durant les deux révolutions, et compte tenu de certaines circonstances qui ont entraîné un manque de sécurité, nous n'avons jamais arrêté de travailler. On fabriquait entre 15 000 et 18 000 galettes de pain par jour, soit 22 à 24 sacs de farine. Nous n'avions qu'un jour de congé par semaine, qui n'était jamais fixe. Nous étions soumis à des conditions de travail dures. Notre devoir était de travailler pour nourrir cette population importante», explique Sayed Atef, chef de shift dans cette boulangerie publique.

UNE QUESTION DE VIE

Les Egyptiens sont peut-être les seuls au monde à utiliser le mot «vie» pour désigner le pain, une référence claire à la vie tout comme nos ancêtres, les pharaons, qui utilisaient le mot Ankh, qui veut dire : la vie. Il suffit d'observer les tables d'offrandes et les nombreuses inscriptions sur les murs des temples et des tombes pour se rendre compte de la grande importance du pain dans la vie de l'Ancien Egyptien. Le pain faisait partie intégrante de son alimentation. Il était non seulement l'aliment de base des Anciens Egyptiens, mais il entrait aussi dans les menus que les morts emportaient avec eux vers l'autre monde et les offrandes faites aux dieux dans les temples. En effet, le pain a une place sacrée à tel point que les galettes de pain ont toujours eu cette forme ronde comme le soleil, et jusqu'à présent, certaines femmes en Haute-Egypte continuent de dessiner une ligne circulaire sur le pain, une croyance pharaonique représentant le dieu Râ, coiffé du disque solaire. Selon le site Egyptian Geographic, l'Egypte Ancienne comptait près de 15 genres de pains. Aujourd'hui, il en existe 16 répartis dans différentes régions.

Si la galette baladi est connue dans les villes, le pain fallahi (paysan), préparé avec de la farine de maïs, est apprécié dans les villages. Tandis que le pain chamsi (qu'on laisse lever au soleil) est consommé en Haute-Egypte, et le pain d'orge est fabri-

qué par les habitants d'Al-Wadi Al-Guédid, Khénrit à Assouan, Kabad à Tochka, Sag dans le Nord-Sinaï, Dambirite en mer Rouge et Halayeb et Megardaa à Matrouh.

A chacun son pain de prédilection, mais le pain baladi est présent à chaque repas. Une denrée vitale qui trône sur toutes les tables et accompagne tous les plats des Egyptiens.

UN EFFORT REDOUBLÉ

Mais comment la crise du coronavirus a-t-elle affecté le secteur ? C'est un état d'alerte et d'hyper vigilance que vivent les travailleurs dans les boulangeries ces derniers mois. Ils font partie de ces catégories les plus exposées au virus, car ils sont en contact permanent avec les citoyens. Chaque jour, Omar, ouvrier de 25 ans, déploie de grands efforts pour discipliner les gens qui font la queue devant la boulangerie. Il leur demande de respecter les gestes barrières, de rester à distance les uns des autres. Hélas ! Personne ne l'écoute. «Je travaille dans l'un des fours publics accueillant chaque jour une énorme clientèle. En recevant l'argent et les cartes d'identité, je risque d'être contaminé par ce virus qui nous empoisonne la vie. Je fais attention en portant des gants et en ayant des lingettes alcoolisées à portée de main. Nous nettoisons le four plusieurs fois par jour avec des désinfectants», dit-il. Mahmoud, un autre boulanger, a limité le nombre de clients autorisés à entrer en même temps (10 personnes pas plus). Il essaie d'appliquer les mesures sanitaires imposées par le ministère de l'Approvisionnement, dont celle de désinfecter chaque jour le lieu avec du chlore et fournir aux travailleurs deux masques en tissu chaque mois, selon une responsable qui a requis l'anonymat.

Sayed Hamdi, 37 ans, propriétaire d'une boulangerie dans la région des jardins de Hélovan, dit que le manque de conscience des citoyens quant au danger de la pandémie l'inquiète beaucoup ces jours-ci. Bien que les gens entendent parler de la propagation du virus et voient que les chiffres ont augmenté durant la saison d'hiver, ils continuent de se ruer devant les boulangeries, et de la même manière qu'avant la crise sanitaire. «Nous avons affiché un panneau indiquant les mesures de prévention et de distanciation sociale. Chaque jour, nous mettons en garde les gens et nous essayons de gérer les mouvements de foule. Ces tentatives exigent de nous un travail supplémentaire. La situation se complique lorsqu'un rumeur circule prétextant que l'Etat pourrait imposer le couvre-feu», dit-il.

Ce contact avec le public oblige aussi les boulangers à prendre des mesures de protection sanitaire dès leur rentrée chez eux après le travail, et ce, pour préserver la santé de leurs familles. «Dès que je suis rentré à la maison, je me dirige directement vers la salle de bain pour prendre une douche et laver mes vêtements, car à

la boulangerie, je reçois des centaines de clients dont certains portent des masques et d'autres pas», précise Sayed.

Et d'ajouter : «Nous essayons de nous protéger du virus, car pour nous, faire attention à notre santé signifie la vie dans un travail qui exige beaucoup d'efforts et d'énergie. Eviter de tomber malade, pas seulement pour gagner notre vie, mais c'est par devoir national. Nous avons la responsabilité de nourrir de nombreuses familles pauvres qui ne mangent pas toujours à leur faim et pour qui la galette de pain est le besoin le plus élémentaire en cette période de crise sanitaire qui touche le monde actuellement», confie Sayed, qui lance un appel aux responsables, afin d'augmenter les salaires des boulangers à l'instar du corps médical. «Nous faisons partie de ces soldats inconscients qui ont présenté aussi des sacrifices et qui continuent d'être exposés au risque d'attraper ce virus mortel», estime-t-il.

DES RISQUES

«Nous, les boulangers, travaillons sans arrêt et notre métier est laborieux. Chaque étape exige beaucoup d'efforts. Celui qui coupe le pain doit façonner 18 000 galettes par jour. Celui qui est chargé de porter les plateaux doit en transporter environ 1 000 par jour. Chaque plateau pèse environ 30 kg et renferme environ 18 galettes de pain ainsi que 2 kg (de son résidu obtenu après séparation de la farine par tamisage) pour éviter que les galettes ne collent lors du temps de repos pour les détendre. Imaginez donc les efforts déployés», explique Sayed Atef, en ajoutant : «L'ouvrier qui enfourne les galettes encourt le risque de tomber malade, car si la température du four atteint les 900°C en été, travailler en plein été sous une température de 400°C est pénible, et en portant un masque sur le visage, c'est insupportable. L'hiver, le changement de température entre le fournil et l'extérieur nous expose à des maladies pulmonaires. Un tracas qu'on essaie d'éviter en cette période de pandémie».

Pourtant, ce travail est leur seul gagne-pain, ou comme on dit en égyptien akl eich (manger son pain). Un symbole de survie qu'on sanctifie à tel point qu'il est interdit de marcher dessus, car le pain est un don de Dieu. Et si par mégarde cela arrive, il faut ramasser le bout de pain, l'embrasser et l'écartier du chemin, car il symbolise le sacré et c'est le pain nourricier. Préparer le pain est aussi une mission sacrée. Jusqu'à ce jour, les femmes à la campagne ne préparent jamais le pain lorsqu'elles ont leurs règles.

Plus qu'un simple commerce, ces boulangeries qui produisent du pain sont considérées donc comme une sécurité nationale pour le peuple égyptien, selon M. Abdel-Mughni, propriétaire d'une boulangerie. Eté comme hiver, en temps de paix ou de guerre, en temps de crise ou de prospérité, tous les boulangers doivent continuer à travailler malgré les risques qu'ils encourent chaque jour.

Comment expliquer le spectaculaire recul du Covid-19 en Inde ?

L'Inde est le deuxième pays au monde le plus touché par la pandémie avec près de 11 millions de cas recensés. Mais le nombre quotidien de nouvelles contaminations et de décès ne cesse de reculer.



L'EXPRESS

Comptant 1,3 milliard d'habitants, l'Inde est le deuxième pays au monde le plus touché par le Covid-19 avec plus de 10,7 millions de cas recensés, mais le nombre quotidien de nouvelles contaminations et de décès ne cesse de reculer depuis des mois. Voici la situation du géant sud-asiatique vis-à-vis de la pandémie :

• QUE RÉVÈLENT LES CHIFFRES OFFICIELS ?

L'Inde a signalé son premier cas de Covid-19 le 30 janvier 2020 et son premier décès à la mi-mars. Le nombre de nouveaux cas quotidiens a atteint un pic, à un peu plus de 97 000 contaminations à la mi-septembre, selon les chiffres du ministère de la Santé. Le pays dénombrait quelque 1000 décès par jour en moyenne en septembre avant de voir ce chiffre diminuer. Mardi, seulement 8.635 nouvelles contaminations et 94 décès ont été

enregistrés, soit le plus bas niveau en huit mois.

Avec 10,7 millions de contaminations enregistrées au total, et 155 000 décès, l'Inde affiche un taux de létalité parmi les plus faibles des 20 nations les plus touchées. En comparaison, les Etats-Unis, premier pays en nombre de cas et de décès, déplorent plus de 26 millions de contaminations et près de 450.000 décès. Selon l'université américaine Johns Hopkins, l'Inde ne dénombre que 11,43 décès pour 100.000 habitants, les Etats-Unis à l'inverse en comptent 136,55.

• LES DONNÉES REFLÈTENT-ELLES LA RÉALITÉ ?

Selon les experts s'appuyant sur diverses études sérologiques nationales, le nombre de personnes ayant contracté la maladie en Inde est probablement beaucoup plus élevé que ce que révèlent les données officielles. Une étude nationale réalisée entre décembre et janvier dans des quartiers urbains et ruraux du pays a révélé qu'environ 21,5% de la population, soit environ 280 mil-

lions d'individus, étaient porteurs d'anticorps.

Une étude publiée cette semaine conduite à New Delhi, l'une des villes indiennes les plus durement frappées par le virus, conclut que plus de la moitié des 28.000 participants produisait des anticorps.

• QUELLES MESURES PRISES ?

Les spécialistes redoutaient les ravages du Covid-19 dans les villes indiennes densément peuplées, aux mauvaises conditions d'hygiène. Le système de santé, chroniquement défectueux et sous-financé, faisait également craindre le pire. Dès le début de l'alerte épidémique, le gouvernement a mis en place des mesures pour contrôler la propagation du virus, en suspendant les vols internationaux et en imposant en mars l'un des confinements les plus stricts au monde.

Le port du masque a été rendu obligatoire dans de nombreux Etats, et des campagnes d'information sur les mesures à prendre pour éviter la contamination ont largement été diffusées. Les

mesures de restriction ont été progressivement assouplies à partir de juin afin de relancer une économie en souffrance. Des médecins des Etats du Gujarat (ouest), de l'Uttar Pradesh (nord) et de l'Andhra Pradesh (centre), de Delhi et Bombay - comptant plus de 330 millions d'habitants au total - ont déclaré à l'AFP avoir constaté une baisse significative du nombre de cas dans les hôpitaux.

A Delhi, le gouvernement affirme que 90% des lits dédiés aux malades du Covid-19 sont occupés. "Nous traitons en ce moment à peine 40-50 patients", confie à l'AFP Deven Juneja, médecin dans un grand hôpital de Delhi, évoquant "les longues files d'attente" du mois de juin.

• L'HYPOTHÈSE D'UNE IMMUNITÉ COLLECTIVE ?

Les experts ont déclaré qu'il était impossible d'expliquer le recul spectaculaire de la propagation du virus en Inde sans études approfondies concluantes. Mais de premières indications suggèrent qu'il s'agirait d'une situation

d'immunité collective, c'est-à-dire qu'une proportion significative de la population a été immunisée contre la maladie dans la plus vaste partie de l'Inde.

"Je crois comprendre qu'il y a suffisamment de personnes en Inde qui ont été exposées au virus. Et c'est peut-être la raison pour laquelle le nombre diminue", a déclaré à l'AFP le virologue Shahid Jameel. Le directeur régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Poonam Khetrapal Singh, lui, se veut prudent : "L'Inde est un pays vaste et diversifié, il est difficile d'attribuer la chute des cas à l'immunité collective". Depuis la mi-janvier, l'Inde vaccine sa population avec l'ambitieux objectif d'immuniser 300 millions d'individus d'ici juillet.

Les experts disent qu'il est trop tôt pour se réjouir de la situation en Inde. "Nous ne devons pas baisser la garde", prévient Poonam Khetrapal Singh. "Plus nous laisserons le temps au virus de se transmettre partout, plus élevé sera le risque de voir surgir de nouvelles souches. Il s'agit d'un risque réel, à l'échelle mondiale".

Quand pourra-t-on reprendre une vie normale ?

Serrer dans nos bras nos grands-parents, se réunir sans masque, embrasser ses amis... Peut-on espérer un retour à la normale ou à une vie similaire à celle que nous menions avant la pandémie d'ici la fin de l'année ? C'est la question à laquelle a répondu Katalin Karikó, biochimiste hongroise à l'origine des recherches qui ont permis de fabriquer les vaccins contre la Covid-19.



Femme Actuelle

L'année 2021 va-t-elle signer la fin des gestes barrières, du port du masque et de la distanciation sociale ? Nombreux sont ceux qui se posent cette question depuis quelques mois et depuis l'arrivée du vaccin contre la Covid-19. Selon la biochimiste hongroise Katalin Karikó, il serait possible de reprendre une vie normale prochainement grâce aux vaccins contre le coronavirus. Cette chercheuse est celle qui a réalisé des travaux pour élaborer des traitements et des vaccins basés sur la molécule de l'ARN.

Cette technologie, qui n'avait jamais été autorisée auparavant pour un vaccin, est utilisée par les vaccins contre le coronavirus de Moderna et Pfizer/BioNTech. Cette méthode consiste à utiliser une séquence génétique du coronavirus (ARN M). Cette information génétique est injectée dans une cellule, ce qui va permettre à l'organisme de produire la protéine virale Spike, à savoir celle du virus. Résultat : cela déclenche une réponse immunitaire en toute sécurité.

COVID-19 : QUAND POURRA-T-ON RETROUVER NOTRE VIE D'AVANT ?

"Ces vaccins vont nous permettre de sortir de cette pandémie. En été, nous pourrions probablement retourner à la plage, à la vie normale", a indiqué, au journal espagnol El País, Katalin Karikó. Bien qu'une grande partie de la population se méfie du vaccin, la biochimiste estime qu'elle ne refusera de le recevoir. "Et avec plus de 3

000 décès par jour aux États-Unis, je ne doute pas que les gens se feront vacciner. Surtout les personnes âgées", a-t-elle poursuivi.

Katalin Karikó n'est pas la seule à émettre cette hypothèse. La cheffe du service des maladies infectieuses à l'hôpital Saint-Antoine à Paris, Karine Lacombe, estime également que les vaccins pourraient nous permettre de reprendre une vie normale d'ici l'été. Elle a déclaré dans une interview accordée à l'Express que "d'ici cet été, l'épidémie du Covid-19 sera(it) jugulée".

Selon l'épidémiologiste Antoine Flahault, interrogé par France 24, un retour à la normale pourrait être estimé à l'automne 2021 "en cas de vaccination large". "Si on est capable de vacciner vite les personnes âgées et les personnes à risques, avec des comorbidités, alors on peut changer radicalement le pronostic du Covid-19 et en faire une maladie respiratoire très bénigne. Si la campagne de vaccination permet cela, alors on sera très vite débarrassé du problème", a-t-il développé.

LE VACCIN CONTRE LA COVID-19 PERMETTRAIT DE NEUTRALISER LES VARIANTES DU VIRUS

"Un point très important mérite d'être signalé. Au cours des essais cliniques, nous avons prélevé du sang sur les sujets vaccinés et créé des copies de la totalité des variantes du coronavirus présentes dans le monde entier. Le sang de ces patients, qui contient des anticorps, a réussi à neutraliser 20 variantes mutées du virus", a signalé au journal El País Katalin Karikó. Cela signifierait que le vaccin anti-Covid nous permettrait de lutter contre les souches du virus et pourrait sans doute nous permettre de retrouver notre vie d'avant.

Ni prime de rendement, ni couverture sociale Les enseignants contractuels et vacataires sans salaires depuis deux ans

S. M.

La coordination de wilaya des enseignants contractuels et vacataires de l'Education nationale monte au créneau pour dénoncer le retard dans le versement des arrières des salaires de 2019 et 2020 ainsi que la prime de rendement des quatre dernières années.

La patience des enseignants contractuels et vacataires de la wilaya d'Oran a désormais atteint ses limites. Les concernés, en colère, regrettent le traitement «inhumain» infligé par l'académie à cette frange qui s'est sacrifiée durant de nombreuses

années pour combler le déficit en encadrement pédagogique dans les établissements scolaires et en particulier dans les zones enclavées de la wilaya. Leurs délégués se plaignent de la précarité dans laquelle ces enseignants exercent sans bénéficier d'aucun avantage: ni salaires, ni prime de rendement encore moins une couverture sociale. «Nous avons été privés depuis 2017 de la prime de rendement par la direction de l'Education nationale. Pire, nous n'avons désormais plus la priorité au recrutement dans les concours vu que le critère de l'expérience professionnelle a été supprimé par la tutelle. Nous

vivons dans la précarité totale. Nos contrats peuvent être résiliés à n'importe quel moment par l'académie sans aucun dédommagement », déplorent les concernés.

La coordination réclame essentiellement l'assainissement de la situation de tous les enseignants contractuels et vacataires et le versement mensuel des salaires. Il est à noter qu'une ordonnance interministérielle (Education/finances) et DG de la Fonction publique est en cours d'élaboration pour autoriser le versement mensuel des salaires des enseignants contractuels et vacataires du secteur de l'Education nationale.

Ecole Zeddour Brahim Belkacem (Plateau) Les élèves menacés par l'effondrement d'un mur et d'un immeuble en ruine

J. Boukraa

Les parents d'élèves ainsi que le personnel de l'école primaire Zeddour Brahim Belkacem sise dans le quartier Sidi El Bachir ex-Plateau sont montés au créneau pour tirer la sonnette d'alarme sur une situation qui menace la vie de leurs enfants. Il s'agit, en effet, d'un mur d'une entreprise désaffectée et d'un immeuble en ruine toujours occupé par des familles, mitoyens à l'école et qui risquent à tout moment de s'effondrer sur la cantine de l'établissement. Face à une telle situation, les services de la commune n'ont eu d'autres recours que de fermer la cantine et une partie de la cour pour ainsi préserver la vie des écoliers.

Selon les parents d'élèves, le

danger est omniprésent à la moindre précipitation.

«Nous craignons pour la vie de nos enfants notamment en période hivernale où le moindre souffle de vent risque d'entraîner à la fois le mur et la bâtisse en ruine », assure un parent d'élèves. Ce dernier signale qu'une commission composée des représentants de la daïra, des services du secteur urbain et les services techniques de la commune a effectué une visite au niveau de l'école et avait décidé en urgence l'installation, momentanément, d'un grillage au niveau de la cour pour éviter aux écoliers de se rapprocher du mur. Un provisoire qui dure, puisque jusqu'à présent aucune initiative n'a été prise pour rouvrir la cantine scolaire et une partie de la cour

de récréation. «Faut-il qu'un drame arrive pour que les responsables concernés bougent et entament la démolition de ce mur et le relogement des familles pour pouvoir raser l'immeuble en ruine», s'interroge notre interlocuteur qui signale au passage que «la situation évolue dangereusement chaque année avec la dégradation constante du mur qui menace de tomber à tout moment ».

En Algérie, c'est le vieux bâti et l'habitat précaire qui occupent une place prépondérante dans le classement macabre des causes à l'origine de plusieurs décès, déplorés chaque année à travers le territoire national. Le nombre de décès en raison de la vétusté des différentes infrastructures est en train d'augmenter de manière effrayante.

CCIO-Complexe de l'industrie des textiles «Tayal SPA» Signature prochaine d'une convention-cadre

K. Assia

Une convention-cadre entre la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie (CCIO) et le complexe intégré des métiers du textile «Tayal» SPA sis dans la wilaya de Relizane sera signée prochainement. A ce titre, une rencontre a été organisée hier au siège de la CCIO et a regroupé les cadres, les élus et les consultants et experts de la CCIO et également le directeur des relations publiques du complexe Tayal SPA. Une occasion pour passer en revue les grands axes de cette convention qui sera signée prochainement de quoi renforcer les passerelles de col-

laboration et de formation avec un programme d'événements scientifiques et de veille économique.

En explicitant les missions d'accompagnement et de formation des Chambres de commerce et d'industrie (CCI), le directeur de la CCIO M. Bounaâma a rappelé la grande expérience des chambres en matière de formation et de perfectionnement précisant que depuis 1969, celles-ci ont formé de nombreux cadres algériens. Ce projet de convention s'inscrit désormais dans le sillage des actions initiées pour promouvoir la formation, la mise à niveau et le perfectionnement rappelant ainsi le parterre des professeurs et d'experts de renom de

la CCIO. Prenant la parole, le directeur des relations publiques de Tayal SPA a salué pour sa part l'apport et la contribution de l'université algérienne dans la formation des cadres soulignant ainsi que joindre le développement à la recherche est une éventualité. Par ailleurs, le vice-président de la CCIO M. Rachid Aït Habib a tenu à remercier les responsables du complexe de l'industrie des textiles Tayal pour son aide dans la gestion de la crise du Covid-19. Notons que parmi les professeurs et experts de la CCIO présents à cette rencontre, le professeur Amroun, le professeur Naït Bahloul, le professeur Chouam et maître Benabdellah, entre autres.

Cinéma, échanges linguistiques, cours de guitare... Un riche programme d'activités à l'institut Cervantès

Dans la continuité de son programme, l'institut Cervantès d'Oran prévoit plusieurs activités culturelles et éducatives.

Des échanges linguistiques ont été lancés par cet établissement en collaboration avec le département des études islamiques et arabes de l'université d'Alicante.

Ces échanges profitent à titre gracieux aux étudiants de Cervantès d'Oran et de Mostaganem. Aussi «à la fin du mois de février il est prévu le lancement du programme cinéma du jeudi à l'institut Cervantès d'Oran, c'est-à-dire : chaque jeudi il y a une projection d'un film espagnol dont tous les détails seront publiés sur la page Facebook de l'institut qui offre aussi des cours

de guitare espagnole», a-t-on appris de cette structure.

Dans le cadre d'un projet de recherche de l'université de Cáceres, une traduction en langue arabe du livre Libro Pico de la cigüeña a été faite par une étudiante en master 2 (département d'espagnol) sous la supervision des professeurs d'arabe et des

philologues espagnols. Le but du projet est de traduire ce livre de 12 contes populaires espagnols en différentes langues. Ce livre est actuellement dans les librairies à un prix de 1200 dinars. L'institut a aussi pris en charge un étudiant nécessiteux qui rêve de devenir un professeur d'espagnol, ajoute notre source. J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

SENDID Houari, 54 ans, El Hamri
BERRADJ Otmane, 82 ans, rue Colonel Amirouche
BOUGUIR Aek, 72 ans, Albert 1^{er}
BENARIBA Abdelhafid, 50 ans, Choupot

Horaires des prières pour Oran et ses environs

06 rajab 1442

El Fedjr 06h22	Dohr 13h17	Assar 16h23	Maghreb 18h52	Icha 20h10
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Oran Est

Un faux dentiste arrêté

K. Assia

Un faux dentiste âgé de 34 ans qui exerçait illégalement à Oran Est a été arrêté par les éléments de la brigade criminelle de la police judiciaire de la sûreté d'Oran. Le mis en cause s'adonnait à une activité réglementée sans aucun agrément, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de la communication de ce corps sécuritaire. L'affaire a été ouverte à la suite de renseignements parvenus aux policiers indiquant qu'un individu utilise un appartement qu'il a loué pour exercer de la chirurgie dentaire.

La perquisition ordonnée par le tribunal a permis de mettre la

main sur des équipements et des produits pharmaceutiques utilisés dans le domaine médical. Des injections, des seringues, de l'anesthésie et autres produits ont été découverts sur place en plus d'un montant de 42 millions de centimes. L'opération s'est déroulée en présence d'un docteur chirurgien-dentiste et membre de conseil de déontologie de toute la région ouest lequel a confirmé que le suspect n'a aucun rapport avec cette profession.

Il sera présenté au tribunal pour exercice d'activité réglementée sans agrément, mise en danger de la vie d'autrui et non-respect des mesures préventives contre la pandémie.

Bir El Djir

Les auteurs de cambriolage de magasins écroués

Suite à des plaintes déposées par 13 victimes pour cambriolage de magasins, les éléments de la sûreté de daïra de Bir El Djir ont réussi à neutraliser une bande de malfaiteurs composée de cinq individus âgés entre 20 et 25 ans. Les auteurs se sont spécialisés dans le cambriolage des magasins en opérant la nuit. Les recherches ont permis d'identifier l'un des membres du réseau qui lors de son interrogatoire a reconnu le reste de la bande. Les mis en cause ont été arrêtés et présentés au tribunal où ils ont été écroués pour cambrio-

lage de magasins et dégradation de biens d'autrui. D'autre part, deux individus âgés de 21 et 37 ans formant une association de malfaiteurs ont été arrêtés par les services de la 17^{ème} sûreté urbaine pour vols multiples sous la menace d'armes blanches et qui ont fait 13 victimes. Une plainte a été déposée par l'une des victimes qui a déclaré avoir été délestée de sa moto par des individus armés de couteaux. Ils ont été présentés au tribunal pour vols et coups et blessures volontaires et ont été écroués.

K. A.

Après avoir percuté un étudiant Un chauffeur de taxi interpellé pour délit de fuite

K. Assia

Trois jours après l'accident qui a coûté la vie à un étudiant universitaire, un autre drame a été évité avant-hier dans le quartier du Plateau et précisément à la rue Bachiri Mohamed. Un véhicule taxi a percuté un étudiant de 26 ans avant de prendre la fuite, a-t-on appris de sources sécuritaires. Atteinte de contusions à

la jambe, la victime a été évacuée aux services des UMC où il a été pris en charge. Toutefois, l'enquête ouverte par les services de la sûreté d'Oran a permis d'identifier le chauffeur de taxi qui a été interpellé. Les enquêteurs ont découvert qu'il n'avait ni carnet de places ni assurance. Il fait l'objet de procédure judiciaire pour délit de fuite et son dossier a été transmis au parquet.

TIARET

Col de Guertoufa : les travaux entraînent toujours Lancés depuis plus de deux années, les travaux de protection de l'entrée nord de la ville de Tiaret contre les éboulements rocheux entraînent toujours.

El-Houari Dilmi

En effet, une enveloppe a été dégagée début 2019 par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville d'un montant de 100 milliards de centimes pour trouver une solution définitive au sempiternel problème des éboulements rocheux à l'entrée nord-ouest de la ville de Tiaret, à hauteur du col de Guertoufa. Mais les travaux, qui consistent en l'installation de plaquages (pose de grillage et de tiges)

et le broyage des gros blocs de pierre sur une distance de quatre kilomètres afin de stabiliser les parois rocheuses et éviter ainsi les éboulements, n'avancent pas au rythme souhaité par les usagers de la route de ce tronçon routier névralgique, sur la RN 23 reliant Tiaret à Oran.

Les travaux de protection des falaises du col de Guertoufa, sur une distance de 4 kilomètres, sont à l'arrêt depuis plusieurs mois.

Supervisés par le bureau d'études «Saeti», appuyé par le laboratoire d'Oran

(LTPO), les travaux consistent en la pose de grillage, déroctage (pulvérisation des gros blocs de pierre), la pose de tiges, fixation et stabilisation de roches.

Plusieurs éboulements rocheux ont déjà été enregistrés sur ce tronçon, véritable coupe-gorge pour les automobilistes, le dernier en date remontant à mai 2019 quand des gros blocs de pierre se sont détachés pour débouler sur la chaussée, obligeant à sa fermeture pendant près d'une semaine et la circulation détournée.

Plus de 6 quintaux de yaourt et de fromage saisis

El-Houari Dilmi

Une commission d'enquête a été dépêchée mardi par la direction régionale du groupe «Giplait», après la saisie par les services de la direction du commerce d'une grande quantité de produits laitiers pé-

rimés. En effet, destinés à être livrés à une institution publique, plus de six (06) quintaux de yaourt et une quantité de fromage périmés ont été saisis dans les entrepôts d'une laiterie.

Les services de la direction du commerce ont ouvert une enquête en colla-

boration avec les services de sécurité compétents. Hier matin, les livreurs de lait cru étaient toujours bloqués devant la laiterie de «Sidi Khaled», dans la zone industrielle de Zaâroura, au moment où la commission d'enquête, dépêchée d'Oran, se trouvait toujours sur place.

CHLEF

Des chercheurs d'or clandestins arrêtés

Bencherki Otsmane

À la suite d'informations parvenues à la brigade de gendarmerie de Bouzghaïa faisant état de la présence, la nuit, d'un groupe de personnes munies de matériels de prospection, les

gendarmes se sont rendus au douar de « Djafria » dans la commune de Bouzghaïa. Ils ont surpris 6 individus, âgés entre 29 et 69 ans, en pleine action de prospection à la recherche d'or. Ils étaient en possession d'appareils de détection de métaux avec leurs

accessoires et quelques grammes de métal jaune. Les mis en cause ont été présentés devant le procureur près le tribunal de Ténès. Ils sont poursuivis pour association de malfaiteurs, détention illégale de matériel sensible et prospection sans autorisation.

Plus de 4 kg de kif saisis

Abbad Miloud

Des informations émanant de citoyens sont parvenues à la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de Chettia relevant de la sûreté de la wilaya de

Chlef, faisant état de la présence d'un réseau de commercialisation de drogue au niveau de plusieurs wilayas du pays. Immédiatement, les policiers ont diligenté une enquête approfondie qui leur a permis de procéder à l'ar-

restation de trois suspects au niveau d'une wilaya de l'ouest du pays. Les mis en cause, âgés entre 18 et 37 ans, étaient en possession de plus de 4 kg de kif traité. Ils ont été présentés, avant-hier, devant la justice.

MOSTAGANEM

Des projets pour fluidifier la circulation

Une enveloppe financière de 2,3 milliards DA a été consacrée pour l'aménagement des routes et le désenclavement des zones d'ombre de la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Le programme de développement qui concerne 113 zones est financé dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, au titre de l'année écoulée et des plans communaux de développement (32 communes) des années 2020 et 2021.

Il a été procédé, jusqu'à présent, selon les services de la wilaya, à la réception de 32 opérations de développement (124 kilomètres) dans le cadre

de ce programme qui vise l'aménagement et la modernisation des routes et parcours sur une distance globale, estimée à 274 kilomètres.

Vingt-sept (27) autres opérations, initiées dans le cadre de ce programme dont les travaux d'aménagement et de revêtement de 94 kilomètres sont en voie de lancement, touchent 23 localités et douars classés en tant que zones d'ombre, a ajouté la même source.

Les services de la wilaya ont indiqué que le wali de Mostaganem, Aïssa Boulahia a visité lundi une partie de ces projets et a procédé à la mise en service d'une voie d'évitement reliant l'autoroute Est-Ouest et le port de Mostaga-

nem au niveau de la commune de Oued Lakhdar.

Le chef de l'exécutif de la wilaya a également visité le projet d'aménagement du chemin de wilaya (CW 13) dans son tronçon reliant cette collectivité locale et la RN 90 sur une distance de 11 kilomètres pour une enveloppe financière estimée à 100 millions DA.

Selon la même source, ces deux (2) projets contribuent à fluidifier la circulation automobile de et vers la commune de Oued El kheir, à désenclaver et à faciliter le déplacement des populations des quatre (4) zones enclavées à savoir «Dissa», «Sidi Ladjel», «El Mghatit» et «Slamnia», a-t-on fait savoir.

TLEMCEM

Des ossements de chouhada réinhumés aujourd'hui

Khaled Boumediene

À l'occasion de la commémoration de la Journée nationale du chahid, qui correspond au 18 février de chaque année, des ossements de 05 chouhada de la guerre de libération nationale seront inhumés, aujourd'hui, lors d'une cérémonie officielle au carré des Martyrs du cimetière de Hennaya, en présence du wali de Tlemcen, Amoumène Mermouri, du président de l'APW, Nacéri Sid-Ahmed, du secrétaire général de la wilaya, Menia Djamel, des autorités militaires et judiciaires de la wilaya de Tlemcen, des représentants des organisations de la famille révolutionnaire et de nombreux élus et citoyens.

Selon la direction des moudjahidine et des ayants droits de Tlemcen, les restes des corps de chouhada de la guerre de libération na-

tionale qui ont été exhumés, le 31 janvier 2021, au mont de Sidi-Sofiane dans la localité de Sidi-Driss de la commune de Béni-Khellad, située à un jet de pierre de Honaïne, appartiennent aux martyrs Hadj Abdelkader Mohamed (Ould Mazouni), Bencheikh Lakhdar, Belbachir Mohamed, Ahmed Belhadj Mohamed et Belhrir Yekhef. Selon plusieurs témoignages, les soldats français auraient utilisé des gaz de combat pour déloger, en 1960, ces combattants qui utilisaient cette cavité naturelle à l'abri des regards pour s'y réfugier ou y stocker des armes. Les ossements de ces martyrs ont pu être exhumés suite à de nombreux appels lancés par des moudjahidine.

Le transfert des ossements des chouhada exhumés vers l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Remchi a été effectué par

les éléments de la protection civile de Remchi et les services de la Gendarmerie nationale, en présence des membres des familles des martyrs, après l'achèvement des formalités administratives, judiciaires et médicales. Il faut rappeler dans ce contexte que cette région révolutionnaire est réputée pour sa grande bataille de Fellaoucène qui a eu lieu le 20 avril 1957 au mont Fellaoucène, qui avait duré trois jours. Lors de cette confrontation, les combattants de l'ALN avaient occasionné d'importants dégâts aux forces coloniales. A noter qu'un riche programme a été concocté par les autorités de la wilaya de Tlemcen afin de commémorer cette journée historique, qui symbolise la fidélité aux milliers d'Algériens qui ont sacrifié leur vie pour que vive l'Algérie libre et indépendante.

EL-BAYADH

Des travaux pour l'aménagement de 120 km de pistes

Une opération d'aménagement de pistes sur une longueur de 120 kilomètres a été lancée dernièrement dans la wilaya d'El-Bayadh, a-t-on appris mardi auprès de la conservation des forêts.

Dans le cadre de cette opération de développement, dont les travaux ont été confiés à l'entreprise régionale de génie rural, plus de 99 km de ces voies se situent dans les zones d'ombre, a indiqué à l'APS le chef de service gestion des ressources, études et programmes à la conservation des forêts, Djebbari Mohamed.

Cette opération, qui a

nécessité une enveloppe budgétaire de 145 millions de dinars dans le cadre du Fonds national de développement rural et dont les travaux devront être achevés avant la fin de cette année, touchera 11 zones d'ombre, selon la même source.

D'autre part, des travaux d'aménagement de pistes forestières sur une longueur de 50 km ont été lancés dernièrement, dont 17 km confiés à l'entreprise régionale de génie rural ont été achevés, a-t-on fait savoir, soulignant que cette opération dotée d'une enveloppe de 50 millions DA touche les communes d'El-Bayadh,

Boualem et Stitene. Une seconde opération sera lancée au courant de cette année, concernant l'ouverture de pistes forestières dans les communes de Boualem sur une longueur de 30 km pour un coût de 36 millions DA et de Arbouat.

D'autre part, plus de 100 familles des zones d'ombre bénéficieront de l'électricité utilisant l'énergie solaire, notamment dans les zones de «Adjidj» à Brizina, «Chaabet Lahmar» (Stitene) et «Bettim» et «Hammara» dans la commune de Sidi Amar, en plus d'Oum Khrar, dans la commune de Kef Lahmar.

BECHAR

10 milliards DA pour la réalisation d'un CHU

Une enveloppe financière de 10 milliards de DA a été dégagée par l'Etat pour l'étude et la réalisation d'un centre hospitalo-universitaire (CHU) à Bechar, a-t-on appris hier de la direction locale de la Santé et de la Population (DSP).

Après la levée du gel sur cet important projet, un comité technique a été mis en place pour la concrétisation de cette opération, présidé par le chef de l'exécutif de la wilaya, et il a été procédé au choix d'une assiette foncière de 24 hectares pour l'implantation de ce futur CHU de rayonnement régional, a indiqué le DSP par intérim, Moulay Abderahmane.

Ce projet de CHU, tant souhaité par la population et les professionnels de la santé, renforcera la prise en

charge des soins, de médecine générale et spécialisée, en plus de permettre la formation théorique et pratique des futurs professionnels médicaux, personnels paramédicaux et chercheurs en sciences médicales dans le Sud-ouest, et ce en étroite coordination avec la faculté de médecine de l'université «Tahri Mohamed» de Bechar, a-t-il souligné.

Cette structure hospitalo-universitaire d'une capacité de 600 lits, est déjà confortée par l'existence de plusieurs structures hospitalières d'importance, à l'exemple du centre régional anticancéreux, l'hôpital «Mohamed Boudiaf» dédié à la sante Mère-Enfant, la clinique ophtalmologique de l'amitié algéro-cubaine, et des projets hospi-

taliers en voie de réalisation dans la wilaya, a ajouté M.Moulay.

Il s'agit des projets d'un hôpital de 120 lits au chef lieu de daïra d'Abadla dont les travaux sont à 60% d'avancement et qui a bénéficié récemment d'une opération d'acquisition des équipements, et d'un hôpital psychiatrique de 120 lits à Bechar dont les travaux sont à 75% d'avancement et qui vient lui aussi de bénéficier d'une opération d'équipement au titre de l'année budgétaire 2021, a précisé le responsable.

Outre ces structures de santé, deux autres hôpitaux de 60 lits chacun vont être ouverts dans la région frontalière de Béni-Ounif et à Kerzaz, dans le cadre du renforcement de la carte de santé de la wilaya.

APARTEMENTS

■Vends ou loue, à Oran USTO, F3, 84 m², 2^e étage, situé sur Bd, libre de suite. Pour visite – Tél : 0667.62.22.63. Pas de courtiers ni intermédiaires. SVP

■ Cherche location F2 HLM, Castors, St-Eugène, Bel-Air, Dar El Beida – Oran – Tél : 0550.56.32.37 -0776.35.00.82

■A vendre F4 au 2^e étage, neuf, dans un immeuble privé, situé à Haï Ferhat. Boulanger/Oran – Tél : 0561.66.60.80 - 0549.39.34.37

■Couple sans enfants cherche location pour habitation, à Oran ou environs – Tél : 0555.20.05.90

■Location F3 résidence Ribano, cité sécurisée et fermée, à côté rond-point Pépinière. Bir El Djir, 30 000 DA/mois – 0541.33.08.31.

■A vendre des appartements promotionnels F4 sup 107 m² au 2^e/3^e et 4^e, dans une résidence privée, à Bir el Djir, Oran. Prix 1,4 Mds – Tél : 0555.63.57.32

■A vendre appartement F4, 1^{er} étage, acté à Haï Chouhada (Haï Sabah) bien situé sur Bd du Tram, bien ensoleillé -Tél: 0662.79.42.61

■A vendre F2 sup 56,5 m², 02 chambres + salle de bain + toilettes, grande cuisine + séchoir, Haï el Yasmine, rond-point Dubaï, 9^e étage avec ascenseur, bloc très calme –Tél : 0779.21.04.15 -0540.29.00.47

■A vendre appartement F3 à Bir El Djir, 4^e étage avec ascenseur, acté, propre, ensoleillé, avec 2 balcons libre de suite –Tél : 0770.40.19.72

■A vendre appartement F3, superficie 67 m², bien aménagé, bien ensoleillé, situé derrière l'hôtel 'Vendôme', Khaled. Prix après visite – Tél : 0696.98.55.86

■Vends appart F4 Bel-Air 95 m², avec ascenseur, cité Houari Bel Houari + vends terrain 220 m² Pépinière + lot 250 m² Bel-Air + lot 253 m² St-Eugène + MM 120 m² Bir El Djir + local 35 m² rue Ben M'hidi + F2 65 m² Miramar 1^{er} + F4 RDC 130 m² Bd Benzerdjeb + studio 35 m² Gambetta 1^{er} étage – Cabinet Immo : 041.36.16.43/ 0558.07.92.16

■A louer appartement neuf à Belgaïd, 131 logts LPA, à côté U niversité Droit, au 3^e étage, sup 73 m². Prix 30.000DA/mois, durée d'un an – Tel : 0667.23.34.14 -0559.43.10.35

■Vends appartement F4 modulable en F5, très bien situé, à côté du feu rouge Tarbiaa. Superficie 143 m² au 7^e étage, avec 3 faç – Tél : 0795.19.44.24

■A louer appartement F3 avec buanderie 2 sanitaires, au 2^e étage dans une villa située à Canastel en face hôpital pédiatrique / Oran –Tél : 0551.92.43.05

■Vends niveau villa F5, 18m x 12,50 au 1^{er} et 2^e terrasse, Choupot 2F, 2 terrasses. Aussi appart promo 3^e étage F5, devant gare SNCF, Plateau – Oran – Tél : 0773.63.98.70

■Immeuble privé au centre-ville d'Oran met en location des chambres pour une ou deux personnes (juste pour femmes et enfants) –Tél : 0793.71.32.99

■A vendre 3 Appts F5, 174 m² avec 4 balcons + garage individuel de 26 m², 3 façades + F3 123 m² + terrasse de 50 m². Au 1^{er}, 2^e, 3^e dans un immeuble de 4 étages et F5. au 4^e – F3 cuisine équipée, à Hachimia Belgaïd – 0550.96.08.41

■A vendre à ORAN à Lotfi/ centre-ville, F4 meublé de 130 m² au 7^e étage avec ascenseur, 3 façades, 3 chambres avec balcon individuel, grand salon, salon à manger, cuisine, SDB, toilettes et placard Prix : 1 Milliard 950 millions – Tél : 0560.19.75.28

■A louer pour couple appartement grand standing, 1^{er} étage dans une maison de maître, porte fermée, 2 grands salons, 1 pièce, SDB, cuisine, cour, Oran. Boulevard Chakib Arslane – Tél : 0661.21.12.31

■A louer appart F3 de 3 pces, hall, 2 balcons, 2 faç, bien aménagé pour profession libérale, au 1^{er} étage + Studio (2 pces) balcon, sanitaires, 3^e étage pour profession libérale, situés dans une villa à avenue de Canastel, Gambetta Oran. 0798.85.84.28

■Loue F2 de 60 m² Grand-Terre Oran, face salle de fêtes 'Afra el Djazaïr' SDB, eau chaude, chauffage et clim, Internet, fermé, parking sécurisé, prix 35.000.00 DA/mois – Tél : 0771.79.75.37 – 0552.96.07.68

■Cherche appartement à acheter au centre-ville d'Oran de préférence Front de mer et environs – 0541.93.49.87

■Promotion immobilière «EMI TURKISH» vous propose des appartements haut standing de type F2/F3/F4/F5 en vente sur plan au niveau de la forêt « El Menzah » (ex-Canastel) ORAN. Contactez-nous sur 0770.96.45.63/64 ou sur Fixe : 041.83.84.26

LOCAUX

■Loue locaux de 25/61/65 m² revêtement dalle de sol, plafond BA13, spots, rideaux électriques, situés à Hai Ferhat, Boulanger/ Oran – 0561.66.60.80 - 0549.39.34 .37

■A vendre local de 35 m² façade sur grand boulevard + magasin + terrasse, idéal pour café-téria, un petit restaurant, bureau... etc. situé à cité Petit, en face de la gendarmerie régionale – tél : 0783.10.62.86 – 0542.68.15.04

■A louer local de 25 m², bien aménagé à 15m de grand boulevard entourant café 'Havana', Millénium 2, Pépinière Oran, convient pour bureau, quincaillerie, coiffure, cosmétiques ... etc. Prix : 20.000- DA/mois – Tél : 0552.47.37.92 - 0550.26.38.77

■A louer dépôt à cité Petit. Sup 25m² – Tél : 041.74.66.70-0542.26.01.14

■Local à louer de 55 m² aménagé avec sanitaire prix 16000,00 DA prix fixe à Belgaïd – Tél : 0778.41.72.77

■Promotion immobilière loue des locaux commerciaux et vends des services aménagés en F3, SDB, et WC, à Belgaid (près de la mosquée Machaalh), nouveau pôle urbain, Oran – tél : 213.770.338.576

■A vendre à bel Air, ORAN, à 50 m du bd Froment Coste, local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1^{er}) acté, entrée indépendante et place de parking, au RDC, bureau P-DG, grand openspace, 2 SDB. Convient à fonction libérale avec plusieurs lignes de téléphones et Wifi. Prix : 1 Milliard 950 Millions – Tél : 0560.19.75.28

VILLAS

■Canastel Loue 02 beaux studios ensoleillés + loue bel niv villa F3 + hall TB aménagé à usage bureaux ou habitation + Vds villa R+1 + gar 300 m² D.F convient promotion immobilière – Tél : 0555.81.74.54

■Vends villa à Belgaïd, 145 m², R+2 dans une résidence promotionnelle clôturée, avec poste de contrôle à l'entrée, surveillance H24, toutes commodités, nouvelle construction libre de suite. Prix 5 milliards – Tél : 0781.97.00.50

■A.V ou échange très belle villa, dans un endroit résidentiel, à Misserghine, cité Zabana, actée + L.F. sup 225 m², R+1 : 5 pces, 2 gds salons, TB cuisine avec gd séjour, hamam avec serpent, douche jacuzzi, 2 sanitaires, 1 ga 2 voitu, jardin avec arbres fruitiers, climatisation, caméra, 1 gde buanderie, avec cgls terrasse contre appart + suppl. SVP prix après visite – Tél : 0698.64.57.49 – 0791.83.23.50

■Tlemcen : vends villa, façade sur route principale commerciale, actée, permis de construire, conformité, livret foncier située près des ruines Mansourah – Tlemcen Tél/ : 0555.27.39.43 / 0699.05.77.37

■Tlemcen : échange villa haut stand, centre tlemcen, const récente toutes commod et habitable de suite, contre appart à Hydra ou carcasse. Etudie toutes propositions - Tél : 0555.27.39.43 / 0699.05.77.37

■Tlemcen : vends villa haut stand, const- récente, 300 m², centre Tlemcen, toutes commod. chauffe-central, bache à eau, tél, Internet, garage, stationnement sécurisé, actée, permis const- conformité, livret foncier -Tél : 0555.27.39.43 / 0699.05.77.37

EMPLOIS

■On a besoin d'une fille qualifiée avec expérience pour faire tous les types de salés, dans un atelier à Choupot – 0798.63.98.47

■Société privée à Oran recrute recrute : un Ingénieur en électronique (connaissance dans la détection incendie), un Architecte (maîtrise Autocad 3D, BIM, dimensionnement réseau incendie) un électricien – Envoyez vos CV à l'adresse suivante : recrute@cpp-dz.com

■Société privée à Oran recrute : une Assistante commerciale diplômée ayant déjà travaillé dans ce domaine avec exp. 3 ans minimum. Envoyer Cv : recrutementdz@yahoo.com

■Entreprise BTP à Oran recrute secrétaire expérimentée maîtrisant l'outil informatique Word – Excel et gestion dossiers des marchés. Envoyez Cv à : emploiibtporan@yahoo.com. Contact : appelez heures de bureau 0770.87.00.17

■Bureau d'études cherche juriste habitant environ Seddikia – Oran – Mail : gef019@yahoo.fr

■Hôtel à Bir el Djir recrute des réceptionnistes hommes, femmes de ménages, qualifiés – contacter le 0668.46.63.65

■Pizzeria restaurant à Oran cherche plaquiste qualifié et femme de ménage sérieuse, disponible de suite – Tél : 0550.93.51.49

■Entreprise privée, à Oran, recrute en urgence, des monteurs en charpente métallique ayant de l'expérience. Nous téléphoner au : 0559.56.93.50

■Entreprise sise à Es-Senia recrute : Un contrôleur qualité laboratoire, expérimenté dans la production alimentaire (conserverie), 05 opérateurs sur machines expérimentés, une hôtesse d'accueil maîtrisant l'anglais, un responsable appros maîtrisant la stratégie achat, appros et stocks. Adressez vos CV à : recrutement.bcfconserverie@gmail.com

■Clinique médico-chirurgicale recrute une(e) pharmacien envoyer Cv au Fax : 041.24.36.59

DIVERS

■A louer numéro de taxi, à Oran – Tél : 0668.90.62.22

■Ecole Hammamouche agréée vous propose formations en coiffure, onglerie à gel UV, chignons, coupes, maquillage, éducatrice d'enfants, cuisine, gâteaux, pâtisserie, viennoiserie, pizza. Contactez-nous au : 0557.73.87.83 - 0793.69.84.79

■L'Institut Maacharek el Maarifa organise un séminaire sur le diagnostic stratégique de l'entreprise et ce, en adéquation avec la nouvelle approche économique nationale. Pour vos inscriptions contactez-nous au 041.61.45.11/ 0668.82.89.21 – Email : maacharekelmaarif@gmail.com

■UniBeauté Ecole de Formation professionnelle, lance des Formations en Esthétique : Visagisme, Maquillage, Massage, Soins du visage, épilation, Manucure et Pédicure, Tél : 041.83.41.41 / 42.42 / 0770.00.53.43 Adresse : 04 Rue, Ezzaoui Mustapha Gambetta, Oran

■UniBeauté Ecole de Formation professionnelle, lance des Formations en coiffure Dames : Technique de coiffage, Visagisme, Coupe, Coloration, Chignons, Traitement capillaire - Tél : 041.83.41.41 / 42.42 / 0770.00.53.43 Adss : 04 Rue, Ezzaoui Mustapha Gambetta Oran

VEHICULES

■A vendre 1 camion FOTON 4X2/2010, 1 porte-chars 32T Sonacome, 1 niveleuse FAUN-FRICH, 1 rouleau mixte 9T, 1 remorque benne Sonacome – tél : 0665.40.91.31

■Achat véhicules accidentés ou en panne légers et lourds Tél : 023 24 33 83 / 0550 59 03 60 0771 39 49 82

PENSÉE

Les jours, les mois s'écoulent, cela fait 5 ans que nous as quittés à jamais pour un monde meilleur le fils, le frère, le neveu et l'ami fidèle au cœur tendre et généreux **TABET ZATLA Abderrahmane** Tu resteras à tout jamais vivant dans nos cœurs. Repose en paix Une pieuse pensée de tous ceux qui l'ont connu et apprécié *Ta chère maman « Tiha ».* **Abdou toujours dans mon cœur**



REMERCIEMENTS

Les familles **BELKADI** et **LAHROUR** remercient, cadres, personnel de ministère de la Santé, cadres et personnel des CHU d'Oran et CHU Stéf, M. BELOUARET Salah et toutes les personnes qui ont compati, de près ou de loin, à notre douleur suite au décès de leur cher et regretté père **M. BELKADI Noureddine** ex DG de CHU d'Oran et CHU Stéf, survenu le 12 février 2021 **إنا لله و إنا اليه راجعون**



PENSÉE

On dit qu'avec le temps les souffrances s'estompent mais notre douleur est toujours aussi vive, notre chère mère **Mme Veuve GRAINE Mekioussa née Mammeri** Déjà 05 mois que tu nous as quittés pour un monde meilleur laissant, derrière toi, un grand vide que nul ne peut combler. Tes enfants et tes petits-enfants demandent à ceux et celles qui l'ont connue une pieuse pensée en sa mémoire. *Ta fille Djoudjou*



40^{ème} JOUR

40 jours se sont écoulés depuis la disparition à jamais de notre chère et regrettée épouse, mère et grand-mère **Mme BENKENANE née HASSAM Zineb** Décédée le 06 janvier 2021 en laissant, derrière elle un immense vide irremplaçable. Son souvenir reste gravé à jamais dans nos cœurs. Son époux **BENKENANE Benaouda**, ses fils Salah, Sofiane, Abdelhak et sa fille Karima et ses petits-enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Puisse Dieu Le Tout-Puissant l'accueillir en Son Vaste Paradis. **الله يرحمها**



Importante société spécialisée dans les matériaux de construction à la recherche des profils suivants :

- Ingénieur en Electromécanique
- Ingénieur en Electricité industrielle
- Chef de chantier bâtiment
- Coffreurs-ferrailleurs
- Maçons

Salaire motivant Exigences nécessaires :

- Diplômé dans le domaine
- Expérience exigée
- Disponibilité immédiate
- Résidant à Oran.

- Pour toutes personnes intéressées veuillez envoyer vos Cv à cette adresse mail : oran.recrute2021@gmail.com

IMPORTATEURS ET INDUSTRIELS

Notre Laboratoire d'Analyse de la Qualité des équipements et produits industriels Centre d'Expertise qui est agréé auprès du Ministère du Commerce vous propose ses services pour l'établissement de certificats de conformité de vos produits et équipements importés par des essais et vérifications selon les normes en vigueur. N'hésitez pas à nous contacter.

Laboratoire d'Analyse De la Qualité

Equipements Industriels Agrément Ministériel N°025 du 09/01/2013 Laboratoire accrédité ISO 17025 74, avenue de Sidi Chami, Bastié Oran Tél : +(213) 0661210703/ +(213) 041853275 E-mail : info@centrexpertise.com Site : www.centrexpertise.com

Réseau AudiFel شبكة أودي فال الأجهزة الطبية لتقوية السمع		www.audifel.com Made in Germany	
من أجل نقص سمع الأطفال والكبار والمسنين. AudiFel vous fait un test prothétique gratuit أودي فال تفحص سمعكم مجاناً لبرمجة السماعة.			
قسنطينة - سعيدة - تلمسان 06 61 10 35 03	عنابة - الجزائر 06 61 10 35 02	وهران 06 61 10 35 01	
سطيف - شلف - بجاية 06 61 10 35 05	تيارت - مستغانم - غليزان 06 61 10 35 04	مع تحيات فائل	

EL TARF

Des protestataires bloquent la route

A. Ouélal

La journée du mardi, pour le moins contraignante pour le trafic routier sur la RN 44, est bloquée en trois endroits différents. Si du côté de Bouromana, commune de BenM'Hidi, à hauteur du rond-point menant vers Asfour et le chef-lieu de wilaya et Bir H'Nech; commune d'Echatt, les contestataires

concernant le logement rural, ont libéré la route nationale au bout d'une heure, du côté de Borj Samar à hauteur de la ferme Sédraya Mokhtar, ce sont une vingtaine de jeunes, avec cinq tracteurs qui ont bloqué cette route nationale. Ces derniers ont réclamé la venue du wali pour lui faire part de certaines revendications, entre autres, disposer d'une parcelle de terre des 50 ha, une ferme qui

appartenaient au CNIAG, dissoute depuis de nombreuses années. Les contestataires ayant bénéficié d'un matériel agricole avec l'ANSEJ, voudraient travailler pour rembourser leurs créances. Des agriculteurs de la région, nous ont déclaré « qu'il y a de la manipulation dans l'air, que des gens sont derrière cette agitation dans le but de disposer des étables qui se trouvent sur ces terres..... »

TÉBESSA

Monoxyde de carbone : 4 personnes secourues

Ali Chabana

Les éléments de la Protection civile de l'unité de Bekkaria sont intervenus, tôt ce mardi, pour évacuer une famille de 4 personnes (29-85 ans), après son intoxication due au monoxyde de carbone. Les victi-

mes ont été transférées aux urgences médicales 'Dr Youcef Boutarfa' d'El Djorf, à Tébessa.

Depuis le début de l'hiver, la Protection civile a procédé à plusieurs interventions de secours, suite à des asphyxies de gaz.

Une mort silencieuse qui, chaque

saison d'hiver, encourait des risques aux usagers d'appareils de chauffage, qui faut-il le répéter et par mégarde, omettaient d'observer les précautions nécessaires, notamment en ce qui concerne l'aération des pièces, dotées d'appareils fonctionnant au gaz naturel ou au butane.

FERDJIOUA

L'hôpital ouvre un centre de vaccination

B. Bousselah

Un centre de vaccination disposant de toutes les commodités vient d'être aménagé dans une aile de l'établissement hospitalier 240 lits de Ferdjioa, apprend-on, auprès du directeur de l'EPH.

Dès son ouverture, lundi dernier, une trentaine de soignants sont venus injecter une dose de vaccin et des dizaines d'autres vont emboîter le pas conformément au calendrier arrêté avec le centre de référence de la chaîne de froid vaccinal de l'hôpital 'Maghlaoua',

du chef-lieu de la wilaya, a indiqué le médecin de coordination, Filali Khédidja. Le centre est appelé à élargir son accueil à l'ensemble de la population, en passant par les plus vulnérables. A terme, l'objectif de ce centre est d'atteindre les 100 par jour, a ajouté la même source.

OUARGLA

Campagne de vaccination contre la peste des petits ruminants



Une campagne de vaccination contre la peste des petits ruminants (PPR) cible quelque 30.000 têtes du cheptel ovin et caprin n'ayant pas été touché par la précédente campagne de rattrapage dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris mardi, à la direction des Services agricoles (DSA). Un lot de 130.000 doses de vaccin a été mobilisé pour les besoins de la campagne préventive de vaccination contre la PPR qui se poursuit actuellement, dans le but de protéger le cheptel des épizooties, a indiqué le responsable de l'Inspection vétérinaire, Bouti Khemra. Trei-

ze (13) vétérinaires du secteur privé agréés ont été mobilisés aux côtés de ceux de l'Inspection vétérinaire pour les besoins de l'opération à laquelle sont associés les éleveurs et les services de la Chambre de l'Agriculture, a-t-il ajouté. La campagne de vaccination « gratuite » vise à renforcer l'immunité du cheptel contre la PPR, préserver les ressources de plusieurs familles vivant de l'activité de l'élevage, notamment en milieu rural, et éviter l'apparition de foyers épizootiques, sachant que la wilaya de Ouargla est une zone de transit, selon le même responsable.

La situation sanitaire du cheptel dans la wilaya est « saine », a assuré M. Khemra en précisant qu'aucun cas de maladie animale dangereuse n'est enregistré, hormis les cas de maladies ordinaires affectant le bétail. En parallèle, une campagne de sensibilisation est initiée en direction des éleveurs sur l'obligation de vaccination du bétail contre la PPR et ainsi de préservation du cheptel. Lancées en 2019, les campagnes de vaccination contre la PPR ont touché à ce jour 305.261 têtes de bétail, à travers la wilaya, selon l'Inspection vétérinaire de la DSA de Ouargla.

TAMANRASSET

Saisie de plus de 10 kg de drogues

Une quantité de 10,8 kg de Ban go (type de drogue) et 138.000 comprimés de produits pharmaceutiques nocifs à la santé ont été saisis par les services de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya de Tamanrasset, a-t-on appris mardi, de la cel-

lule de communication et des relations publiques de ce corps constitué. Agissant sur informations faisant état de l'introduction par un groupe criminel d'une importante quantité de drogue et de produits de contrebande à Tamanrasset, les

services de police ont pu déterminer le lieu d'activité des suspects et mettre la main sur la quantité de drogue précitée, sur les produits pharmaceutiques nocifs à la santé, et d'autres marchandises de contrebande, a-t-on précisé.

Un dossier judiciaire est en constitution pour la présentation des mis en cause devant les instances judiciaires compétentes, a conclu la source policière.

GHARDAÏA

Grippe aviaire : réactivation du dispositif de veille

Le dispositif de veille et d'alerte de toutes maladies exotiques particulièrement la grippe aviaire vient d'être réactivé et renforcé sur l'ensemble des communes de la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction des Services agricoles (DSA). Ce dispositif de veille et de vigilance, auquel sont associés l'ensemble des acteurs intervenant dans la lutte contre les zoonoses et autres maladies avifaunes, en particulier les services de l'Agriculture et vétérinaires, les Forêts, les membres du Réseau national des observateurs d'ornithologie algériens (R.N.O.O.A, régions Sud-Est II), a été renforcé par la participation des agriculteurs et éleveurs apicoles, a expliqué le DSA de Ghardaïa, M. Boualem Madani. Des cellules de veille, composées de compétences diverses (agronomes, vétérinaires et ornithologues) susceptibles de fournir des données fiables sur toute mortalité avifaune observée dans les différentes localités de la wilaya, ont été installées à titre préventif, suite à la détection d'une forte mortalité avifaune due à un virus propre à l'espèce aviaire ayant touché une exploitation d'élevage avicole à Ain Fekroune (Oum El-Bouaghi) à l'est du pays, a-t-il ajouté. Des prospections « in-situ » quasi-quotidiennes sont organisées par ces cellules de veille dans les différents périmètres agricoles, les Oasis et les fermes avicoles, ainsi que les sites très fréquentés par les oiseaux migrateurs notamment la zone humide naturelle du lac 'Sebkhat El-Maleh' et les sites aquatiques artificiels, pour déceler ou retrouver les indices de

morbidity et mortalité avifaune, a indiqué de son côté, à l'APS, le responsable du R.N.O.O.A pour la région Sud/Est et chef du bureau de la Protection de la flore et de la faune de la conservation des Forêts de Ghardaïa, Abdelwahab Chedad. Il existe dans la wilaya de Ghardaïa quatre zones humides naturelles non classées et cinq sites aquatiques artificiels devenus, au fil des années, des lieux de nidification et un passage obligé d'une avifaune migratrice estimée, selon le recensement de janvier dernier, à 10.786 oiseaux migrateurs. En plus des prospections, une attention particulière est accordée aux éleveurs de la filière avicole dans les localités de la wilaya où un contrôle rigoureux est instauré en vue de prémunir contre toute maladie, a-t-il fait savoir. La distribution d'aliments à l'intérieur des enclos d'élevage est préconisée pour réduire la promiscuité entre oiseaux sauvages et domestiques et restreint ainsi le risque de passage du virus entre les espèces sauvages et domestiques, a expliqué M. Chedad, en précisant qu'aucun cas de grippe aviaire n'a été décelé, à ce jour, dans la région. Une campagne de vulgarisation et de sensibilisation sur les maladies véhiculées par les oiseaux et les actions d'hygiène à entreprendre notamment la désinfection des enclos d'élevage et l'incinération des excréments et déchets organiques de volaille utilisés comme fumier, a été lancée afin que la population soit informée pour une intervention rapide des services compétents, conformément au protocole sanitaire recommandé en pareille situation.

BOUIRA

Un agent de Sonelgaz meurt électrocuté

Un agent du district d'électricité relevant du service d'exploitation de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz (DDE) de Bouira a trouvé la mort hier lors d'une intervention sur une ligne de haute tension à Bir Ghalou (Ouest de Bouira), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Agé de 46 ans, l'agent de Sonelgaz est mort électrocuté, alors qu'il intervenait sur une ligne de haute tension au lieu-dit Haouch Vitour à Bir Ghalou, a-t-on ajouté de même

source. «Le quadragénaire est originaire de Beni Slimane relevant de la wilaya voisine de Médéa», a expliqué à l'APS le chargé de la communication de la Protection civile, le sous-lieutenant Abdat Youcef. Le corps sans vie de la victime a été transporté à la morgue de l'hôpital d'Ain Bessam (Ouest de Bouira). Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

M'SILA

22 millions de dinars pour le transport scolaire

Une enveloppe financière de 22 millions de dinars a été mobilisée, en 2021, pour le renforcement du transport scolaire à M'sila, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la direction locale de l'Education. Puisée du budget de la wilaya, l'enveloppe servira aux paiements des charges de la maintenance de la flotte du transport scolaire, à travers les communes de la wilaya notamment les zones éloignées, a précisé la même source, expliquant que le secteur de l'Education, utilise depuis quelques années, par voie de location, des bus du secteur privé

pour renforcer le transport des élèves. 551 bus assurent le transport scolaire à travers les communes de la wilaya de M'sila au titre de l'année scolaire 2020-2021 avec 16 bus supplémentaires par rapport à l'année scolaire précédente, ont noté les mêmes services, relevant que ces bus ont été octroyés à la wilaya lors de la récente visite du Premier ministre dans la capitale du Hodna. Selon les mêmes services, la wilaya s'engage à assurer le transport scolaire des élèves, ceux des zones d'ombre en particulier, a-t-on conclu de même source.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

06 rajab 1442				
El Fedjr 06h06	Dohr 13h02	Assar 16h06	Maghreb 18h35	Icha 19h54



«Du savoir et de la résistance anticoloniale»

Par Boudjemâa Haïchour(*)

Suite et fin

Elles se sont organisées dès le XII^e siècle, chez nous, et ont pris de l'importance en donnant au soufisme un encadrement social. Les «ziaras» visites pieuses et la «baraqa» (la bénédiction) des Awlyas Essalihines donnaient à ses rencontres une sorte de cérémonial religieux où les offrandes telles les «nachras» à Sidi Mohamed Ghorab, les danses initiatiques au rythme du tbel, du bendir, des naghrates offraient un spectacle à la grâce divine. La Grande Mosquée, construite sur les fondations d'une église par les Hammadides, est le plus ancien édifice religieux islamique connu à Constantine. Elle représente l'évolution religieuse durant trois périodes différentes.

Époque hafside: l'édifice était la mosquée populaire de la cité, tenue par cheikh al-islam. Époque ottomane: elle conserve le rite malékite et reste sous la tutelle d'une famille autochtone pro-ottomane et coloniale: le pouvoir colonial a transformé sa façade.

La mosquée Souk-El-Ghozal, dont la construction a commencé en 1703 et s'est achevée en 1730, fut transférée au culte catholique en 1838. Parmi les autres mosquées historiques: Hassan-Bey, Sidi-Ghofrane et Sidi-Lakhdar, construites par les différentes confréries religieuses et dynasties que le Maghreb a connues.

La mosquée de l'Émir Abdelkader date des années mille neuf cent quatre-vingt et fait partie de l'université islamique des sciences.

La géographie de la ville est unique, sa situation a nécessité la construction de nombreux ponts sur le Rhummel. À la fin du XIX^e siècle, Guy de Maupassant décrit «Huit ponts jadis traversaient ce précipice. Six de ces ponts sont en ruines aujourd'hui». Le pont d'El-Kantara est l'un des plus anciens, construit à l'époque romaine et restauré par Salah Bey au XVIII^e siècle et en 1863. En outre, les ponts de Sidi M'Cid et de Sidi Rached, qui doivent leur nom aux mausolées voisins des marabouts de même nom, ont été inaugurés en 1912. À l'entrée des gorges, se situe le pont du Diable qui doit son nom au bruit «diabolique» que font les eaux dans cet endroit et à leur extrémité, le pont des Chutes, situé au début de la plaine de Hamma. Parmi les autres ponts, la passerelle Melah-Slimane, anciennement Perrégaux, est réservée uniquement aux piétons. Sa particularité est d'être accessible, côté «Rocher» par un ascenseur et un escalier qui ramène les piétons au niveau de la rue trik ejdida («rue neuve»). Il y a également le pont d'Arcole, un pont de fer, aujourd'hui fermé.

**DU VIADUC
LE TRANSRHUMEL
SALAH BEY AU ZENITH
AHMED BEY**

Un nouveau pont à haubans, le viaduc Trans-Rhumel ou pont Salah Bey est ouvert à la circulation le 26 juillet 2014, baptisé au nom du gouverneur de Constanti-



ne Salah Bey de 1771 à 1792.

D'une longueur de 1 119 m et conçu selon le design de Dissing + Weitling Architecture, il permet de faire la jonction, au-dessus du Rhummel, entre la place de l'ONU, au centre-ville et les hauteurs de la ville Tiddis, située à une trentaine de km au nord-ouest de la ville, est une cité numide puis romaine, appelée aussi Qsentina El Qdima (vieux Constantine).

Il faut ne pas oublier la grande salle de spectacles le Zenith baptisée Ahmed Bey qui reçoit les grandes manifestations culturelles. Cette cité antique fortifiée est bien conservée. À l'instar d'autres anciennes médinas d'Algérie telle que Tlemcen, Mostaganem et Miliana, Constantine est entourée par les jardins denses du Hamma dont la propriété reste partiellement citadine et qui contribue au ravitaillement de la ville. La forêt de Chettaba composée de pins d'Alep et de chênes verts est presque située aux portes de la ville. La commune d'El Khroub abrite un mausolée royal numide qui peut être celui de Massinissa. Constantine a été désignée Capitale arabe de la culture 2015 par l'Alesco (Organisation pour l'éducation, la science et la culture de la Ligue arabe*///). Constantine est le berceau d'une des trois écoles de musique arabo-andalouse.

La version constantinoise est appelée le malouf qui signifie «fidèle à la tradition» dont le rythme et les instruments diffèrent des noubas d'Alger et de Tlemcen. Les autres styles musicaux de la ville sont le zadjal, une musique sacrée, les fkirettes chantent soit des sérénades, soit des medh sortes de litanies religieuses à l'occasion des circoncisions ou des noces interprétées par des femmes dans le genre hawzi ou zendali Le malouf ainsi que le hawzi et le mahdjouz de style populaire et andalous constituent le récit par excellence dans les fêtes

de famille. Un festival international du malouf dans la ville devenant après une tradition où chaque année cette manifestation attire des artistes de musique arabo-andalouse d'Afrique du Nord, d'Europe, de Turquie et du Moyen-Orient. L'activité artisanale demeure importante, on y pratique la broderie, la dinanderie chère à feu Si Maamar Berrachi, un interprète émérite des «soul» sorte de zajal local, dont sa maîtrise de fabrication de plateaux de cuivre aux motifs d'inspiration ottomane, l'avait rendu célèbre.

La chaudronnerie, la sculpture sur bois et la poterie, Constantine reste une des villes qu'on aime visiter de par l'originalité de son panorama et de ses ponts qui relient les deux bords du Rhumel dont notre ami Ahmed Benyahia qui fut notre professeur de dessin au lycée, et venant des beaux-arts à la fois d'Alger et de Paris, continue de séduire de par son antique Rocher d'ères géologiques plusieurs fois millénaires tout visiteur aimant l'exotisme et

Bibliographie

- 1-Fatima Zohra Guechi, «Constantine au XIX^e siècle: du beylik ottoman à la province coloniale» [archive], colloque Pour une histoire critique et citoyenne. Le cas de l'histoire franco-algérienne, 20-22 juin 2006, Lyon, ENS LSH, 2007
- 2- Fatima Zohra Guechi, Constantine: Une ville, des héritages, Constantine, Média Plus, 2004, 231 p. (IS BN 9 9619221 4X et 97 89961922 149, OCLC 153927683)
- 3-Marc Côte, «Constantine», Encyclopédie berbère, no 14, j 1994, p. 2069-2 4- et «Guide d'Algérie: Paysages et Patrimoine, Constantine, Média plus 1996 page 319 et la région de Constantine page 177.
- 4-Wikipedia
- 5-Daniel Babo: Algérie, Paris, le Sureau, coll «Des Hommes et des Lieux»-le Constantinois, 2010 p.206.
- 6-Zoulikha Boumaza: «Une autre façon de penser le patrimoine-la médina de Constantine», les cahiers du centre de recherches historiques.
- 7-Attal Robert: «Le cœur suspendu» Edit. Harmattan 2006.
- 8-Bensimon Guy: «Soleil perdu sous le pont suspendu, une enfance à Constantine», Edit. L'Harmattan 2001.
- 9-Benzeggouta Maâmar: «Cirta-Constantine de Massinissa à Ibn Badis» Trente siècle d'histoire Edi.APC Cne 1998.
- 10-BERTHIER André: «Tiddis Cité antique de Numidie» Nouvelle série Paris 2000...

la diversité morphologique de son espace de communion et d'hospitalité. En traversant ce temps d'un rendez-vous de l'histoire, vous êtes ici chez vous sous le ciel de cette cité phénomène, que décrivait Guy de Maupassant en 1890 dans ce paragraphe «Au soleil» comme «étant étrange gardée par le Rhumel semblable à un serpent qui se roulerait à ses pieds, au fond d'un abîme rouge, ce fleuve jaloux et surprenant, qui fait une île de sa ville. Il l'entoure d'un gouffre terrible et tortueux, aux rocs éclatants et bizarres, cette cité aux murailles droites et dentelées, domine les vallées admirables, pleines de ruines romaines, d'aqueducs aux arcades géantes, pleines aussi de merveilleuses végétations.» Plus aérien et plus vertigineux dira Louis Bertrand dans Afric en 1933, que la chute du Rhumel, qui au pied de la Casbah, se précipite en cascades, à la sortie des gorges. Mais aujourd'hui en ce temps-là, regardant cette ville étrange avec ses ponts suspendus, n'avons-nous

pas l'impression de vivre dans un espace comme dira Zhor Ounissi dans son roman:

«Jasr lil bouh wal akhar lilhanin» (Un pont d'aveu et l'autre de nostalgie), que ce pont est une force de l'avenir, le nouement d'une relation, le prolongement de la vie, la continuation d'une vision, d'une pensée, d'un rêve». C'est cet attachement à cette ville qui nous donne une autre raison de vivre car «sa ville est un poème, une couleur, une musique en parlant de Constantine.

Pourrions-nous continuer à vivre cette nostalgie en évoquant ce morceau chanté dans le mode «djarqa»? Ya Assafi 'ala ma madha, 'ala zamane inqada (Quelle fut ma peine pour une époque désormais révolue)? Venez donc profiter d'un instant de félicité, entre rameaux en bourgeons et jasmin; au son des douces mélodies qu'entonnent les oiseaux et le rossignol si éloquent. «Aghnam ya malih sa'a hanyia» en profitant d'un instant de bonheur.

(*)Dr et Chercheur Universitaire

- 11-CRETOT Maurice: «Constantine au passé» Edit. Montpellier 2006.
- 12-FESCHNER Elisabeth: «Souvenirs de l'Algérie, Constantine et le Constantinois» Edit. Paris- Calmann-Lévy 2002.
- 13-Kateb Yacine: «Nedjma- Alger Enal» 1986.
- 14- RESSIER R.: «Chronique constantinoise» Edit. Publi-book 2005.
- 15- ZHOR OUNISSI: «D'Aveux et de nostalgie» Roman trad. édition Alpha Alger 2011.
- 16-MAIRET Jean: «La Sonopisbe Tragédie, Paris Gallimard 1975...
- 17-CORNEILLE Pierre: «Sophonisbe, Tragédie» Paris Gallimard 1987.
- 18-MERDADI Abdelmadjid et Metair/ Kouider: «Citadelles des vertiges» Edit. Paris 2005.
- 19-FOURA Mohamed: «La médina de Constantine, une centralité menacée de ruines» in urbanisme N°331 Paris 2003.
- 20- Kerdoun Azzouz: «La réhabilitation des villes historiques de la Méditerranée-le cas de Constantine» Valencia 1999.
- 21-BOURGUIGNAT J.R.: «Histoires des monuments mégalithiques près hamam meskhoutine Roknia in revue d'exploitation scientifique dans le Nord Afrique Paris 1868.
- 22-CAMPS G.: «Les monuments funéraires à niches et à chapelles dans la protohistoire Nord Africaine» Paris 1961 p 628.
- «Bazinas- Encyclopédie de Berbérie Aix en Provence 1991 pages 1400/1407.
- 23-Ahlm MOSTGHANEMI: «Mémoires de

- la chair» Edition SEDIA Mosaïque Alger 2010.
- 24-Ernest MERCIER: «Histoire de l'Afrique Septentrionale, Ernest Leroux Editeur, Paris 1888.
- 25-Octave Dupont Et Xavier Coppolani: «Les confréries religieuses musulmanes en Algérie» Edition Adolphe Jourdan. Paris.
- 26 - Louis RINN: «Marabouts et Khouans» Etude sur l'Islam 1884.
- 27- Ibn «ARABI: «Al Futūhat al-Makkia» (Les illuminations de La Mecque), Anthologie présentée par Michel Chokiewicz. Albin Michel Paris 1997.
- 28- IBN «ARABI: «Turjuman al Achwaq» (L'interprète des désirs) traduit par Maurice Gloton collections Spiritualités vivantes n°60.
- 29- Ben Ali Chougheib Med El Hadi: «Oum El Hawadhir Fi Al Madhi Wal Hadhar» en arabe Imprimerie El Baâth Constantine 1980.
- 30- Charles St Cabre-Ancien Directeur de la Medersa de Constantine Revue Africaine N° 57 Année 1913 PP 90/91 «Eloge de Constantine».
- 31- ADEL NOUWADH-Ibn Quenfed Beyrout 1971 «Al Wilayat» en langue arabe.
- 32- Abdellaziz Fillali- «Ibraz 'Oulama Qacentina Wa Atharahoum Fi Al Maghreb Wa Charq» Revue Numidia Université de Constantine Juin 1990 Dhoul Al Kaada 1410.
- 11- Choughaib Mehdi-«Oum Al Hawadher Fil Madhi Wal Haddher» Imprimerie Al Baath 19806 - 1400 de l'Hégire pp-71/79.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

06 rajab 1442

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h53	12h48	15h53	18h22	19h40



Football - Ligue 1 Les mal-classés en quête de points

Adjal Lahouari

Encore une journée scindée en deux parties, qui se disputera vendredi et samedi, tout comme celle qui l'a précédée. En effet, et compte tenu de leurs obligations africaines, le CRB, le MCA, l'ESS et la JSK ont vu leurs matches reportés à des dates ultérieures. Dans ce domaine, ça commence à chiffrer, et il faudra que la LFP réalise un tour de force pour assurer la mise à jour complète. A présent, les clubs engagés en Coupes d'Afrique n'ont pas le droit de se plaindre, puisque c'est la règle du jeu.

Dans ces conditions particulières, on ne doit s'attendre qu'à peu de changements au tableau, surtout

dans la partie basse. Des neuf clubs figurant dans cette zone, seuls le NCM et la JSMS seront au repos.

Il est facile alors d'imaginer que ceux qui seront sur le pont vendredi et dimanche vont s'efforcer de grappiller des points. Aucun match ne peut engendrer l'indifférence, car chaque formation vise un objectif précis. Dans le groupe de tête, l'OM subira un autre test à Dar El Beïda face à un PAC soufflant le chaud et le froid. Les Médéens, désormais décomplexés, veulent s'imposer et occuper le fauteuil de leader en solo. Pour sa part, la JSS, qui vient de se séparer du coach Ighil Meziane, sera en examen à Chlef, où ce débat s'annonce serré avec des Chélifiens tenus d'améliorer leur classe-

ment. C'est à Khroub que le MCO version Madoui-Belatoui se produira. Face à un CSC qui a aligné deux victoires d'affilée, quel sera le comportement des Moulou-déens qui viennent d'étriller l'USB ? Mais ces derniers savent que le CSC est d'une autre dimension. On se demande alors si le MCO va reprendre ses bonnes habitudes de bien voyager. De leur côté, les gars de Soustara rendent visite à une équipe biskrienne encore sous le choc de sa déroute à Oran. Avec tous les déboires au niveau de la direction et de la barre technique, l'USB risque gros face à une équipe de l'USMA supérieure dans tous les domaines. De son côté, le NAHD part avec les faveurs du pronostic face à une USMBA pas gâtée par la crise multidimensionnelle. Cependant, les Belabbésiens ont obtenu par le passé des résultats inattendus hors de leur base, alors que le WAT a une belle opportunité de s'octroyer les trois points contre un CABBA toujours aussi fragile.

Vendredi à 14h30

Alger: NAHD - USMBA
Biskra: USB - USMA
Khroub: CSC - MCO

Samedi à 14h30

Dar El-Beïda: PAC - OM
Tlemcen (15h00): WAT - CABBA
Chlef (15h00): ASO - JSS

Ligue 2 - Centre Duels alléchants à Kouba et Boussaâda

M. B.

Ce sont les formations du groupe Centre qui ouvriront le bal de cette deuxième journée du championnat de Ligue 2, prévue demain, en attendant les équipes des groupes Ouest et Est, qui seront sur le pont samedi. Ainsi, cette étape sera celle de la

confirmation pour les uns, mais aussi celle du rachat pour les autres, notamment ceux ayant chuté d'entrée. C'est le cas de l'USM Blida, défilé à domicile la semaine passée et qui sera de visite à la JSM Béjaïa, dans un match des retrouvailles entre anciens pensionnaires de l'élite. D'autres formations

seront appelées à vite se ressaisir, comme le WRM'sila et le WA Boufarik, qui se donneront la réplique.

On suivra également ce duel prometteur entre l'Amal Boussaâda, qui s'est imposé en dehors de ses bases, et l'USM Harrach, l'un des prétendants à l'accession, alors que le RC Kouba, qui a entamé la saison en fanfare, reçoit le MO Béjaïa dans une autre belle affiche. Enfin, le RC Arba et le CR Béni Thour tenteront de glaner leurs premières victoires devant respectivement l'IB Lakhdaria et l'ES Ben Aknoun.

Vendredi à 15h00

Arba: RCA - IBL
Boussaâda: ABS - USMH
Tizi-Ouzou: JSMB - USMB
Kouba: RCK - MOB
Boufarik: WAB - WRM
Ouargla: CRBT - ESBA

Procès FIFA Al-Khelaïfi rappelé par la justice

Le parquet suisse a fait appel de l'acquiescement en octobre dernier de Nasser Al-Khelaïfi, patron de beIN Media et du Paris SG, dans une affaire de droits TV impliquant également l'ex-numéro 2 de la Fifa Jérôme Valcke. Premier des multiples scandales du football mondial à aboutir à une décision judiciaire en Suisse, ce procès devant le Tribunal fédéral de Bellinzone s'était soldé par un revers quasi-total pour l'accusation. Après avoir reçu en janvier le jugement motivé, le Ministère

public de la confédération (MPC) a donc «déposé une déclaration d'appel en février» pour solliciter «la condamnation des trois accusés», a indiqué une porte-parole, confirmant une information du journal L'Equipe.

Dans le volet le plus médiatisé, Nasser Al-Khelaïfi et Jérôme Valcke étaient accusés d'avoir conclu un pacte dans le dos de la Fifa, relevant de la «gestion déloyale» et passible de cinq ans de prison. Au terme de dix jours d'audience en septembre 2020, le parquet avait requis

28 mois d'emprisonnement contre le dirigeant qatari, 3 ans contre Jérôme Valcke et 30 mois contre un homme d'affaires grec, Dinos Deris, acquitté du chef de «corruption privée» dans une affaire distincte. Comme l'accusation, le Tribunal pénal fédéral avait estimé que M. Valcke avait monnayé son soutien à beIN en échange d'une luxueuse villa sur la Côte d'Emeraude sarde, achetée pour lui 5 millions d'euros fin 2013 par une société brièvement détenue par Nasser Al-Khelaïfi.

Ligue des champions d'Afrique Le match CRB-Sundowns maintenu à Alger

Le match CR Belouizdad- Mamelodi Sundowns (Gr. B), comptant pour la 2e journée (Gr.B) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football, est maintenu pour le mardi 23 février au stade du 5-Juillet (14h00), a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 mercredi. «La direction du club a été destinataire d'une correspondance de la FAF, l'informant que le

match est maintenu à sa date initiale. L'instance fédérale a demandé au CRB de renforcer les mesures pour l'application stricte du protocole sanitaire», a indiqué le Chabab dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook. Le Pr. Mohamed Bekkat Berkani, membre de la Commission nationale de veille et de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19, a appelé lundi à la dé-

localisation du match, en raison des risques de contamination au variant sud-africain. Dans la correspondance adressée par la FAF au CRB, publiée sur la page officielle Facebook, l'instance fédérale a demandé au club algérois de «renforcer d'une façon draconienne les conditions sanitaires afin de préserver la santé des participants à cette rencontres», en raison du variant qui s'est répandu en Afrique du Sud.

FC Barcelone Piqué et Griezmann, l'incroyable clash !



La déroute du FC Barcelone contre le PSG aura des effets durables au sein de la formation espagnole. Pour preuve les graves injures que se sont lancées Griezmann et Piqué. On ne sait pas ce qu'il adviendra lors du match retour dans un peu moins d'un mois au Parc des Princes, mais c'est une évidence, Ronald Koeman va avoir du travail au moment de retrouver son groupe à l'entraînement. Car face à la démonstration du PSG, son équipe a explosé, et deux joueurs ont même totalement craqué, Antoine Griezmann et Gerard Piqué, lequel faisait son retour après une absence

sur blessure de plusieurs semaines. Et les deux stars du Barça n'ont même pas eu besoin d'attendre la fin du match pour en découdre verbalement. Huis clos oblige, on entendait bien les joueurs, et le dialogue entre le défenseur espagnol et le champion du monde français n'a évidemment pas échappé aux médias espagnols. Tout se passe à la 38e minute du match, alors que le PSG vient d'obtenir un corner et que le score est toujours de 1-1. C'est Gerard Piqué qui ouvre le bal en reprochant à ses coéquipiers, notamment les attaquants, de «jouer trop haut et de ne pas conserver le ballon». En

réponse à Piqué, Antoine Griezmann lui répond : «tranquille, tranquille, arrête de gueuler». Et là subitement le ton est subitement monté entre les deux joueurs, les mamans de Piqué et de Griezmann étant mêlées à la joute verbale. Tout cela sur un ton qui ne laisse pas la place à la rigolade. Les deux stars du FC Barcelone, qui avaient pourtant collaboré lors du fameux reportage sur le possible départ de Griezmann au Barça en 2018, ne sont visiblement plus sur la même longueur d'onde, il est vrai que le décalage entre le PSG et le Barça avait de quoi faire mal dans les têtes.

Montpellier Andy Delort a rechuté

L'international algérien Andy Delort est forfait pour la prochaine journée de Ligue 1 en France. A peine revenu à la compétition après avoir contracté une blessure musculaire qui l'a éloigné des terrains pendant presque deux se-

maines, Andy Delort, l'attaquant du MSHC, a rechuté. L'attaquant de Montpellier, blessé à la cuisse, est forfait pour affronter Rennes dimanche 21 février à la Mosson lors de la 26e journée de Ligue 1. L'IRM passée mardi 16 février a

confirmé le diagnostic clinique, mais le staff médical ne s'est pas prononcé sur la durée de l'absence du joueur. L'international algérien s'est blessé samedi dernier à l'occasion de la victoire montpelliéraine à Lyon (2-1).

Tennis - Open d'Australie Tsitsipas renverse Nadal, Kenin opérée à Melbourne

Stefanos Tsitsipas (6e mondial) a réussi un exploit mercredi en remportant deux sets contre Rafael Nadal (2e) pour s'imposer 3-6, 2-6, 7-6 (7/4), 6-4, 7-5 et ainsi rejoindre Daniil Medvedev (4e) en demi-finale de l'Open d'Australie de tennis.

Le Grec accède ainsi à sa deuxième demie à Melbourne, sa troisième en Grand Chelem.

Par ailleurs, la N.4 mondiale Sofia Kenin, tenante

du trophée à l'Open d'Australie mais éliminée dès le deuxième tour, a été opérée de l'appendicite lundi, annonce-t-elle mercredi sur les réseaux sociaux.

Après son élimination précoce à l'Open d'Australie, l'Américaine de 22 ans a connu dimanche une défaite très surprenante face à une Australienne de 18 ans même pas classée en simple, Olivia Gadecki, dans un autre tournoi organisé à Melbourne Park

(2-6, 7-6(4), 6-4). «Je suis allée voir le médecin du tournoi lundi parce que j'avais de fortes douleurs abdominales», raconte Kenin dans deux messages postés sur Twitter. «Une appendicite aiguë a été diagnostiquée après un scanner. J'ai dû être opérée et on m'a retiré mon appendice lundi» dans un hôpital de Melbourne, poursuit-elle, sans donner d'indication sur la durée de sa convalescence à venir.

Europa League

Aujourd'hui à 18h55

Wolfsberger - Tottenham
Dynamo Kiev - Club Bruges
Real Sociedad - Manchester United
Étoile rouge - AC Milan
Slavia Prague - Leicester City
Sporting Braga - AS Rome
Krasnodar - Dinamo Zagreb

Young Boys - Leverkusen

Olympiakos - PSV
(21h00) Benfica - Arsenal
Antwerp - Glasgow Rangers
Salzbourg - Villarreal
Molde - Hoffenheim
Grenade - Naples
Lille - Ajax

TF1

21.05 Section de recherches



Série policière - France - 2019
Saison 14 - Episode 4 / 8
- Réalités virtuelles
Avec Xavier Deluc, Franck Sémonin, Honorine Magnier, Fabienne Carat
Thomas Lemoine, un homme ayant connu la célébrité après avoir sauvé une jeune femme d'un grave incendie, est retrouvé mort. Bernier et ses hommes mènent l'enquête et découvrent qu'elle était en réalité sa fiancée et qu'il était sur le point de se marier avec elle.

2

21.05 Envoyé spécial



Présenté par Élise Lucet
Vols de moutons, de poules, de fruits et légumes, de carburant ou encore de GPS sur les tracteurs : la délinquance à la campagne touche de plus en plus d'agriculteurs. Parmi les victimes figure William, un éleveur de moutons et de brebis dans l'arrière-pays nantais. Depuis plusieurs semaines, il se rend chaque nuit dans ses terres pour surveiller son troupeau car plusieurs de ses collègues ont subi récemment des vols de bêtes.

3 JEUDI

21.05 Adopte un veuf



Comédie - France - 2016
Avec André Dussollier, Julia Piaton, Bérangère Krief, Arnaud Ducret
Hubert Jacquin, médecin sexagénaire, est déprimé depuis la mort de son épouse. Après avoir rejeté la proposition de son ami Samuel, de partir en vacances avec deux jeunes femmes, il retourne à la solitude de son grand appartement. A la suite d'un malentendu, il se retrouve amené à héberger Manuela Baudry, une étudiante dynamique à la recherche d'une colocation.

CANAL+ family

20.54 Monstres contre aliens



Film d'animation - Etats-Unis - 2008
Le jour même de son mariage, Susan Murphy reçoit sur la tête une météorite et se transforme en un monstre de plus de vingt mètres de haut. L'armée s'en mêle, neutralise la géante et l'incarcère dans une prison tenue secrète. Susan, désormais appelée Génomica, fait connaissance avec ses camarades de cellule : le brillant Dr Cafard, un hybride appelé Maillon Manquant, BOB, indestructible et gélatineux, et l'énorme Insectosaure.

6

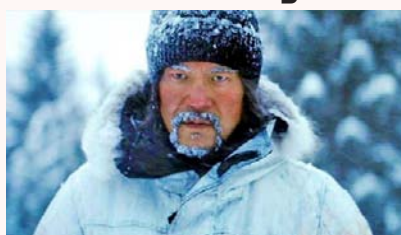
21.05 Insaisissables 2



Thriller - Etats-Unis - 2016
Avec Jesse Eisenberg, Mark Ruffalo, Woody Harrelson, Michael Caine
En 1984, dans le New Jersey, le prestidigitateur Lionel Shrike disparaît sous les yeux de son fils Dylan, lors d'un tour de magie qui tourne mal. De nos jours, Thaddeus Bradley, expert en faux magiciens, promet de se venger des Cavaliers, véritables robins des bois de la prestidigitation.

CINE + FRISSON

20.50 Savage



Thriller - Chine - 2018
Avec Chang Chen, Ni Ni, Liu Hua, Li Guangjie, Liao Fan
Au pied du mont Paektu, à la frontière sino-coréenne, l'inspecteur Kanghao assiste, impuissant, au meurtre de son coéquipier par une bande de braqueurs d'or. Un an après le drame, c'est devenu un homme miné. Incapable de construire une relation avec Sun Yan, la femme qu'il aime, Kanghao n'arrive plus à se projeter dans l'avenir.

CANAL+ CANAL+

21.06 Your Honor



Série dramatique - Etats-Unis - 2020
Saison 1 - Episode 7/10
Avec Bryan Cranston, Lilli Kay, Michael Stuhlbarg, Hunter Doohan
Pour sauver sa vie, Michael est contraint de passer un accord avec Jimmy Baxter. Il lui promet de plaider favorablement en faveur de son fils aîné, Carlo, sur le point d'être inculper pour trafic de drogue. L'inspecteur Costello est chargé de l'enquête.

CINE + PREMIER

20.50 Un traître idéal



Film d'espionnage - Grande-Bretagne - France - 2016
Avec Naomie Harris, Damian Lewis, Ewan McGregor, Stellan Skarsgård
Perry Makepeace et Gail Perkins, des touristes anglais, passent des vacances en couple, à Marrakech. C'est là qu'ils font la connaissance de Dima, un milliardaire russe particulièrement expansif, qui les prend tout de suite en sympathie. Dima invite vite Perry à une soirée, où il comprend que son nouvel ami est un membre de la mafia russe.

TF1

21.05 Les touristes



Présenté par Arthur
Sous le regard d'Arthur, les «Touristes» ont connu des univers très différents : le zoo, la haute-montagne, la police, les sapeurs-pompiers et, plus récemment, les cascadeurs L'animateur les a cette fois conviés à une formation hôtelière. C'est dans ce domaine gastronomique qu'Inès Reg, Virginie Hocq, Chris Marques, Gérémy Crédeville, Booder et Cartman vont se retrouver en immersion dans l'une des plus prestigieuses écoles hôtelières au monde.

2

21.05 Tropiques criminels



Série policière - France - 2020
Saison 2 - Episode 1/8
- Sainte-Luce
Avec Sonia Rolland, Julien Beramis, Antoinette Giret, Arié Elmaleh
Sur une plage de Sainte-Luce, l'agent Gaëlle Crivelli, de retour après avoir passé cinq mois en mer, résout une prise d'otages en tirant sur le gilet pare-balles de sa commandante Mélissa Sainte-Rose. Le lendemain, elles enquêtent ensemble sur la mort d'une femme retrouvée dans la piscine d'un grand hôtel.

3 VENDREDI

21.05 Charles Trenet l'enchanteur



A l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Charles Trenet, ce documentaire propose un portrait constitué de nombreuses images d'archives de l'artiste. Devenu célèbre, l'artiste passe pour la première fois à la télévision au milieu des années cinquante. Et le public chantonne alors ses œuvres lorsqu'il a déjà plus de soixante ans.

CANAL+ family

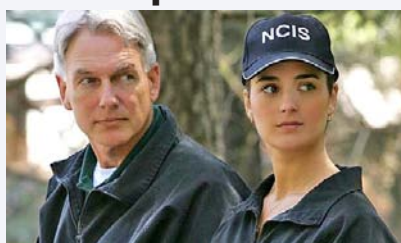
20.53 Les incognitos



Film d'animation - Etats-Unis - 2019
Le super espion Lance Sterling et le scientifique Walter Beckett ont des personnalités radicalement opposées. Lance est relax, cool et il a du style. Walter est... tout l'inverse. Certes, il n'est pas très à l'aise en société mais son intelligence et son génie créatif lui permettent d'imaginer les gadgets impressionnants que Lance utilise sur le terrain. Alors qu'une mission tourne mal, Walter et Lance vont devoir unir leurs forces.

6

21.05 NCIS : enquêtes spéciales



Série policière - Etats-Unis - 2020
Saison 17 - Episode 17/24
- La malédiction de Fillmore
Avec Mark Harmon, Sean Murray, Wilmer Valderrama, Maria Bello
Le NCIS a décidé d'appliquer les préceptes de Marie Kondo et de faire le tri dans leurs affaires pour donner ce qui ne sert plus à l'hôpital. Par ailleurs, deux jeunes renversent un homme sur la route.

CINE + FRISSON

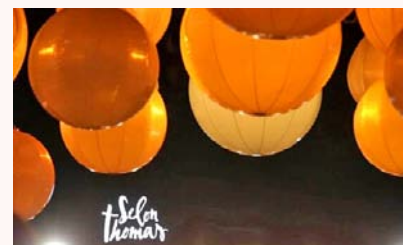
20.50 Le livre d'Eli



Film de science-fiction - Etats-Unis - 2010
Avec Gary Oldman, Mila Kunis, Denzel Washington, Jennifer Beals
Dans le futur, le monde est devenu un désert en proie aux pillages et à la violence. Eli voyage seul. Guidé par sa foi, il évite le plus possible les zones de population et se nourrit de ce qu'il trouve. Mais il n'hésite pas à se défendre et à tuer ceux qui le menacent.

CANAL+ CANAL+

21.05 Selon Thomas




Accompagné par Vladimir Cauchemar, Thomas sera rejoint par de nombreux guests : Camille Chamoux, Teddy Riner, Kad Merad, Matthieu Longatte, Marie Portolano, Roman Frayssinet, Samir Guesmi, Jean Imbert, Hafid Benamar, Mister V, Dominique Armand, Redouane Bougheraba...

CINE + PREMIER


20.50 Eye in the Sky




Drame - Grande-Bretagne - Afrique du Sud - 2015
Avec Helen Mirren, Aaron Paul, Alan Rickman, Barkhad Abdi
Katherine Powell, colonel dans l'armée britannique, travaille en opération avec l'armée américaine et notamment le lieutenant Steve Watts, basé dans le Nevada, pour localiser et capturer des terroristes du groupe Al-Shabab, qui opèrent à Nairobi, au Kenya. L'opération Egret, menée à l'aide de drones, cible plus particulièrement certains individus.

 Une ambiance des plus agréables vous charmera. Attendez-vous à connaître une agréable surprise vous concernant.




 Vous liez connaissance avec une personne qui pourrait avoir une influence très favorable sur le déroulement de votre vie personnelle.




 Vous vous empêchez inutilement de goûter aux joies qui vous sont offertes ce qui vous empêche d'être parfaitement heureux.




 Bon nombre de natifs du signe peuvent espérer des déplacements agréables dans le cadre de leur travail. A vous, si ces déplacements ont lieu, de mettre de l'ambiance, mais en respectant la mesure, car on ne cessera pas de vous observer.




 Le domaine amical sera très favorisé. Vous pourriez vous faire autant d'amis aujourd'hui que pendant les trois derniers mois. Les amitiés, anciennes et nouvelles, seront pour vous une source de profits dans bien des domaines.



 Plus volontaire que jamais, vous mènerez à bien un projet d'envergure. Vous pulvériserez les obstacles. Rien ne vous empêchera d'arriver à vos fins. Votre travail quotidien vous apportera de nombreuses satisfactions.




 Vous aurez la grande forme physique et aurez ainsi toutes les armes pour résoudre une situation qui ne vous satisfaisait pas ou qui perdurait sans évoluer.




Vous avez un virage difficile de votre vie à négocier. Mais la chance va surgir brusquement au moment où vous vous y attendez le moins.




 Vous risquez d'avoir des relations difficiles avec les autres. Mais vous allez pouvoir vous exprimer. Profitez-en pour dire ce que vous pensez.




 Vous faites preuve de beaucoup d'imagination. Vous cherchez de nouvelles sources d'énergie pour être au mieux de votre forme.



 Des problèmes dans vos relations amicales pourraient survenir si vous ne prenez pas garde à ce que vous dites. Faites largement preuve de discrétion. Gardez le silence sur un point de vue qui paraît discutable.



 Une difficile négociation s'engage sur un terrain qui paraît mouvant et vous savez survoler les événements avec élégance.

FLÉCHÉS N° 7982

	CONTRARIER, FACHER, BLESSER DANS SON AMOUR- PROPRE						
	↔				PRENDRE CONJOINT, SE MARIER AVEC	↔	APPRIIS CABAS
	SENTIR MAUVAIS	→				SAINT	↓
↕	FUITE, CAVALE, LA BELLE !		↑			AUTOBUS	→
			CHOÛIA		ORGANES DE L'OUIE, ESGOURDES, PORTUGAISES	↔	
		←	TRANSPIRE	↕			
	FONCTION	→				COBALT	→
	CEINTURE JAPONAISE				↕	OBTENU	
						POSSESSIF	
	↔		↕	A TITRE D'ESSAI, DE TEST		↓	PETITS MIROIRS DE VEHICULES POUR VOIR EN ARRIERE
			PARCOURUS	→			↕
					CHOISI, DÉSIGNÉ, BOMBARDÉ	→	
				←	POTE		
ARTICLE	→		SPECIALITÉ DU CHEF	→		POINTS PAUVRES	→
BIEN FERMÉ			ENSUITE		↕	SORTIE, PUBLIEE	
	↑		↓		→		
GRANDE TASSE			←	SURFACE			
UTILISA				NEGATION			
	↓			ORIENT			
				↓		DANS QUEL LIEU ?	→
					←	COMBATTRE	
						PREPOSITION	↓
		←	EUT LE FRONT				↑
			SYMBOLE DU TRAVAIL	→			
							GROS POISSON
						←	ORDURES

[illegible]

1. Bouclant mignon !
2. Brides. Crochets.
3. Ne tient pas en place.
4. Moitié femme, moitié croülant.
Seoir .
5. Reflets changeants.
Passée à la ligne.
6. Courant d'Eire. Peine.
7. Prises par les sentiments.
Au tiers.
8. Assaisonnées.
9. Sortie de l'enfance.
9. Préposition.
- Nymphé.
10. Fausse équerre.

A. Mis en pièces.
B. C'est la marée ? Conjonction. Se
servit.
C. Imprévue.
D. Construction en dur.
E. Désordre en soi. Finie.
F. Voix grave.
Se font souvent rouler.
G. Côte d'Algérie.
On se contente de lichen !
H. Petit crustacé d'eau douce.
Terreur des vampires !
I. Points opposés. Prises. Décilivre.
J. Base agraire.
Croulante.

T	B	T	R	A	C	E	U	Q	I	N	A	C	E	M
N	I	R	E	E	D	N	O	I	T	N	E	T	E	D
E	Q	E	T	T	N	D	M	A	C	O	N	Q	E	N
M	U	I	U	N	O	R	F	H	R	R	I	F	I	O
E	E	C	F	E	S	O	E	E	E	E	S	A	R	T
S	R	I	E	M	S	N	G	L	T	I	I	I	E	U
U	E	P	R	E	U	U	U	N	T	C	A	S	L	O
E	L	E	E	L	O	O	E	N	E	I	R	A	L	R
I	B	G	G	B	M	M	E	S	R	L	E	N	I	C
C	B	E	A	A	E	A	S	D	R	O	N	T	A	D
N	I	I	T	R	S	E	T	U	A	P	I	E	M	R
E	R	P	E	U	M	R	P	I	B	L	M	T	A	O
L	D	V	O	D	K	A	O	I	E	E	U	U	H	B
I	E	S	S	I	L	U	O	C	E	R	R	O	C	A
S	T	N	E	M	E	S	U	E	R	U	E	H	R	B

Les 11 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est un admirateur enthousiaste.
- Mon 2e est un récipient.
- Mon 3e est une mauvaise manie.

Mon tout est merveilleux.

1 P	2 R	3 I	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

1	5	2	3	6	6	5	11	7	5
2	8	12	5	8	11		7	3	17
5	11		9		5	4	8	16	5
13		13	8	4		1	3	6	8
10	4	8		10	9		7	5	4
9		4	2	8	3	4		7	
3	14	2	5	7		10	4		5
4	5	3	9	4	5	2	8	3	7
10	2	13	5		8	1	1	8	4
3	7	10		13		3	3		5
2	5	9	4	8	15	6	5		2
5		3	8		5	6		2	
	7	8	17	10		5	4	8	6
14	8	6	3	12	5	7		3	3
8	7		7	5	6		15	6	5

G	U	I	T	A	R	I	S	T	E
A	R	M	A		I	N	D	I	C
Z	A	P	P	I	N	G		M	H
O	T	E	E		G	E	R	B	A
U	E	R		B	A	N	C	A	L
I	S		M	A	R	I		L	O
L		V	A		D	E	B	E	T
L	U	I		S	E	U	L		E
R	E	N	C	A	I	S	S	E	
R	E	E	L	S		E	T	U	I

T	R	I	M	E	S	T	R	E
R	O	T	I	S		A		R
A	U	S		C			D	E
D	E	S	O	R	M	A	I	S
I	R		G	O		M	T	
T		G	Y	M	N	A	S	
I	A		N	E	E	S		U
O	V	N	I		A		N	
N	O		E	N	N	U	I	S
S	U	E		E	T	S		A
	E		E	T		A	I	L
A	R	R	O	S	E		L	

BOULECERSER (Boule - Verser)

1	I	2	C	3	L	4	E	5	S	6	N
7	R	8	O	9	A	10	T	11	M	12	P
13	U	14	F	15	V	16	B	17		18	
19		20		21		22		23		24	
25		26									

7	3						8	
9					8		5	3
5								4
	1		4	2				
	6						1	
2			6	1	3	8		9
	8		9			6	4	
4		5	3					7
6	7		5		1			

Le Brent au plus haut depuis plus d'un an



Les cours du pétrole s'appréciaient mercredi, le Brent retrouvant un plus haut depuis plus d'un an, soutenus par un environnement favorable pour les prix et des perturbations de l'offre américaine du fait d'une vague de froid historique dans le pays.

Mercredi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril gagnait 1,06% à Londres par rapport à la clôture de mardi, à 64,02 dollars, peu après avoir atteint 64,06 dollars, un prix plus vu depuis le 22 janvier 2020.

Le baril américain de WTI pour le mois de mars avançait dans le même temps de 0,85% à 60,56 dollars, après avoir franchi le seuil de 60 dollars lundi, pour la première fois en un an et une semaine après le Brent.

"Les conditions météorologiques extrêmes aux Etats-Unis restent au centre de l'attention" des marchés du brut, ont souligné les analystes.

Une vague de froid frappe en ce moment le pays- le thermomètre étant tombé mardi jusqu'à -12 degrés Celsius à Austin, la capitale du Texas- et perturbe la production d'or noir du fait de la mise à l'arrêt de certains puits, de coupures de courant et de perturbation des transports.

Tchad: 35 morts dans des affrontements intercommunautaires



Au moins 35 personnes dont un militaire ont été tuées dans des affrontements entre éleveurs et cultivateurs dans le sud du Tchad en proie à des conflits meurtriers entre ces communautés, rapportent mercredi, des médias, citant le secrétaire général de la province, Mara Maad.

Des cultivateurs "ont été attaqués par des coupeurs de route. Cette attaque a fait un mort et deux blessés", a indiqué M. Maad. En représailles, les cultivateurs, qui accusent les éleveurs d'être responsables, "ont attaqué lundi une zone où vivent les éleveurs" dans la province du Salamat, dans le sud-est du Tchad.

Au total, "ces affrontements intercommunautaires ont fait 35 morts dont un militaire", a-t-il déclaré. Des forces de l'ordre ont été déployées dans la province. Le retour au calme est intervenu lundi après-midi.

"Ce drame est parti d'un incident avec des coupeurs de route", des voleurs armés qui opèrent en embuscades sur les routes. "Cette fois-ci, ce n'est pas lié à la dévastation d'un champ", a estimé M. Maad.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Nouveau rapt d'élèves au Nigeria



Le président nigérian a ordonné mardi une opération pour sauver 42 personnes, dont 27 élèves, victimes d'un nouvel enlèvement par un groupe armé dans un pensionnat du pays, deux mois après le rapt massif de 344 adolescents dans une région voisine qui avait provoqué un émoi mondial.

Des hommes armés ont attaqué le collège-lycée gouvernemental de Kagara, un pensionnat situé dans l'Etat du Niger.

"Les bandits ont attaqué l'école

vers 2H00 mercredi. En tout, ils ont enlevé 42 personnes", a déclaré mercredi à l'AFP Muhammad Sani Idris, commissionnaire à l'information du gouvernement local.

"Au moment de l'attaque, il y avait 650 élèves dans l'école. Ils ont emmené 27 élèves avec trois enseignants. Un élève a été tué. Ils ont également enlevé 12 membres des familles des enseignants", a-t-il ajouté. "C'est le dernier bilan que nous avons établi après des vérifications", a-

t-il précisé. Dans la matinée, une source sécuritaire et un officiel avaient affirmé à l'AFP que "des centaines d'élèves" avaient été enlevés dans cette attaque.

Selon un communiqué, le président nigérian Muhammadu Buhari a "ordonné aux forces armées et à la police de ramener immédiatement tous les captifs indemnes". Des militaires, avec un soutien aérien, sont à la recherche des ravisseurs et des otages, avait déclaré une source sécuritaire à l'AFP.

Biden veut "recalibrer" la relation avec Ryad

Le président américain Joe Biden entend "recalibrer" la relation avec l'Arabie saoudite et communiquera avec le roi Salmane, plutôt qu'avec le prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS), a indiqué mardi la Maison Blanche.

"Nous avons clairement dit depuis le début que nous allions recalibrer notre relation avec l'Arabie saoudite", a souligné Jen Psaki, porte-parole de l'exécutif américain, marquant sa différence avec Donald Trump, soutien indéfectible de Ryad.

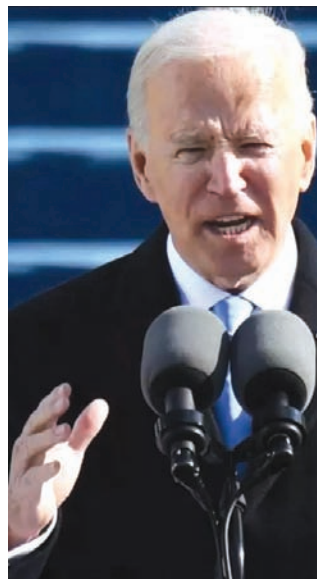
Interrogée sur un éventuel échange téléphonique à venir entre le président et "MBS", qui était l'interlocuteur privilégié sous la présidence Trump, Mme Psaki a clairement indiqué que cela n'était pas à l'ordre du jour.

"L'homologue du président est le roi Salmane et il aura un échange avec lui le moment venu", a-t-elle expliqué.

Depuis son arrivée au pouvoir, le 20 janvier, Joe Biden a, par petites touches, pris ses distances avec l'Arabie saoudite.

Deux semaines après sa prestation de serment, il a annoncé la fin du soutien américain à la campagne militaire saoudienne au Yémen, affirmant qu'elle avait "créé une catastrophe humanitaire et stratégique".

Le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken a par ailleurs décidé de retirer les Houthis de la liste noire américaine des "organisations terroristes". Ces rebelles, appuyés par l'Iran, combattent le gouvernement yéménite soutenu par l'Arabie saoudite.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

ADMINISTRATION INTERDÉPENDANTE

Il a été encore question au cours d'une rencontre organisée par le ministère de l'Intérieur de lutte contre la bureaucratie et l'impérative normalisation de l'administration. Il en sera toujours question tant que le sujet sera discuté en surface autour d'un café et de quelques croissants et sans appréhender les profondes genèses qui ont présidé à la naissance de la nation.

En tapotant sur des problèmes ardu, on oublie que l'Algérie est un pays renaissant ayant recouvré une fragile jeunesse après de nombreuses luttes de libération pour retrouver sa souveraineté. Son histoire est parsemée d'embûches et l'on omet avec persistance que le plus grand des combats est celui de donner un vrai sens à ce que l'on entend par indépendance. Pour comprendre les tares actuelles de l'administration algérienne,

il est utile de réveiller les consciences pour se souvenir du tableau désertique qu'avaient laissé en la matière les colons français en 1962. La relève n'était pas aisée et la prise en charge de ce secteur névralgique, véritable poumon de l'activité du pays, s'était opérée avec une débrouillardise à vau-l'eau. L'humilité et la sagesse veut que l'on reconnaisse que la culture administrative n'était pas le premier atout d'une Algérie qui reprenait vie dans des conditions pénibles dans tous les domaines et en tous lieux. L'extrait de naissance n'était pas seulement ce bout de papier d'identification, mais il était question d'un difficile accouchement pour que le pays noue avec une

large culture qui lui était nouvelle et à laquelle il n'était pas préparé.

L'administration, maillon fort d'une lourde reprise en main, n'était qu'un élément d'un ensemble d'importants repères nécessaires censés donner une solide carrure à la nation. C'est de l'interdépendance de toutes les structures et de toutes les activités nationales que l'administration tire et établit son profil. Si ce profil est aujourd'hui déformé, c'est que les différentes sèves qui lui donnent vie n'ont pas suivi. Il est à l'image du reste qui n'a pas cadré avec une institutionnalisation conforme aux attentes de la population.

Le reste, on le vit aujourd'hui, est dans la mêlée cafouilleuse du politique et du social où l'école et la formation ont un scabreux rôle qui n'accorde aucune droiture à l'administration.